



HAL
open science

Le coronavirus à l'assaut des villes Pour une approche interdisciplinaire de la crise sanitaire

Zouhir El Bhiri, Brahim Labari

► **To cite this version:**

Zouhir El Bhiri, Brahim Labari. Le coronavirus à l'assaut des villes Pour une approche interdisciplinaire de la crise sanitaire. *Esprit Critique: Revue Internationale de Sociologie et de Sciences sociales*, 31, 2021. hal-03241970

HAL Id: hal-03241970

<https://hal.science/hal-03241970>

Submitted on 1 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le coronavirus à l'assaut des villes
Pour une approche interdisciplinaire de la crise sanitaire

Sous la direction de Zouhir EL BHIRI et de Brahim LABARI



Le coronavirus à l'assaut des villes Pour une approche interdisciplinaire de la crise sanitaire

Sous la direction de Zouhir EL BHIRI et de Brahim LABARI

Sommaire

Introduction générale

Zouhir El Bhiri et Brahim Labari

Pour une anthropologie du chaos urbain

Michel Peraldi

Le virus et la sociologie : le bien-fondé d'une organicité

Zouhir El Bhiri, Brahim Labari

Perspectives de la ville marocaine entre métropolisation-mondialisation et contraintes territoriales de la pandémie de Coronavirus : quelle orientation ?

Mohamed Ben Attou

Le *kairos* comme nouvelle temporalité dans une période de crise

Antigone Mouchtouris

Sociologie du risque, pandémie et planétarisation des pratiques de soins. Réflexions à partir de la situation Covid-19 au Brésil

Agripa Faria Alexandre, Sylvie Chiousse

Quelle continuité pédagogique en Martinique en période de confinement ? Des injonctions ministérielles aux conditions d'étude et de travail dans l'Outre-mer

Pierre-Olivier Weiss, Maurizio Alì, Cédric Ramassamy, Gabriella Alì

Le coronavirus : régulateur du social ? Pour une sociologie critique de la régulation des risques

Mohammed Radi

COVID19, le quotidien et la problématique du lien social. De l'épuisement d'un système de pensée et d'Organisation et d'une mondialisation dénuée de sens

Rachid Hamadouche

Introduction générale

Zouhir El Bhiri

Brahim LABARI

Sociologues

Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences Sociales

FLSH - Université Ibn Zohr Agadir

Le coronavirus a désormais tout chamboulé dans le monde : constat amer et néanmoins réaliste. Cette épidémie a pris tout le monde de court car personne ne l'a vu venir¹. Outre cette imprévisibilité, deux caractéristiques au moins ressortent de l'état du monde sous le régime de la crise sanitaire mondialisée.

En premier lieu, la vitesse de la propagation du virus qui, à peine déclaré en Chine, fait le tour macabre du monde en s'installant ici ou là, mettant à rude épreuve les infrastructures et la logistique hospitalières, notamment dans les pays dits développés. C'est dire que la mondialisation a bel et bien un contenu empirique qui réside, il faut bien le souligner, du statut des frontières (ouvertes, fermées, semi-ouvertes), du retour en force de la centralité de l'Etat-Nation comme cadre de souveraineté et de la propulsion des villes, à la faveur de ses aéroports, de ses gares routières et ferroviaires, de ses hôpitaux, de ses universités, de ses mosquées, de ses stades de sport², en première ligne face au *Covid 19*. De la même manière, les désormais variants anglais, sud-africain, japonais et autre brésilien ont fait le tour du monde avec une allure insoupçonnée et prennent d'assaut les villes-monde

¹ Le fameux aphorisme d'Auguste Comte quant à la vocation des sciences sociales et au premier rang desquelles la sociologie « Savoir pour prévoir. Prévoir pour pouvoir » semble lointain et difficilement atteignable. Ce vœu positiviste Comtien livre en quelque sorte les sciences sociales à elles-mêmes. Il ne nous dispense pas pour autant de renoncer à instruire la plus urgente des questions posées dans des termes simples : à quoi servent les sciences sociales et à quoi nous servons, nous autres sociologues, anthropologues, économistes, gestionnaires... ? Si les SHS avaient pour fonction de révéler ou de rendre intelligibles les ressorts cachés de la domination, on aurait alors franchi le Rubicon de la clarification. La maladie ne se découvre pas ex nihilo, l'impératif du diagnostic (de l'existant et celui plus prospectif) est vital dans le processus de régénérescence des sciences sociales véritablement encastrées dans la profondeur des sociétés humaines. C'est déjà là un autre débat...

² Plusieurs journaux français tels le Parisien ou l'Express ont rapporté que le match de la Ligue des champions qui s'est joué à Milan le 19 février 2020 entre l'Atalanta Bergame et Valence avec environ 45000 spectateurs aurait accéléré la propagation exponentielle du coronavirus dans la région milanaise, plongeant l'Italie dans une crise sanitaire sans précédent à telle enseigne que cette région est surnommée la "Wuhan italienne".

occasionnant l'apparition de nombreux clusters. En un clic et dans une course acharnée pour avoir le *scoop*, les médias, toutes tendances confondues, rivalisent à rapporter le nombre de cas contaminés ou/et en danger de mort recensés ici et là par des agences nationales et supranationales. Confinement et couvre-feu aidant, l'appétit domestique de médias ne cesse de croître érigeant l'apocalypse comme horizon possible de notre destinée commune. L'injonction maintes fois entendue, répétée « La situation épidémique est hors contrôle » est de nature à justifier les mesures drastiques de la technostructure de par le monde (port de masque obligatoire, fermeture des lieux de sociabilité des classes populaires, obligation de présenter le test *PCR* pour toute personne désirant voyager. L'on parle même de l'utilité d'un passeport vert vaccinal, annoncé comme étant à l'étude à l'heure où ces lignes sont écrites...). Cette injonction sert aussi à semer la panique, et donc à ériger la peur comme mode de gouvernance, chez des consommateurs transnationaux de sons et d'images qui, face à ce flux macabre d'informations annonciatrices du chaos et de la dégénérescence de l'espèce humaine, notamment sa partie la plus vulnérable, sont livrés à eux-mêmes et nourrissent tout ce que la *vox populi* pourrait receler de tragique. La puissance des médias *mainstream* est à cet égard révélatrice de l'état de l'opinion publique mondiale. Ces consommateurs d'un autre type, accroupis dans leur canapé doré, se complaisant dans cette posture d'« idiots utiles » d'un système qui les broie, voire incarnent le syndrome de *Stockholm* en s'abandonnant à une entité qui les asservit. Moults analyses de la mondialisation dans une perspective critique font appel à certains classiques pour appuyer l'assertion de cet asservissement consenti. Il en est ainsi de l'auteur du « discours de la servitude volontaire » Etienne De La Boétie dont l'enseignement majeur appliqué à posteriori à la pandémie peut s'articuler ainsi : nous devenons, par notre passivité et peut-être à notre corps défendant, les esclaves volontaires d'une mondialisation sauvage en ce que nous entretenons les ravages qu'elle génère et tout se passe comme si les gouvernants, face à l'imprévue, faisaient montre de leur impéritie nous entraînant dans les mêmes inhabilités. Le revers de ce *libido scientifica* est à n'en pas douter le développement du complotisme nourri par une alter intelligentsia, dissidente et soutenue par des réseaux sociaux de masse. Les thèses complotistes bénéficient d'une large audience dans des franges non

négligeables de la population de par le monde, favorisé en cela par l'immédiateté du village planétaire. Plus même, des croyances érigées en démarche transdisciplinaire refont surface pour prédire la fin de la civilisation industrielle-matérielle. Il en est ainsi de la collapsologie qui considère le virus comme la revanche de l'équilibre écologique sur la civilisation humaine. L'Homme ne cesse d'attenter à la nature et aux grands équilibres qui la fondent. Le virus ne serait qu'annonciateur d'une nouvelle ère basée sur une démographie juste, la lutte raisonnée contre le réchauffement climatique et le retour aux valeurs traditionnelles en termes du lien social et de l'entraide. En tout état de cause, il est nécessaire que l'esprit critique reprenne son souffle dans un monde dominé par la *doxa* autant scientifique, religieuse que de la *vox populi*. C'est l'un des objectifs de ce numéro thématique.

En second lieu, une sorte de darwinisme sanitaire s'est prodigieusement formée dans le sillage de cette crise, parant de ses lettres de noblesse l'immunité, la génétique, le groupe sanguin et le nécessaire retour aux vertus de la nature. Bref tout se passe comme si le coronavirus réalisait la redécouverte de la posture sociobiologique, appliquée cette fois non pas aux prédispositions élitistes, mais à la « colossalité », que le lecteur nous pardonne ce néologisme, et à la résistance de notre corps à la faveur desquelles nous pourrions tendre à l'immunité collective. Il est d'ailleurs intéressant de réfléchir sociologiquement à la signification du virus en détectant les relations entre organicisme, positivisme et sociologisme. A cet égard, que n'a-t-on pas dit de la puissance de guérison – du moins quant au renfort du patrimoine immunitaire - de certaines plantes comme l'absinthe, le clou de Girofle et autres ails. *A contrario*, ce darwinisme voue aux gémonies la condition de celles et de ceux porteurs de maladies aiguës ou chroniques, de l'âge avancé (nos anciens) et qui s'exposent les premiers au coronavirus. La sélection naturelle par la maladie est même analysée par d'aucuns comme le salut à venir pour une humanité désemparée « la plus grande menace pour l'individu constitue un extraordinaire mécanisme de défense pour l'humanité. Les maladies sont à l'humanité ce que les anticorps sont à l'individu ! Aussi loin d'être négatif, la maladie a pour but de protéger ce grand organisme qu'elle humanité et contre toute forme de développement inadéquat. En somme, les virus, le cancer, les maladies cardio-

vasculaires et dégénératives présente un véritable système immunitaire pour l'humanité », écrit ainsi Daniel Chabot dans un livre aux accents prémonitoires. Nous avons ici les effets de la guerre *in vitro*, en tout cas les plus immédiats à savoir la mort et la souffrance.

Quoi qu'il en soit, la pandémie du covid 19 bat en brèche la thèse de la fin de l'histoire, chère à Francis Fukuyama qui, naïvement, avait cru que le capitalisme avec ses corollaires démocratie représentative et libéralisme étaient indépassables avec la fin de la guerre froide comme ultime marqueur. Dans le même ordre d'idées, la pandémie désormais planétarisée refroidit les tenants du transhumanisme et autres prophéties du malheur, qu'ils soient d'obédience messianique ou de la chapelle scientifique. L'Histoire ne serait pas linéaire (ayant un début et une fin identifiables), mais cyclique (fluctuant au gré des événements, des idées et des inventions), les pandémies ont de tout temps joué le rôle de régulateur en puissance en faveur de cette cyclicité. Et ce autour des duels que l'on peut poser comme suit : croissance / crise, apogée / décadence, bien-être / mal-être... Mais ce qu'elles révèlent manifestement empiriquement c'est l'épuisement du paradigme mondialiste avec son cortège de la fin de l'État-Nation et in extenso l'avènement d'autres manières de faire société. La roue de secours du capitalisme à bout de souffle ne serait-elle pas de se réinventer à l'ombre (ou à la lumière ?) du virus planétarisé, de la peur qu'il colporte et du quadrillage de la liberté (au sens sociologique et non métaphysique) et de la mobilité des citoyens même bien portants.

Les villes sont l'épicentre de la pandémie, à plus forte raison quand elles se situent dans des espaces pauvres ou paupérisés. Il est certain que la pauvreté est à la maladie ce que l'arrosage est aux plantes. Elle en est autant la matrice que la manifestation. Les grandes métropoles de par le monde révèlent, ce faisant, l'énormité des inégalités polymorphes, notamment d'accès aux soins, et acculent paradoxalement les citoyens déboussolés à développer des réflexes et stratégies de solidarité. Inégalités qu'il convient de mettre dans le panier plus large qu'est le capitalisme : « Ce n'est pas le capitalisme qui a inventé le coronavirus. Mais il est responsable de sa propagation planétaire et du désastre humain qui l'accompagne. Inutile de dire que nous nous serions bien passés de cette démonstration de

l'inefficacité et du danger de ce système et de ses caractéristiques : la propriété privée des moyens de production, bien sûr, mais aussi la confiscation des décisions par quelques-uns, le rôle de l'État et des pouvoirs dits publics, la hiérarchie, les inégalités, les discriminations, la répression, etc. »³.

Les textes qui suivent sont des versions remaniées de certaines des communications présentées lors du colloque international « La ville, la Mondialisation et la pandémie du Coronavirus : A la recherche d'une cohérence paradigmatique ». Colloque Organisé par le Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences Sociales (LISS) de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines d'Agadir les 24 et 25 Juin 2020. Fidèle à la tradition interdisciplinaire qui est la sienne et conscient de la complexité des problèmes inhérents à la vie en société, notre laboratoire (LISS) se fixe l'objectif originel d'adopter un regard pluriel pour approcher et étudier judicieusement les objets considéré comme enchevêtrés dans un système. En cela, il a réuni, à l'occasion de cette manifestation tenue dans son intégralité en mode distanciel, anthropologues, sociologues, géographes et autres spécialistes des sciences sociales ainsi que des doctorants répartis en ateliers pour mettre analytiquement en articulation les trois catégories (ville-mondialisation et pandémie) et par là-même penser et agir notre monde en tension.

Le premier texte « Pour une anthropologie du chaos urbain », signé Michel Peraldi, propose une lecture de la pandémie en termes d'avertissement sans nuances de ce que le monde est aujourd'hui devenu et de la prospective sombre de ce qu'il adviendra. Le chaos semble être la destinée de l'humanité et dont la pandémie n'est qu'une micro-catastrophe parmi tant d'autres : climatique, atmosphérique et démographique dans un monde incertain. Ce qui fait courir un risque de taille à l'Homme, c'est la nature de la riposte à savoir la domestication du danger, de la menace et des maux qui déstructurent notre vivre-ensemble. Domestication au lieu de juguler, argue M. Peraldi : « Il revient alors aujourd'hui aux sciences sociales de dire, comme les physiciens et biologistes, climatologues et économistes atterrés, que la catastrophe n'est pas à venir mais que notre monde l'a installée, s'y est installé ».

³ Un virus très politique, Paris, Syllepse, 2020, p. 9-10.

Poser les termes de la réflexion et rappeler ce que le virus et la sociologie ont de commun, tel est l'objet de la contribution de Zouhir El Bhiri et Brahim Labari. Les deux sociologues traquent la structure de signification que recèle la crise sanitaire. Pour ce faire, ils appréhendent le virus comme un fait social total à la MAUSS, c'est-à-dire mettant en branle toutes les dimensions de la vie. Le virus et la sociologie est l'histoire d'un vieil accouplement depuis au moins les premiers jalons du positivisme et de l'organicisme. Les deux sociologues identifient les anomies consécutives au virus : drames sociaux en cascade, ruine du lien social, effritement du socle familial, l'effondrement de la civilisation bâtie des siècles durant autour de la croyance en la relative quiétude humaine... En tout, le virus est en l'espèce entendu comme le signe que toute société est sujette à des dysfonctionnements car manifestement les institutions peinent à remplir convenablement leur fonction, celle d'améliorer le sort de l'Humanité.

L'article de Mohamed Ben Attou « Perspectives de la ville marocaine entre métropolisation-mondialisation et contraintes territoriales de la pandémie de Coronavirus : quelle orientation ? » fait la part belle au devenir des villes métropolitaines marocaines post-covid. Ces dernières sont analysées comme des proies vulnérables à la pandémie en raison de la densité démographique, à leur ouverture à une mondialisation autant touristique que migratoire. Et l'auteur d'esquisser quelques pistes quant au devenir de ces métropoles et de l'irruption des crises, notamment sanitaires. Crises, il y a fort à parier qui s'inscriront durablement dans le paysage urbain futur du Maroc.

L'article d'Antigone Mouchtouris interroge la pandémie dans sa dynamique temporelle en revisitant la notion de *Kairos*. Cette approche a le mérite de nous sortir de l'immédiateté et de nous propulser dans le mouvement du temps long cher aux philosophes grecs. Parce que la crise est désormais planétaire, la conception du monde par le prisme du *kairos* est la rupture avec les certitudes et les déterminismes de toute sorte, de manière à ce que l'Homme soit maître de lui-même, sans que les pesanteurs de la « technobureaucratie » lui servent de boussole. Elle écrit à cet égard : « Comme cela touche tout le monde et tous les pays du monde, l'individu a appris à vivre un paradoxe : vivre et s'isoler de l'autre qui est potentiellement dangereux alors qu'en même temps la maladie est planétaire. L'être humain

apprend à vivre une chose planétairement à travers son propre corps, mais il modifie aussi sa conduite par rapport à ce que la planétarisation lui apprend : les déplacements, la possibilité de fréquenter beaucoup de monde, réduire son espace de travail et ramener son travail dans sa sphère privée ».

En centrant l'analyse sur le cas du Brésil, l'un des pays les plus touchés par le coronavirus, Agripa Faria Alexandre, Sylvie Chiousse considèrent que la « planétarisation des pratiques de soins » couvre dans le cas brésilien un large éventail de pratiques et comportements qui vont des mesures sanitaires individuelles, des manifestations de rue en relation avec les protocoles de distanciation tout comme les répressions des *Black lives matter* jusqu'aux avancées des communautés scientifiques dans la recherche d'un vaccin, au milieu des disputes politiques et électoralistes. Les auteurs pointent ce que les différentes mesures gouvernementales (isolement social, usages de masques, tests en masse, constructions des hôpitaux dans l'urgence, traitements divers des symptômes de la maladie, nouveaux protocoles de fonctionnement dans les entreprises, les écoles, etc.) comme autant de nouvelles dynamiques de vie sociale dans la réalité de la pandémie. Ils analysent des données (revues et quotidiens), les *échnages* sur les réseaux sociaux, les deuils, dépressions, nombre officiel de décès et courbes des risques comme des éclairages sur les ravages de la pandémie en si peu de temps.

Fruit d'un travail de terrain d'envergure, la contribution de Pierre-Olivier Weiss, Maurizio Ali, Cédric Ramassamy et Gabriella Ali, « Quelle continuité pédagogique en Martinique en période de confinement ? Des injonctions ministérielles aux conditions d'étude et de travail dans l'Outre-mer » fait état du décalage entre les recommandations du Ministère de tutelle et la réalité du terrain dans le territoire de la Martinique. Et ce à la lumière des conditions de vie, d'étude et de travail des futurs enseignants de l'Éducation nationale française dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Pour ce faire, les chercheurs étudient tour à tour : la disponibilité du matériel informatique, l'accès aux ressources numériques, les conditions matérielles et psychologiques pendant le confinement et la relation à distance avec les enseignants. Ils en arrivent à faire ressortir que les pouvoirs publics étaient acculés à agir dans l'urgence et donc à se montrer approximatifs dans la gestion de la pandémie en recourant à l'enseignement à distance. Une telle

option souffre de moyens et de véritables formateurs socialisés à ce type de relation pédagogique. La crise du *Covid 19* révèle l'état insuffisant et insatisfaisant des ressources techniques et économiques dont souffrent les communautés périphériques et marginales comme c'est le cas ici en Martinique. La pression et le stress dus à une surcharge de responsabilités marquent le pas chez les usagers.

Adoptant un regard sociologique critique, Mohammed Radi s'intéresse à la pandémie comme étant le révélateur de l'anomie dans des sociétés de risque et en premier lieu le dévoilement des inégalités. Thème sociologique s'il en est. Dans son texte « Le coronavirus : régulateur du social ? Pour une sociologie critique des régulations de risques », l'auteur argue que la crise sanitaire est une menace réelle des populations vulnérables que l'État-Nation malmené par la mondialisation libérale n'arrive plus à protéger. L'on assiste paradoxalement à une sur-régulation de la vie sociale et économique. La crise du covid-19 peut donc être analysée selon l'auteur du point de vue d'une sociologie critique des régulations des risques, comme étant un producteur d'une dynamique de réorganisation conflictuelle de la société, nécessairement liée aux ambiguïtés de la protection contre les risques. A cet égard la pandémie a une double visée : caractériser des problèmes sociaux et engager l'action publique en faveur du plus grand nombre.

Dans la même veine, Rachid Hamadouche interroge la problématique du lien social, chère à Durkheim à l'aune de la crise sanitaire actuelle. Son texte « La crise sanitaire (COVID19), le quotidien et la problématique du lien social. De l'épuisement d'un système de pensée et d'Organisation et d'une mondialisation dénuée de sens », revient sur l'épreuve aussi bien individuelle que collective que le virus a causée et qu'il caractérise sous deux vocables : blocage et la panne de tous les secteurs de la vie, notamment au plus fort du confinement et d'un horizon qui tarde à se dégager. Et l'auteur de dégager quelques perspectives quant à l'apport des sciences sociales face à cette pandémie inédite : quels sont les effets de cette crise sanitaire sur la construction du lien social ? Assistons-nous à la fin d'une mondialisation dénuée de tout sens ? La crise a aussi son visage urbain, ce qui nous amène à réfléchir sur la relation que pourrait avoir l'analyse des liens entre urbanisation, quotidienneté et gouvernance locale afin d'aboutir aux logiques d'organisation sociale et spatiale qu'on pourrait identifier.

Pour une anthropologie du chaos urbain

Michel Peraldi

Directeur de recherches au CNRS

Ancien Directeur du Centre Jacques Berque - Rabat

Résumé

L'expérience que nous venons de vivre, unique par bien des points, sous la forme d'une quarantaine mondiale, est encore loin d'être terminée et nous sommes encore tout aussi loin d'en tirer toutes les conséquences. On peut cependant déjà établir quelques pistes de réflexion et surtout des clefs d'interprétation quant à l'intelligibilité de ce monde qui vient.

Aux sources du chaos

Nous le savons maintenant sans aucun doute possible, sans controverse interminable : notre monde court inéluctablement vers sa perte. Par contre, nous savons aussi maintenant que cette fin ne prend pas la forme d'une explosion finale, d'une apocalypse telle que notre imaginaire, pétri sur cette affaire de représentations religieuses de la fin du monde, nous a habitué à le penser. Cette fin prend plutôt la forme chaotique d'une succession de chaos d'ampleurs et d'échelles variables, mais qui tous ont une amplitude mondiale.

L'épisode épidémique que nous venons de connaître est une de ces micro-catastrophes, suffisamment puissante pour créer une onde de choc qui déstabilise et perturbe le fonctionnement de nos sociétés mais pas assez pour que nous y voyons une explosion finale.

Ces épisodes chaotiques sont destinés à se reproduire, avec une fréquence qui pour l'instant reste imprévisible mais sera certainement récurrente. Ces phénomènes chaotiques sont d'ordres différents mais, comme l'atteste la Covid, des combinaisons d'évènements de type sanitaire, économique, climatique, démographiques.

La Covid par exemple n'est une catastrophe que parce qu'elle combine une pandémie avec des dispositifs sanitaires que la libéralisation a rendu incapable d'organiser la prévention et le traitement sanitaire de la catastrophe.

On peut rapidement isoler cinq strates de phénomènes : sanitaires avec les pandémies et les effets combinés des affections ; le climatique et l'atmosphérique qui combinent des pollutions maximalisées et des catastrophes ; le démographique qui produit des effets de multitude combiné à des perturbations climatiques et des bouleversements géographiques ; enfin l'économique qui combine des formes basses ou hautes de dérèglement, crise et surchauffe des appareils économiques.

Il faut le dire, ces catastrophes et leurs enchaînements ont commencé, sans doute, depuis le plein régime des économies industrielles, et se répète maintenant à un rythme tel que les désorganisations sont patentes, récurrentes et structurelles. Or, ce qui se passe montre que l'humanité a appris à domestiquer le chaos : non pas le contrôler, non pas même en juguler les conséquences et en prévoir les effets, voire à le ralentir, mais tout simplement, au sens le plus archaïquement anthropologique, à le domestiquer, en un mélange de tactiques dont on peut dire des tactiques de survie et de conjurations imaginaires, et surtout en des formes socialement discriminées et discriminantes.

Les métropoles en tant que destination des pandémies

Les immenses métropoles sont les lieux cardinaux de cette domestication, où nous avons appris à vivre avec les catastrophes et c'est aujourd'hui une des tâches de l'anthropologie que de décrire ces tactiques comme de réinterpréter une partie des dynamiques en termes de survie. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut penser que la combinaison de néolibéralisme et de néo fascisme qui affecte une grande partie des sociétés industrielles aujourd'hui est une tactique de survie des « nantis » qui ont renoncé au bonheur de l'humanité pour se réapproprier de manière exclusive les bénéfices de l'économie. Les niches urbaines de ces mêmes nantis sont une autre de ces tactiques. Du côté des faibles, on pourrait parler de la dette généralisée, du recours au religieux, et d'autres.

L'expérience du confinement

Une première chose qui je pense est assez fondamentale concerne bien sûr le confinement en tant qu'expérience sociale. Nous avons vécu, quasiment à l'échelle mondiale, ce que Foucault aurait appelé un nouveau grand renfermement. Et ne nous y trompons pas, quels que soient les tours de rhétorique par lesquels les gouvernements ont justifié de cette incarcération planétaire, il ne s'agit en rien d'une gestion sanitaire de la contamination, mais bel et bien, dans son sens foucauldien, d'une gestion policière.

La première leçon qu'il faut donc tirer du confinement c'est que, de manière massive (les exceptions sont toutefois très intéressantes à analyser) le confinement est un déplacement du problème. On a transposé les urgences sur un terrain répressif et policier, là où la logique aurait voulu qu'on traite les choses sur un mode médical. Enfermer c'est punir, pour paraphraser là encore Foucault (1975), et de fait, l'essentiel de la gestion politique de la crise a reposé sur des mesures policières et répressives plus que sur des mesures sanitaires. Beaucoup l'ont dit, mais il faut y insister, ce déploiement policier est d'abord une manière de gérer les faiblesses des dispositifs ordinaires du système de santé publique, l'incapacité où l'a rendu les reformatages financiers et organisationnels imposés par le dogme néo libéral. De sorte que le confinement apparaît bien alors comme la combinaison de néo libéralisme et de néo autoritarisme qui semble marquer les nouvelles idéologies politiques émergentes.

Le confinement repose, outre son fondement policier et normatif qui en fait un enfermement, sur deux piliers : celui de la distance imposée aux autres, cette relation d'étrangeté qui commence aux voisins, aux collègues de travail et s'étend à l'ensemble de ceux que l'on côtoie dans la vie quotidienne, et, second pilier, le repli, l'incarcération sécuritaire dans la sphère domestique. On est encore loin d'avoir analysé tous les ébranlements que cette paranoïa aura déclenchée, mais il faut remarquer que ce repli sur soi, sur un entre-soi domestique est déjà pratiqué de longue date par les « nantis » qui ont fait désormais de la *gated community* l'ordinaire de leur mode de vie résidentiel.

On peut penser que le confinement est une extension normative, une généralisation bureaucratique du mode de ségrégation que les riches pratiquent aujourd'hui au

plan résidentiel. De là à dire que l'un est venu justifier l'autre, lui donner une légitimité sociétale, l'histoire le dira sans doute. Ce qui est sûr néanmoins c'est justement que le confinement est une expérience qui a durement entériné des ségrégations et des disparités qui sont déjà, sous des formes variables, inscrites dans l'organisation même de nos sociétés et plus encore de nos sociétés urbaines.

Le confinement a donc suivi très rigoureusement les frontières sociales et les régimes d'inégalités, transformant l'expérience en une aventure plaisante et constructive pour les uns, dotés de confort et d'espace, en véritable expérience carcérale pour ceux qui, en bout de chaîne, n'avaient ni l'un ni l'autre. Mais le clivage va plus loin, puisque les logiques d'exposition elles-mêmes à la contamination ont été et sont encore largement discriminées et discriminantes, entre ceux que leur obligation d'usage des services collectifs, transport notamment, leurs mondes professionnels ont exposé quotidiennement à la contamination, derrière la barrière dérisoire des masques et du gel hydro-alcoolique, et ceux qui ont pu rassembler dans des univers domestiques protecteurs et protégés, l'essentiel de leurs activités.

Nous aurons encore à analyser comment le confinement, auquel l'expérience de la pandémie a donné une légitimité sanitaire, est venu cautionner des pratiques de mise en retrait et de mise à l'écart, de distance sociale qui jusque-là étaient plutôt contestées et critiquées. Comme le dit Bruno Latour, le confinement n'est alors que l'une de ces multiples manières par lesquelles les classes dirigeantes renoncent à l'idée d'un monde commun à partager, et, je le cite, « ne prétendent plus diriger mais se mettre à l'abri hors du monde » (Latour, 2017).

La crise est encore devant nous

Nous aurions tous très envie de croire que la crise est finie, que nous avons échappé au pire, et donc finalement que nous avons simplement vécu quelque chose d'une expérience exceptionnelle, comme une guerre, certains dirigeant politiques l'ont affirmé, une guerre avec un début et une fin et une guerre que nous avons gagnée. C'est hélas là aussi une représentation qui corrobore une lecture erronée et politiquement dangereuse de la pandémie. Une toute autre interprétation de cette expérience se dégage des avis de scientifiques et d'experts, pour qui la pandémie

n'est qu'une parmi d'autres catastrophes qui s'enchaînent comme conséquences de la fragilité où nos activités ont amené notre environnement.

Il ne s'agit pas de dire que la pandémie est une conséquence mécanique du réchauffement climatique ou de la pollution. Par contre, il est clair que son mode de diffusion et de circulation est la conséquence directe d'une part de ce qu'on peut appeler des effets de multitude et d'autre part de l'accélération et de la densité des routes économiques. Les virus prospèrent dans des zones où les hommes s'accumulent comme jamais encore, et se déplacent avec les marchandises. En ce sens, la pandémie est bien l'une de ces multiples micro-catastrophes par lesquelles se signale le dérèglement généralisé de notre environnement et la menace devenue quotidienne, imminente de notre disparition.

Sans doute faut-il changer notre vision de la catastrophe : à la vision fortement empreinte de religiosité qui nous faisait voir la fin du monde comme une apocalypse ultime, un grand *crash*, une punition finale, les scientifiques aujourd'hui proposent une vision qui met en avant des micro catastrophes d'échelles différentes, du mondial au local, qui enchaînent les destructions séquentielles dans une suite d'ébranlements et de dégradations en chaîne (je pense par exemple aux travaux et réflexions de Donna J. Haraway (2020 [2016]) ou ceux de Isabelle Stengers). Il faut tirer deux conséquences analytiques de ce renversement de perspective. La première est évidemment politique, car s'il faut bien continuer à dénoncer les ravages et les destructions de ce capitalisme prédateur qui en est la cause principale, s'il faut bien chercher des solutions d'ampleur, radicales, pour un retournement de la situation, il faut aussi penser que la gestion des catastrophes comme événement exceptionnel est elle-même une catastrophe, nous venons de le vivre. L'enjeu pour en rester au virus, n'est pas de gérer dans l'urgence – avec les moyens de l'état d'urgence – une situation exceptionnelle, l'enjeu politique est bien de gouverner le risque de manière permanente et collective, sans interdire la vie, sans interdire la vie sociale mais en la favorisant et en la promouvant. La seconde conséquence concerne directement les sciences sociales, et encore plus directement l'anthropologie urbaine, même s'il me semble très utile et nécessaire que les sciences sociales participent à la réflexion politique sur le monde qui vient. Nos métropoles sont par excellence les lieux des catastrophes et des délabrements

chroniques que produit la « capitalosphère », pour reprendre le terme préféré à « anthroposphère » par Donna Haraway pour caractériser notre époque. Les deux caractéristiques majeures de nos villes qui sont la densité et la mobilité, pour dire vite, le fait que les métropoles contemporaines sont à la fois des lieux d'intensité des circulations et de rassemblement des multitudes, font d'elles des « champs de ruines » actives. Il viendra sûrement un prochain Benjamin pour montrer que les ruines et les friches, les déserts urbains enchâssés dans la densité urbaine sont aujourd'hui les espaces révélateurs de notre modernité.

Il revient alors aujourd'hui aux sciences sociales de dire, comme les physiciens et biologistes, climatologues et économistes atterrés, que la catastrophe n'est pas à venir mais que notre monde l'a installée, s'y est installé. Mais il leur revient plus spécifiquement de décrire et expliquer comment les hommes déjà inventent des manières de vivre dans les ruines (pour reprendre ici un titre de Anna Lowenhaupt Tsing, 2017) et plus précisément comment un certain nombre de phénomènes qui nous paraissent énigmatiques ou aberrants trouvent leur raison d'être dans ce qui est bien désormais une forme de survie.

Les métropoles : domestiquer les catastrophes ne signifie pas les juguler...

Si l'on accepte que domestiquer n'est pas juguler ni contrôler, les métropoles sont sans aucun doute les lieux où l'humanité apprend à domestiquer le chaos sans le ralentir. En un mélange de tactiques, en partie conjuratoires, des tactiques de survie et de conjurations imaginaires, et surtout en des formes socialement discriminées et discriminantes.

Les immenses métropoles sont les lieux cardinaux de cette domestication, où nous avons appris à vivre avec les catastrophes et c'est aujourd'hui une des tâches de l'anthropologie que de décrire ces tactiques comme de réinterpréter une partie des dynamiques sociales qui s'y déploient en termes de survie. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut penser que la combinaison de néolibéralisme et de néo fascisme qui affecte une grande partie des sociétés industrielles aujourd'hui est une tactique de survie des « nantis » qui ont renoncé au bonheur de l'humanité pour se réapproprié de manière exclusive les bénéfices de l'économie, je l'ai dit plus haut.

Les niches urbaines de ces mêmes nantis sont une autre de ces tactiques. Du côté des faibles, on pourrait parler de la généralisation de la dette qui fait vivre à crédit et donne l'illusion de la propriété comme support de citoyenneté, du recours exponentiel au religieux, et d'autres qui sont autant de complexes d'affects et de pratiques par lesquels dans l'ordinaire, les citoyens se rendent le chaos habitable autant qu'intelligible.

Références bibliographiques

Foucault Michel, 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

Haraway Donna J., 2020, *Vivre avec le trouble* [trad. *Staying with the trouble*, 2016], Vaulx-en-Velin Les éditions des mondes à faire.

Latour Bruno, 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.

Tsing Anna Lowenhaupt, 2017, *Le champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte.

Le virus et la sociologie : le bien-fondé d'une organicité

Zouhir El Bhiri

Brahim LABARI

Sociologues

FLSH - Université Ibn Zohr

Agadir

En guise d'introduction : que signifie sociologiquement le virus ?

Écrire sociologiquement sur le virus peut paraître à première vue comme une gageure tant ce dernier est perçu comme étant du domaine réservé des sciences médicales et épidémiologiques. Pourtant, l'actualité vers laquelle nous a propulsé la crise sanitaire actuelle sous le nom désormais macabre du Covid 19 est saisissante d'un point de vue sociologique :

Comment faire l'injonction de la distance physique ou sociale à des multitudes socialisées des siècles durant à l'intensité et à la densité des corps à corps dans des espaces de tout temps partagés ?

Comment opérer la limitation des rapports humains au strict nécessaire (lequel d'ailleurs devrait être rempli de sens empirique) ?

Comment contenir durablement les masses humaines dans des espaces quadrillés et *in extenso* freiner la circulation active du virus en confinant, en instaurant des distances physique et sociale et en portant obligatoirement des masques dans l'espace public ?

Comment les individus pensent-ils et se représentent-ils la santé, la maladie et la mort dans cet état d'urgence sanitaire, laquelle les met frontalement face à la possibilité de laisser leur vie à une mort imminente, du moins le ressentent-ils ?

Nous pourrions allonger des interrogations qui, à défaut d'être traitées, méritent déjà d'être posées et ce faisant légitimer un regard sociologique sur le virus.

Questions de taille qui interpellent en premier lieu la sociologie. Qu'on se le dise bien : la sociologie prend pour objet les machineries sociales à la fois en situation normale et dans le sillage de la crise. La normalité a ceci d'instructif qu'elle gratifie le sociologue de la latitude d'observer les faits avec une temporalité qu'il peut

maîtriser ; l'urgence l'accule à des compromis avec le réel accéléré car la « perspective de la pendaison concentre merveilleusement l'esprit » (Samuel Johnson). Convenons-en : le virus met en branle et révèle au ras du réel ce que la condition humaine a de profondément authentique. La position d'une telle problématique nous place en face de la pertinence ou de l'approximation des démarches et de méthodes que nous empruntons ou éprouvons dans l'étude des phénomènes sociaux. Quelques ouvrages de références ont déjà montré la voie dans cette perspective en insistant sur l'impératif d'observer l'urgence, la crise et les incidents plutôt que de faire comme si le comportement des uns et des autres étaient conformes au prescrit. Jean Peneff, dans son hôpital en urgence, alliait les mérites des études interactionnistes avec la technique de l'observation participante pour être au cœur de l'expérience du terrain et les acquis de la sociologie du travail et des organisations françaises en spécifiant le décalage entre le « prescrit » et le « réel ». Il engage « la description du contenu réel du travail et les organisations diverses implicites de la coopération entre agents pour atteindre les objectifs qu'on leur fixe mais qu'ils réaménagent avec l'accord ou non de l'encadrement »⁴. Ce n'est pas parce que qu'une injonction (porter le masque ou établir une distance physique avec autrui) est lancée que celles et ceux à qui il est faite observent religieusement et à la lettre ce qu'elle renferme. Les exemples sont de ce point de vue légion : l'hôpital est un service public et donc formellement tous les individus présentant un cas d'urgence doivent y être admis. Le principe de la réalité proprement hospitalier passe outre cet idéal en classant les patients en termes de priorisation à l'admission. De l'hôpital en urgence à l'hospice en tension : voilà ce que les yeux peuvent voir au cœur de ce qu'il est convenu d'appeler la première vague du coronavirus avec les malheureux exemples italiens et espagnols : quand les hôpitaux sont pris d'assaut, les autorités hospitalières avaient dû octroyer les lits disponibles en fonction du profil du malade (âge, situation familiale...). Dans son article au titre évocateur⁵, Georges Benguigui a lui aussi insisté sur la nécessité d'aller vers les crises et les incidents pour pouvoir voir autrement les comportements humains et fixer un regard nouveau sur les institutions, les organisations et leurs hommes. Fort de sa connaissance du monde carcéral, notamment les surveillants de prisons, Benguigui

⁴ Peneff J. (1992), *L'Hôpital en urgence. Étude par observation participante*, Paris, Métailié, p.11

⁵ Benguigui G. (2000), *L'observation des incidents et des crises*, Sociétés contemporaines, n° 40

argue que l'observation des quotidiennetés ordinaires et de la normalité apparente doivent s'adjoindre aux exceptionnalités de la vie car « le plus souvent ces situations exceptionnelles ne peuvent prendre sens qu'en relation avec l'observation de la routine et de la quotidienneté. Elles prennent sens parce que justement elles sont des écarts à cette quotidienneté. Ces situations de crise plus ou moins graves peuvent être de puissants révélateurs du fonctionnement d'une organisation »⁶.

Les espaces urbains : foyers de prédilection des virus

Une relation, un rapport ou un lien sont dits organiques quand ils présentent un degré de complexité tel qu'en rendre compte n'irait pas sans quelques entraves. Et d'abord celle épistémologique en ce sens que la ville, foyer d'une division du travail complexe, est du fait de la densité populationnelle et d'un individualisme chevronné, le premier destinataire des faits de la mondialisation, pour le meilleur et pour le pire. Il en est ainsi des virus, plus ou moins virulents, qui font régulièrement des assauts dans des espaces urbains insuffisamment régulés que d'aucuns imputent à une mondialisation dérégulée : les écoscientifiques pointent, entre autres, les transports aériens qui monopolisent le ciel à la faveur de la vitesse qui fait passer aux oubliettes ou du moins qui rend surannés d'autres types de transport assurément trop longs, mais qui ont l'avantage de ralentir la propagation d'un virus aéroporté. La diffusion du Covid 19 dans le sillage de cette mondialisation hégémonique est ainsi rendue rapide par l'avion qui, à force de rapprocher les villes, propage vite et fort. La ville est aussi l'épiderme de l'activité économique concentrée, des grappes ou districts industriels sont un terrain propice à la proxémie et donc à une circulation active et soutenue du virus comme l'atteste avec force le cas italien du début de l'épidémie : les zones à forte intensité industrielle et commerciale, les abattoirs, les ateliers de confection, la restauration de masse sont des espaces les plus exposés à des contaminations durables. Le capitalisme avec sa boulimie illimitée pour des villes-monde et pour des armées de réserve toujours aussi nombreuses et disponibles à travailler, propulse la ville à des fonctions auxquelles elles n'étaient pas accoutumées : héberger une main-d'œuvre sans qualités, souvent dans des ghettos et des gourbis que les virus affectionnent faute d'hygiène. Parce

⁶ Benguigi G (2000), op. cit p.136

que le profit est érigé en credo, ce capitalisme mondialisé incarné dans des cités globales détruit les écosystèmes, véritables remparts de l'intrusion des virus auxquels notre système immunitaire n'est point préparé. Retrouver les vertus des frontières dans le cadre de la souveraineté de l'État-nation, quadriller les villes du même territoire national, réduire la mobilité des humains et des marchandises, voilà quelques mesures phares prises par tous les États au début de la pandémie en début de 2020. Ce retour en force du paradigme national-méthodologique est à n'en pas douter la redécouverte brusque des mérites de la souveraineté loin de la doxa mondialiste que les libéraux de toute chapelle incarnaient encore la veille. Pour le dire autrement et dans le jargon de la sociologie du processus de la mondialisation : à la lumière de la crise sanitaire, le nationalisme méthodologique a clairement pris le dessus sur le cosmopolitisme méthodologique. Pourtant si l'on en juge par le nombre de plus en plus croissant des contaminés et de la panique qui s'en est suivie, il est patent de présumer l'incapacité des États à juguler la maladie et par là même à protéger les citoyens des risques sanitaires.

Les ambivalences de la riposte étatique à la crise sanitaire mondialisée

Le détenteur du monopole de la violence légitime démontre son incapacité à avoir une vision claire face à l'incertain en dehors d'une gestion sécuritaire (confinement généralisé, port de masques obligatoire, soumission à des tests pour les voyageurs, obligation de présenter une autorisation dérogatoire pour tout déplacement...). Les États ont activé certes le levier des frontières dans l'ultime effort de juguler le virus, mais à quel prix et selon quels procédés, au prix de la mise à l'agonie des secteurs entiers de la vie économique, sociale et culturelle, de la mise à mort de tout ce qui donne sens à la vie en collectivité. Prospèrent en revanche les secteurs de l'économie virtuelle détenue grassement par de grands groupes et des fleurons transnationaux à la manière des ventes sur internet, du prêt-à-porter avec livraison à domicile, les industries pharmaceutiques rivalisant à mettre au point et le plus promptement du monde d'un vaccin tant attendu. Bref toute une économie financière, numérique et virtuelle sape, à la faveur de la conjoncture, l'économie réelle du travail artisanal. La perte de repères a immédiatement débouché sur

l'épuisement de notre modèle de vivre-ensemble cédant le pas à la dépression et au relâchement du goût à la vie. Et si finalement le véritable levier était entre les mains des puissances industrielles familiales. Sans verser dans le complotisme, la question mérite d'être posée à défaut d'être instruite par le menu. La crise économique consécutive à la crise sanitaire est sans commune mesure avec celle que l'Humanité avait vécue : il est très probable qu'elle porte en elle-même un changement radical, voire une rupture d'avec les modèles et les paradigmes précédents. Le capitalisme mondialisé dispose sans nul doute de ressources pour se régénérer, à la suite de la crise sanitaire hyper médiatisée, et enfanter un modèle de société qui donnera au sociologue du fil à retordre. L'hypothèse du mondialisme tend ainsi à prendre forme. Un monde commandé par la finance méprisant les peuples et en confrontation avec l'État-Nation. Même pénétrée d'une charge politico-idéologique, la doctrine mondialiste vise d'abord à imposer un vocabulaire et à le faire admettre y compris dans les milieux académiques : la gouvernance globale comme son nom l'indique est de placer la souveraineté au cœur d'un réseau néolibéral profond et sans visage s'incarnant dans des symboles, une sorte de cités globales. La souveraineté du peuple, par le peuple et pour le peuple, pourtant vœu des universalistes, est clairement dénigrée par les apôtres du mondialisme.

La crise sanitaire comme fait social total

Les espaces domestiques dans des villes surpeuplées sont eux aussi devenus l'objet de toutes les attentions, surtout au plus fort du confinement. Il est certain que les familles nombreuses entassées dans des gorbis ont traversé cette épreuve avec beaucoup d'essoufflement sociologique à base de crise du vivre-ensemble familial : violence urbaine domestique, enfants en détresse, appréhension chaotique du lendemain, surmenage quant au distanciel en matière de la transmission des savoirs au sein des familles illettrés... Il est vrai que le confinement dans une villa avec piscine dans des quartiers huppés s'apparente plutôt à des vacances paisibles. Tout cela est révélateur des inégalités maintes fois relevées en périodes normales, mais que la crise sanitaire a dévoilée avec forte démonstration. D'autres inégalités se renforcent dans le sillage de la crise sanitaire : les salariés du privé mis en congé forcé ou licenciés sine die, astreinte unisexe au télétravail où l'intime, le familial et

le professionnel s'interpénètrent, paupérisation accrue de pans entiers du secteur de l'informel privés, même, de la débrouillardise qui caractérise leur quotidien, la peur obsessionnelle d'attraper la maladie et de la transmettre à sa famille...

L'autre entrave est d'ordre paradigmatique car articuler la ville, la crise sanitaire et le processus de la mondialisation revient à tenter de trouver une cohérence qui rende intelligible la fragilité de notre univers commun et peut-être l'épuisement d'un modèle de société-monde trop souvent calqué sur les sacro-saints droits-de-l'homme au lieu de s'assigner d'autres pivots moins idéologiques et plus pragmatiques et d'abord celui du respect de la Nature et de l'équilibre écologique. La marchandisation des animaux sauvages vivants dans des jungles est l'illustration de l'idiotie humaine et la transgression manifeste de l'ordre naturel des choses : il est avancé que les chauves-souris sont porteuses de virus de la famille des ribovirus baptisé « corona » dont la forme est similaire à une couronne. Selon les écrits officiels, ce virus est apparu en Chine le 8 décembre 2019. Il est avancé que cette pandémie est familière dans le monde des chauves-souris qui en assurent la transmission comme l'affirme Shi Zhengli, chercheure-virologue à l'Institut de virologie de Wuhan (là où le virus serait parti) : *« Il existe de nombreuses espèces de chauves-souris et d'animaux sauvages. Les virus inconnus que nous y avons déjà découverts ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Si nous voulons empêcher les êtres humains de souffrir de la prochaine épidémie de maladies infectieuses, nous devons aller à l'avance pour découvrir ces virus inconnus véhiculés par les animaux sauvages dans la nature et donner des alertes précoces. Si nous ne les étudions pas, il pourrait y avoir une autre épidémie »*. L'imaginaire qui entoure ces créatures (une sorte de bâtarde aux vertus multiples !) et extensivement sa proximité avec l'espèce humaine est annonciatrice d'un cataclysme sanitaire et social. La sociologie pourrait avoir à redire sur l'animalité de l'Homme et l'humanité de l'animal, tout particulièrement saisie par le prisme de la raison marchande et du chaos sanitaire qui pourrait résulter de la relation incestueuse entre l'Homme et l'animal. Le respect de la nature, des frontières écologiques entre les deux mondes et cette boulimie marchande font que le virus devint brusquement transfrontalier et se caractérisant par une mobilité étonnamment prodigieuse.

Ce que le virus peut enseigner à la sociologie

Aborder cette complexité de notre monde à l'aune seulement de la transgression frontalière entre l'humain et l'animal serait réducteur. Il convient d'interroger le virus d'un point de vue sociologique en ce qu'il nous rappelle l'évidence de notre vulnérabilité d'humains sur cette planète continûment malmenée par les errements de ces mêmes terriens rongés par l'égoïsme court-termiste. Par son omnipotence, le coronavirus, une sorte de grippe qui n'a pas encore livré tous ses mystères, pénètre jusque notre inconscient de profanes, colonise les conversations/interactions de tous les instants et attise nos craintes d'un lendemain sans visage. En bref, cet intrus que nous n'attendions point s'invite par effraction et en se mondialisant, emportant des vies par ci, causant la quarantaine de pans entiers de l'humanité par là. Les prémisses, sacrée prémonition, sont à peine déchiffrés par quelques observateurs avisés dans quelques lignes de l'un des rapports sur le diagnostic prospectif de notre vivre-ensemble à l'instar de l'une des livraisons du très régulier « Le monde dans 30 ans ». C'est là l'un des exercices de prédilection de l'agence américaine de renseignement, la CIA. Empiriquement parlant, le virus est redoutablement destructeur en régénérant des douleurs physiques ou psychiques, en émettant périodiquement des avertissements sur l'état de nos sociétés malades, en lançant des alertes sur le sens de la vie et de l'Histoire et qui, par la force de cette actualité morbide, nous confine corps et âme. Confinement : voilà bien un mot macabre qui ressurgit du dictionnaire confinant à la prise de pouvoir sur nos corps et nos esprits. La discipline, la manipulation, l'implication contrainte des corps dans un espace « quadrillé », tels sont, à la M. Foucauld, les corollaires du confinement. Mais passons... Expérience utile face à la menace du virus invisible, qu'on n'est pas prêt, du reste, d'oublier car il nous rappelle, une fois n'est pas coutume, notre fragilité ontologique, existentielle. Mais, qu'est-ce que le virus *lato sensu* ? Nous allons tenter dans ce qui suit non pas de revisiter les lieux communs des laboratoires et du corps médical, mais de proposer une lecture sociologique de cet intrus qui quadrille notre quotidien. Lecture plus cavalière que véritablement approfondie.

La sociologie, telle que conçue par son Père fondateur E. Durkheim, positiviste s'il en est, est partie de la croyance que la société humaine est à l'image du corps

humain, c'est-à-dire d'un tout holistique fait de solidarité entre ses membres. Le fonctionnalisme ou encore l'organicisme étaient des théories explicatives de l'ordre social comme étant dérivé du modèle biologique. Le défunt sociologue, avant d'émettre ses fameuses règles de la méthode sociologique, s'est inspiré de C. Bernard et de son manuel « Introduction à la médecine expérimentale ». Une façon de faire de l'expérience le pivot sur lequel trône la nouvelle science sociale naissante. De ce point de vue, toute pathologie (à cet égard Durkheim distingue entre le normal et le pathologique) est synonyme de menace sur la stabilité de la société. A cet égard, Durkheim écrivait : « pour les sociétés comme pour les individus, la santé est bonne et désirable, la maladie au contraire est une chose mauvaise et qui doit être évitée. Si donc nous donnons un critère objectif, inhérent aux faits eux-mêmes, qui nous permette de distinguer scientifiquement la santé de la maladie dans les divers ordres de phénomènes sociaux, la science sera en état d'éclairer la pratique, tout en restant fidèle à sa méthode ».

Le virus est donc tel l'intrus que personne ne veut à sa table. Pourtant, on finit par s'en accommoder. Il s'invite dans un organisme avec la ferme intention de le démembrer. Par-delà même l'anatomie du corps malade, les conséquences sociales d'un tel démembrement sont terrifiantes : drames sociaux en cascade, ruine du lien social, effritement du socle familial, l'effondrement de la civilisation de la relative quiétude humaine... C'était l'obsession de Durkheim même s'il reconnaît la régularité de tous les maux qui affectent la société : le suicide (l'un de ses ouvrages), le crime qu'il considère comme un phénomène normal (l'un de ses autres textes) ne sauraient se démultiplier qu'à la faveur de l'impuissance générale. En tout, le virus entendu comme le signe que toute société est sujette à des dysfonctionnements, est générateur de l'anomie pour alerter que les institutions peinent à remplir convenablement leur fonction, celle d'améliorer le sort de l'Humanité. Curieuse prémonition sociologique car en ces temps de confinement et d'incertitude, les solidarités reprennent du service après avoir été mis en sommeil par une économie-monde hégémonique promoteur de l'individualisme égoïste. Le virus est donc l'intrus dont personne ne veut et que tout le monde admet une fois à table !

Bon nombre d'essais sur le colonialisme ont mis l'accent que l'expérience coloniale n'a été rendue possible que face à des États si faibles que la résistance au virus colonial devint inerte et face à une société malade de ses déchirements. A. Benabi, comparé un temps à Ibn Khaldun, a forgé le concept de « colonisabilité » pour appuyer cette assertion. Mais le virus mute et attaque dans l'invisibilité qui le caractérise. Il peut prendre un nouveau visage et les sociologues sont attendus pour le démasquer et par là-même identifier les tenants et les aboutissants de sa propagation. « Les batailles perdues se résument en deux mots : trop tard ! » disait naguère le Général Mc Arthur. Et si les sociologues devenaient des crisologues...

Références bibliographiques

Benabi M. (1954), *Vocation de l'Islam*, Paris, Seuil.

Benguigui G. (2000), *L'observation des incidents et des crises, sociétés contemporaines*, n° 40.

Bernard C. (1865), *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, Paris, Baillière.

Durkheim E. (1895), *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Félix Alcan, coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine.

Durkheim E. (1897), *Le Suicide*, Paris, Félix Alcan, coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine.

Durkheim E. (1960), *Le crime, phénomène normal, Déviance et criminalité*, pp. 76-82.

Foucault M. (1963), *Naissance de la clinique. Une archéologie du regard médical*, Paris, Presses Universitaires de France.

Peneff J. (1992), *L'hôpital en urgence. Étude par observation participante*, Paris, Métailié

Perspectives de la ville marocaine entre métropolisation - mondialisation et contraintes territoriales de la pandémie de Coronavirus : quelle orientation ?

BEN ATTOU Mohamed

Laboratoire LRMECSS

Université Ibn Zohr

Résumé :

L'article est une contribution sur les perspectives de l'orientation post-pandémie de covid-19 des villes métropolitaines marocaines. Supports de l'urbanisation stratégique à l'horizon 2030, ces structures urbaines, moteurs de la croissance économique et portes d'entrée de la mondialisation touristique, migratoire et de fait de mode sociétal, ont montré leur fragilité face à la crise pandémique. Hauts lieux de gouvernance urbaine, de diffusion de richesses et plateformes de production internationale, les villes métropolitaines se sont avérées aussi des dispositifs sociétaux sous pression territoriale plurielle dont l'enjeu le plus important est le contrôle d'une urbanisation utilitaire et déstabilisante en termes de densité urbaine, d'étalement, de maîtrise de l'ouvrage social et de glissements politiques. Le choix stratégique de la métropolisation comme précurseur de modernité économique, d'innovation, de compétitivité et de marketing territorial a su propulser le pays dans une économie émergente. Cependant, le rapport de la ville métropolitaine à l'urbain sous tous ses aspects morphologiques, sociétaux et environnementaux est resté un rapport conflictuel et perméable face à covid-19. Comment agir alors sur le devenir de ces métropoles ? Quels choix s'offrent à nous pour repenser la ville métropolitaine et tirer des enseignements de l'environnement de crise qui risque de devenir un dispositif présent dans le paysage urbain futur ?

Mots clés : Villes-Métropoles, covid-19, gouvernance, choix stratégique du développement

Introduction

La ville marocaine est en première ligne de la crise sanitaire du Covid-19. Le fait de métropolisation⁷ - mondialisation, la concentration humaine et la complexité de la morphologie urbaine de la ville métropolitaine aussi bien au niveau des poches de pauvreté-vulnérabilité intérieures qu'au niveau des marges internes et externes des périphéries urbaines, les activités touristiques et industrielles formelles et informels, ont augmenté les facteurs de risques sociaux, économiques et de gouvernance face la propagation de coronavirus. L'urbanisme tendanciel qui caractérise la fabrication de la ville métropolitaine au rythme de l'opportuniste foncier, la production des richesses par le lotissement et la mobilisation immobilière au détriment des espaces ouvertes et des ressources territoriales. Il en résulte une constellation urbaine (grande Casablanca, grande Tanger, Grande Fès, Grande Marrakech) faite par des morceaux de villes pastiches (communes urbaines) superposées et ingérables dans la continuité, la gouvernance et l'homogénéité. Bref, une ville métropolitaine fabriquée en dehors d'un projet urbain capable de faire de cette ville, un espace inclusif et durable. Comment ces villes peuvent-ils cristalliser alors les attentes d'ordre social, économique et politique ? La pandémie de covid-19 a frappé toutes les villes indépendamment de sa taille. Mais ce sont les facteurs de risques liés aux comportements individuelles voir collectifs dans le périurbain des grandes villes et les quartiers populaires et industrielles où l'imbrication entre le formel et l'informel, entre le respect des directives publiques (confinement, protection, distanciation sociale) et l'anarchie infra-sociale qui vont activer le dispositif de la densité urbaine.

Comme ce sont les mêmes métropoles qui constituent les portes d'entrées du royaume, la corrélation entre la pandémie et les aéroports d'une part et les ports d'autre part, va impliquer le tourisme comme facteur de risque et de contamination en raison de la concentration des individus et leur connexion au système monde.

⁷La métropolisation est une tendance, observée partout dans le monde au cours des années 1980, au renforcement des niveaux supérieurs du réseau urbain. Retour de croissance démographique des grandes villes, attraction et polarisation qu'elles exercent vis-à-vis des sièges et des activités financières, le système des transports modaux, la flambée spéculative sont autant de caractéristiques de la ville métropolitaine. Au Maroc, la ville métropolitaine est une fin en soi, pour orienter l'urbanisation territoriale vers la croissance économique et la production des richesses.

Forte heureusement, la politique publique a anticipé très tôt, sur la possibilité d'une importation éventuelle du virus. Ce qui a préservé le Maroc comme destination touristique mondiale en plein redémarrage après la crise économique de 2008. Une telle décision clairvoyante, a renforcée la capacité de résilience du Maroc en comparaison avec son pays voisin l'Espagne. Bien qu'il soit encore trop tôt d'évaluer cette résilience en termes de personnes ayant contracté réellement le Covid-19 (après l'avancée des dépistages) et en termes d'effondrements économiques précis. En l'absence de données statistiques et scientifiques fiables, il est à saluer l'initiative d'adaptation du système sanitaire marocain à l'ampleur déstabilisante de la pandémie (hyper-spatiale et hyper-scalaire) lorsque le pays a eu recours à d'autres alternatives pour relever un défi colossal par rapport à ses capacités médicales et ses structures d'accueils. En effet, le renforcement du système de santé publique et le soutien de la médecine militaire et de la santé mobile, ont été d'un grand secours. Il est à saluer aussi, la solidarité et le sens de citoyenneté élevée dont les populations ont fait preuve face à la population vulnérable, les petits métiers informels et les le gel des petites et moyennes entreprises, certainement affecté par le tarissement des demandes intérieures et extérieures.

L'on se demande alors si le système de mise en place et de fonctionnement des métropolités émergentes⁸ et du cosmopolitisme qui doit être remis en cause suite à la pandémie ? Ou bien c'est la société dans son être qui doit s'adapter à l'environnement des risques post –pandémie y compris dans la périphérie urbaine (Périurbain métropolitain) ? Pour chaque choix, quelles implications économiques et sociales ?

⁸La métropolité émergente concerne les grandes villes qui se sont affirmées avec la mondialisation des échanges (transbordement, conteneurisation) et de la finance. Cette métropolité internationale fonctionne sous des logiques d'interface. La conceptualisation de la notion d'interface et ses différentes fonctions permet d'élaborer une grille d'analyse orientée vers l'hinterland et l'hinterworld. L'organisation territoriale engendrée par les fonctions d'interface et la mondialisation crée une métropolité territoriale émergente. Pour plus de détail voir H. Dlala, 2010.

Le Maroc, un pays de croissance émergente qui a fait un choix stratégique : la métropolisation

L'orientation de l'urbanisation stratégique marocaine à l'horizon 2030 est une orientation mondialisée qui trouve ses fondements juridiques dans la Constitution de 2011, les directives royales et la politique gouvernementale. Tout ceci, dans un système monde caractérisé par des changements rapides et saccadés. L'objectif étant d'atteindre le challenge en termes de gestion des poids démographiques (un taux d'urbanisation de 70 % en 2030 ; avec 41.3 % de populations urbaines centrées dans les grandes villes) ; économiques urbains (70 % en termes d'investissement et 75 % en termes de participation dans le PIB intérieur). Cette orientation très optimale a essayé de contourner les déséquilibres régionaux du système urbain où 4 régions sur 16, produisent plus que la moyenne nationale régionalisée du PIB. Elle a essayé aussi d'amortir les effets de la littoralisation urbaine (55 %). Ceci sans parler du défi à relever à l'échéance 2025 d'une demande de logement supérieure à 2.3 millions de logements dont 87 % est sollicité en milieu urbain.

Autant de défis sur le plan de la modernisation de l'économie nationale par son ouverture sur l'extérieur et l'innovation (compétitivité, économie nouvelle durabilité, nouveau modèle de développement) ; sur le plan de l'urbanisation (investissement des changements démographiques, équilibre entre ressource et territoires...) et sur le plan démocratique et de justice territoriale. Plusieurs outils juridiques et de planification territoriale ont été mis en place pour accompagner les différents changements, les lois organisant les régions 111-14/112/14/113/14, décret 583-17-2, la nouvelle réglementation des SDAU, Projet de loi de l'Aménagement du Territoire, Le haut Conseil à l'AT, Schéma National des Réseaux Urbains 2017-21-2, la constitutionnalisation des SRAT, la planification stratégique, la mise en place de la programmation régionale des budgets publics, La contractualisation entre l'État et les régions, le critère de l'équipement urbain minimum et l'avancée du système de la gouvernance. Soit, plus de 315 Milliards de DH d'investissements (l'accélération économique 2020, Programme Rawaj 2020, Stratégie compétitive 2030, Stratégie Alieutis 2020, Stratégie portuaire 2030, Vision touristique 2020, Maroc Vert 2020, Stratégie énergétique 2030).

La recherche de la métropolisation stratégique, n'est pas seulement un fait de modernisation économique axée sur l'innovation, la compétitivité, la durabilité et le marketing territorial mais, c'est *la recherche aussi d'un modèle de développement équilibré et surtout généralisé*. En ce sens, 25 % du budget général d'investissement s'est orienté vers la consolidation de la métropolisation économique et la transition démographique : Marrakech, la ville renouvelée ; Plan stratégique pour le Développement de Kenitra, Rabat, ville des lumières ; Plan stratégique du développement du grand Casablanca ; Projet du Grand Tanger ; Projet de développement urbain de grand Tétouan et la qualification urbaine intégrée de Salé. L'objectif principal à travers l'orientation vers la métropolisation-mondialisation est double. D'une part combattre la pauvreté-vulnérabilité, le démarrage de l'association État-Régions et la diversification, le renforcement et l'exécution de l'offre économique territoriale. D'autre part, il est question de faire intégrer le dispositif territorial dans le nouveau modèle du développement à travers les projets structurants et la promotion du rôle des Sociétés de développement comme dispositif territorial central.

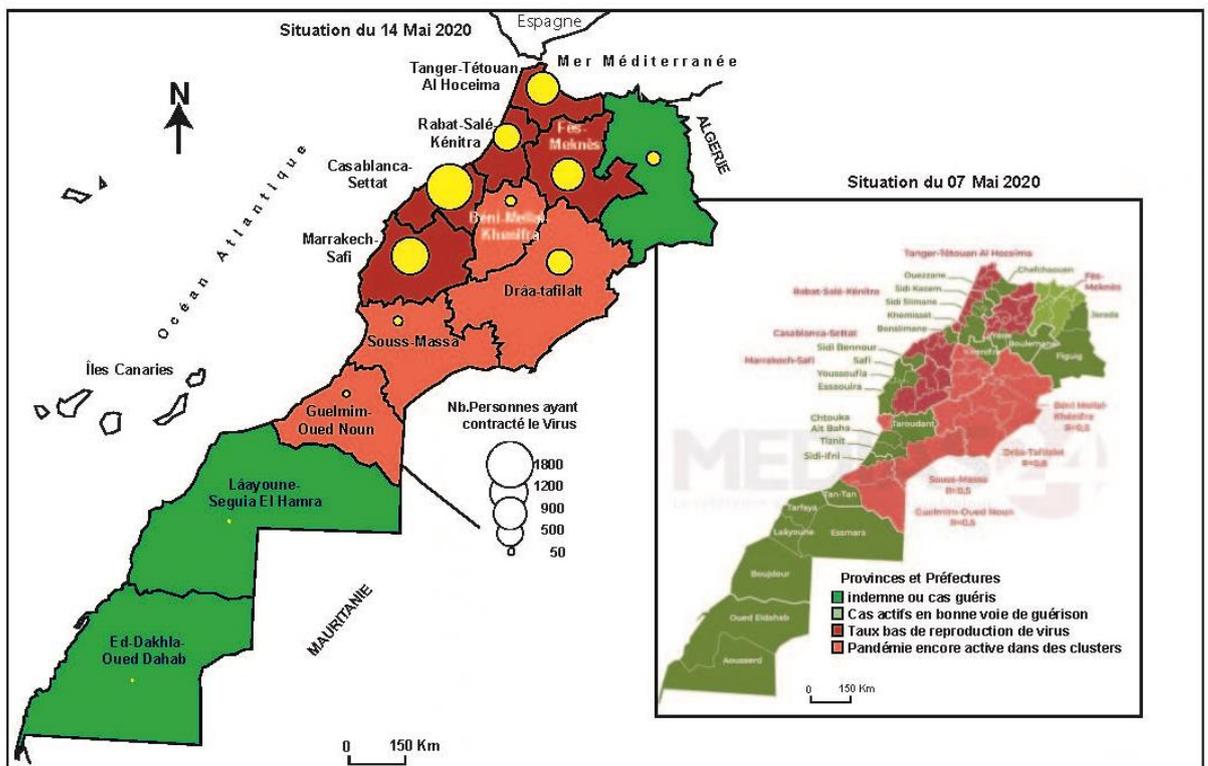
Or la pandémie de coronavirus remet la pendule à l'heure d'une crise généralisée qui n'a rien à voir avec la crise économique de 2008 qu'on a pu, magistralement, éviter par l'accélération de la croissance économique et l'innovation énergétique. Cette fois la pandémie frappe les moteurs de croissance et la métropolisation démographique en plein fouet. Ce sont les régions les plus métropolitaines, les plus ouvertes sur le système monde, les plus productives, les plus denses (plus de 3000 Ha/Km²) et sur lesquelles on a construit le modèle de croissance 2030 pour atteindre une efficience économique prioritaire du PIB à l'entour de 3.500.000 millions de DH, soit une croissance moyenne annuelle de 6.4 % ; qui subiront frontalement l'impact de covid-19. A l'échelle des grandes villes du pays, Casablanca est la plus dense avec 15296 habitants au kilomètre carré, suivie de Fès (10713h/km²), Salé (8163h/km²), Tanger (5736h/km²), Rabat (4882h/km²) et Marrakech (4436h/km²). Au sein même de ces villes, la densité varie selon la strate d'habitat. Si on ajoute les conditions de l'habitat, notamment la sur-occupation des logements, les villes-métropoles paraissent comporter les risques de contamination les plus sérieux qui touchent au moins 12.5 % de l'ensemble de la population

marocaine. C'est dans ces métropoles aussi que le secteur touristique recule de 60 à 80 % en trois mois seulement de confinement.

Covid 19 a frappé les moteurs de croissance de la stratégie 2030 : les villes métropolitaines

Les villes métropoles sur lesquelles est construit le modèle de croissance 2030 se sont avérées donc les plus vulnérables face à la pandémie. Cependant comme signaler plus haut, nous pensons qu'il est encore trop tôt de tirer des conclusions définitives car beaucoup d'éléments nous échappent. Toute l'information statistique sur l'impact de covid-19 sur le plan économique et social est provisoire ou effectuée sur une petite échelle. L'enquête de l'HCP⁹ ne concerne qu'un échantillon de 2350 ménages sur 7313 806 (2014), soit 0.03%. La prudence est de règle. Pourtant personne ne peut nier l'ampleur de la pandémie dans les régions métropolitaines : Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech, Fès.

Fig.1 Situation de la pandémie de Coronavirus au Maroc (7 et 14 mai, 2020)



Source : Ministère de la Santé, Media 24

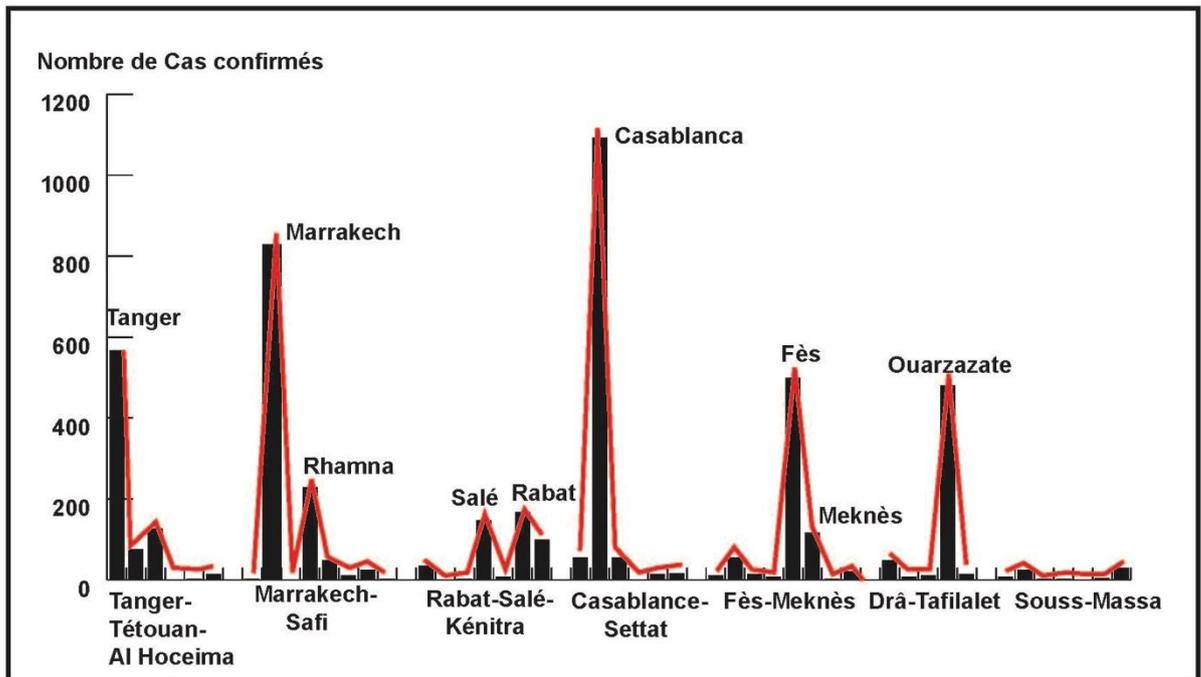
⁹HCP, 2020 : Enquête sur l'impact du coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages, Enquête effectuée entre le 14 et le 23 avril 2020, 30 p.

La figure 1 nous révèle une relation étroite entre la propagation de la pandémie de Coronavirus et les principales régions métropolitaines et de performances touristiques jusqu'au 14 mai 2020. Casablanca-Settat (1362 cas confirmés)¹⁰, Marrakech-Safi (1139), Tanger-Tétouan-Al Hoceima (780), Fès-Meknès (721), Drâa-Tafilalet (557), Rabat-Salé-Kenitra (453), Souss-Massa (59). Cette relation est tout à fait normale pour deux raisons : la première, s'attache au fait que ces régions constituent les portes d'entrée aériens et maritimes. La seconde dérivant de la première c'est que notre modèle touristique est circulatoire. Un touriste qui vient à Casablanca, est tenté de voir au moins 4 destinations différentes : Marrakech, Agadir, Fès et Tanger qui permettent de diversifier l'offre touristique en une seule entrée. Ce qui permet au virus de voyager aussi d'une destination à l'autre.

Cela se vérifie au niveau des provinces et communes territoriales. En effet, la connexion des villes-régions métropolitaines et touristiques avec leur environnement territorial montre que c'est la zone de rotation touristique accessible sur le plan de transport qui subit de plein fouet la contamination par le virus. Tanger-Fahs Anjra (566), Larache (126) mais pas Chaouen qui jusqu'au 14 mai n'a enregistré aucun cas de contamination parce qu'elle est relativement retranchée dans le Rif Occidental. C'est le cas aussi des provinces de Safi et de Youssoufia dans la région de Marrakech-Safi et de la province de Sidi Kacem dans la province de Kenitra, de la province de Boulmane dans la région de Fès-Meknès. La figure 2 permet de visualiser les principales variations territoriales de la pandémie.

¹⁰Les chiffres sont officiels. Nous les utilisons sous réserve à cause du dépistage limité.

Fig 2 Principales variations de la pandémie selon les régions et les villes les plus touchées



Source : Ministère de la Santé, Media 24, situation du 7 mai, 2020

Il est certain que le système économique a été touché profondément par la crise de covid-19¹¹ et que cela impactera, sans aucun doute, le financement des programmes urbains. Le secteur informel a été particulièrement touché, il peine à se relever après le déconfinement tout comme les petites et moyennes entreprises. Toutefois une question s'impose : est-ce que tout le secteur économique a cessé de fonctionner pendant le confinement ? Certaines villes métropolitaines comme Tanger, malgré qu'elles ont été affecté par la pandémie, ont réussi, grâce à la vigilance d'une gouvernance avancée à maintenir l'activité import-export via Tanger-Med. Cette ville devient, dans l'adversité, une source du génie urbain lorsqu'il s'agit d'assurer l'approvisionnement des Marocains en produits alimentaires pendant le confinement. Cependant, c'est la même métropole où les clusters de coronavirus ont apparu dans ses zones industrielles par manque de vigilance et d'application parfaite des directives de sécurité. C'est le cas aussi à

¹¹A l'échelle du globe, selon les estimations de L'ONU-Habitat, les villes verront leurs recettes fiscales en baisse pour l'année en cours. L'ONU-Habitat estime cette contraction entre 12 et 15 %.

Casablanca, de Larache et même des clusters vont apparaître parmi la main-d'œuvre féminine dans les champs agricoles de fraises de Lalla Mimouna. Ce qui va changer complètement la donne, c'est que d'autres foyers de coronavirus vont apparaître dans les villes les moins touchées jusqu'au déconfinement. C'est le cas notamment de la ville de Safi.

Avec l'avancée des dépistages et l'obtention d'informations précises, on se rendra compte, plus exactement, des résiliences sociales, économiques et politiques ou non des villes métropolitaines. Les réponses des pouvoirs publics et les alternatifs en manière de décisions ont certes permis d'infléchir les effets dévastateurs de cette crise plurielle en assurant, selon les normes de sécurité, la continuité des services urbains, la sensibilisation médiatique à grande échelle, une communication de crise largement diffusée et une éducation-formation à distance le moins qu'on puisse dire ciblée et étoffée. Toutefois, le degré d'implication des citoyens en rapport avec les morphologies urbaines, les glissements sociaux, économiques et juridiques ; leurs comportements après le déconfinement, l'éclatement de grands clusters et le retour à l'état d'urgence pour la période du 09 juillet au 10 août 2020, permettent de rendre compte que le virus est toujours présent, que notre combat n'est pas fini. Les pouvoirs publics sont partagés entre le choix d'un re-confinement sécuritaire et celui de voir s'effondrer toute une économie émergente. Le choix de l'allègement s'avère un choix obligé qui devra s'accompagner d'un plan de relance économique (publique/privée), de protection sociale adéquate et de vigilance sanitaire plus ardente. La révision globale de l'ordre urbain métropolitain est une affaire d'urgence qui devra toucher, à l'avenir, tout un dispositif de mise en œuvre des politiques urbaines et des modes de gouvernances structurés davantage sur la gestion des risques urbains que ceux-ci soient d'ordre naturel, démographique, morphologique, épidémiologique ou de glissements sociaux. Dans l'immédiat, nous sommes réellement face à deux choix post-pandémie.

Les choix post-pandémie : la métropole, la société ou le rapport de la ville à l'urbain ?

Le déroulement de la pandémie de Covid-19 nous mis face à deux choix. Soit remettre en cause le système de mise en place et de fonctionnement des métropoles

émergentes et avec lui le cosmopolitisme ; soit c'est la société, dans son être, qui doit s'adapter à l'environnement de risque mondialisé. Avant d'opter pour l'un ou l'autre choix, il faut bien se rendre à l'évidence et faire la différence entre vouloir et pouvoir. Le choix de l'économie, celui de la société ou les deux ? Bien entendu, l'objectif de cette contribution n'est pas de trancher en faveur d'un choix la question est très complexe et nécessite des concertations de haut-niveau de la part de l'exécutif marocain, l'objectif est donc d'enrichir le débat dans un contexte scientifique. Cependant, la crise de Covid-19 nous enseigne, plus, elle nous prévient non pas de s'acharner sur le modèle de la ville métropolitaine mais plutôt au rapport de la ville à l'urbain qu'il faut repenser, revoir et réadapter (Da Cunha A& Matthey L., 2007).

Actuellement, le rapport de la ville-métropole à l'urbain est un rapport conflictuel. Le conflit est pluriel : Il est économique (formel/informel) ; sociétal (Riches, pauvres, démunie, engagement de luttes de classes) ; territorial (centre, périphérie, périphérie de la périphérie) et culturel (consommation différentielle, mode de vie et de relations inégales, identification¹² dans le stigmaté et la pauvreté-vulnérabilité). Nous l'avons vu, c'est dans les marges urbaines que les clusters de Covid-19 se sont développés rapidement. C'est aussi dans les marges périurbaines que les glissements sociaux et le non-respect des mesures de sécurité sont les plus problématiques. On est encore loin de « la terre urbaine »¹³ revendiquée par (Paquot T., 2016) face à la « révolution urbaine » diffusée par la mondialisation en termes de comportements, de mode de consommation et d'acquisition spéculative des espaces préférentiels. Une « révolution » qui prennent des expressions paradoxales et des multiples formes territoriales englobant le bidonville, la métropole, l'enclave résidentielle sécurisée (Marina), la ville moyenne, le global city et l'urbain diffus au détriment des espaces agricoles.

¹² La notion d'identification repose sur le fait que l'identité est conçue ici comme le produit d'un processus d'identification résultant d'un sentiment conscient de spécificité reliant l'individu au groupe par l'expérience du vécu et le sentiment de protection mutuelle du groupe de population pauvre ou vulnérable, souvent bidonvilloise ou habitants dans les quartiers sous-équipés face à l'ordre urbain, à la réglementation urbaine et face à tout ce qui est formel. Pour plus de détail sur le concept d'identité voir Kübler, 2005.

¹³ La notion de terre urbaine repose sur l'écologie existentielle respectueuse de la diversité culturelle, des libertés individuelles et des différences des temporalités qui interagissent dans l'animation de la vie urbaine dans le sens de préserver son avenir. Une occupation rationnelle du sol, des déplacements optimaux, le confort urbain minimal, la bonne gouvernance et l'habitabilité en voisinage constituent les cinq défis majeurs à relever pour être un citoyen dans une « terre urbaine ».

Le périurbain métropolitain est devenu un phénomène indomptable. Autant que l'espace rural recule autant que le front urbain avance autant que le périurbain-métropolitain se projette sans lois ni freins à une grande échelle qui fige tout essai de planification urbaine. Donnant ainsi des phénomènes très complexes de la ville sur la ville difficile à gérer, à gouverner, à équiper et assainir. Il est temps d'arrêter de faire la ville métropolitaine par des ratios de propriété au m² près et par l'opportunisme foncier et immobilier loin de toute conception de projet urbain. Cet opportunisme foncier et immobilier est responsable des étalements urbains incontrôlables qui vont à l'encontre des changements climatiques et du stress hydrique. Responsable aussi des dessertements urbains difficiles à planifier dans le cadre des nouveaux principes de l'urbanisme (Ascher F., 2010). Enfin, responsable de la consommation irrationnelle des espaces ouverts et des espaces de production en dehors de tout contexte juridique ou environnemental. Il s'agit d'une fabrication urbaine dont une partie revient surtout à des acteurs privés guidés par l'utilitarisme, sans aucune planification (Da Cunha O. & Matthey L., 2007). On a tendance à oublier que l'espace urbain métropolitain n'est pas une donnée statistique mais un produit social à tout point de vue. Cependant ce produit social est difficile à cerner. Plus de quarante ans déjà aux USA comme en France, la sociologie a pris la ville comme objet d'étude, comme scène d'expérimentation...Cependant, peu d'assurance se dégage à la lecture des résultats. Selon l'affirmation de C. Lévi-Strauss, le phénomène urbain offre beaucoup de résistance à la connaissance. Les villes sont « l'œuvre humaine par excellence ». Lefebvre, lui-même reconnaît : « Aux États-Unis, pays privilégié pour l'étude des questions urbaines, les autorités (sur le plan pratique), les spécialistes (sur le plan théorique) sont à bout de souffle...Les phénomènes urbains leur semblent incontrôlables, ingouvernables, peut-être inconnaissables »¹⁴. Ceci pour invoquer la première incertitude qui concerne la maîtrise de la ville par le biais de la planification urbaine. Un temps, lointain déjà, on a cru que l'on disposait de tous les outils pour maîtriser les formes de la ville. Alors lorsque cette ville métropolitaine ingouvernable soit frappée par la pandémie de coronavirus, il faut

¹⁴ Bassand M., Kaufmann V., Joye D., 2007 : enjeux de la sociologie urbaine, Collection Espace en société, logique territoriale, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 411 p. Cf.pp. 86-87.

rester serin et ne pas chercher, lorsque nos outils s'avèrent inopérants, l'infra-société en glissement face aux mesures de sécurité et de distanciation sociale, à fuir dans le mythe parfait de produire d'urgence des villes inclusives comme forme de revanche ou de refus à l'égard d'un réel qui, chaque jour, nous résiste.

La réussite globale du confinement marocain face à la propagation de la pandémie en comparaison (Statistica, 2020) avec les pays européens de voisinage méditerranéen (Espagne, France, Italie) *est un fait social et non un fait de métropolisation-mondialisation ou de planification urbaine bien faite*. Au moment où tout le monde commence à penser l'absurdité des modèles économiques mondialisés et extravertis, la société a réagi objectivement et elle a montré des qualités « d'habitants-usagers-citoyens » insoupçonnables face à l'adversité. Il faut être palpable et réceptif aux changements de la société marocaine, au droit à la vie qui est devenue désormais, une société plurielle (Rachik A., 2020). Il faut être prudent aussi aux choix à faire concernant les secteurs clés de l'économie marocaine. Deux exemples nous permettent d'être plus prudents quant aux choix à faire après la pandémie.

Le secteur touristique et le système migratoire international. Tous les deux fortement impactés par la pandémie de coronavirus. Pour le secteur touristique, presque tout le monde pense aujourd'hui qu'il faut se tourner complètement vers le tourisme intérieur pour amortir les effets de la crise. Cependant, Il n'est pas sûr que le lendemain du confinement, le tourisme sera totalement domestique et contera sur la seule norme d'hygiène et de labellisation sanitaire rassurante, vue la façon comment la propagation du virus à travers la literie est rapide. Avec l'apparition et l'accession à un vaccin éventuel, le tourisme international sera plus performant que le tourisme national. C'est une question de moyens, de pouvoir d'achat, de niveau intellectuel et de traditions touristiques dans les sociétés et de résilience bancaire aussi. Il y a une distance à parcourir entre vouloir et pouvoir. C'est une question aussi liée à la capacité de résilience du transport aérien. Si le trafic aérien a franchi les 10 millions de passagers pour l'aéroport de Casablanca à la fin de 2019 contre 6 millions pour l'aéroport de Marrakech et 1 million pour celui de Rabat, il n'est pas évident que le lendemain de Covid-19, la RAM pourra nouer avec les performances réalisées en 2019 grâce à sa politique de partenariat Win-Win.

Selon l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA), les globe-trotters, le transport aérien ne peut retrouver son niveau de trafic avant 2023, avec d'abord un redémarrage sur les liaisons intérieures cet été suivi par une reprise beaucoup plus lente du trafic international. Avec des mesures drastiques sanitaires, en 2021, le trafic (mesuré en kilomètres-passagers payants, RPK) devrait être inférieur de 24 % au niveau de 2019, sur la base d'une reprise qui débiterait au troisième trimestre 2020 par la réouverture de liaisons intérieures qui regroupe 290 compagnies aériennes. Mais la reprise dépend de la vitesse à laquelle les frontières vont rouvrir et du rythme de la croissance mondiale (Kalfon P., 2009) et l'impact sur le segment du voyage long-courrier « sera bien plus sévère et durera plus longtemps », selon l'IATA. Là aussi, des mesures s'imposent pour sauvegarder les acquis du transport aérien touristique. Que pouvons-nous tirer alors, comme leçons de la géographie nationale du virus ? La prudence.

La principale leçon à tirer de l'après-crise de la pandémie ne doit pas être un choix à haut risque autour d'un tourisme domestique uniquement. Notre modèle économique est transnational, Le tourisme, comme l'émigration internationale et l'entreprise marocaine en général, fonctionnent à l'international. On ne peut faire marche arrière. La preuve c'est que Tanger-Med n'a pas arrêté ses activités (confinement ou pas) pour assurer l'approvisionnement, le transbordement et la logistique. Le tourisme intérieur n'est qu'une composante sur laquelle il faut agir en un processus intégré certes, mais qui nécessite beaucoup de temps. Le tourisme n'est pas seulement une action de voyager mais une culture qui s'investit. Pour les Marocains du moins, le voyage n'a jamais signifié se laisser porter par la vie, l'aventure ou tout court, la vie telle quelle vient. Mais c'est une obligation familiale dument planifiée sur une période prolongée et si et seulement si le budget familial survit aux autres alias de la vie (consommation, coût de transport, charges sanitaires et de scolarisation, accès à l'habitat, etc...). Dans un premier temps, il est possible qu'elle soit la clé de la relance touristique après la pandémie si l'on agit en baisse, sur les prix des prestations touristiques, de restauration et du transport aérien domestique. Mais, ce n'est pas une fin en soi. Le dispositif touristique marocain fonctionne à l'international à tous les niveaux. L'approche du tourisme domestique par le marketing territorial n'est pas suffisante. Donc, il faut garder les deux

modèles et se contenter de consolider la capacité de résilience des entreprises touristiques marocaines toute en supportant les défis économiques et sociaux au rythme d'un déconfinement progressif et flexible¹⁵ en fonction des spécificités de chaque région et de chaque secteur. Le secteur touristique est une priorité. Il est certain que l'après-covid-19, il y a lieu de repenser le modèle actuel du tourisme pour en faire une valeur ajoutée économique durable. La pandémie a montré comment les régions touristiques performantes aujourd'hui, correspondent aux principaux foyers de propagation et de clusters de Covid-19. Ceci doit nous alerter dans le sens d'élargir le champ touristique sur d'autres zones avec une politique désormais de distanciation sociale et ne pas de rester concentrer sur les mêmes circuits. Il s'agit donc d'améliorer l'offre touristique et d'élargir l'espace touristique marocain. Nous nous ne sommes pas obligé d'inverser, hâtivement, le modèle et de réagir en impulsion sous la pression psychologique pour éviter un chaos dont nous ne maîtrisons pas les tenants et aboutissements.

Le secteur de l'émigration internationale marocaine est aussi important que le secteur touristique, participant à hauteur de 14 % dans le PIB national, Quelles sont alors les perspectives qui s'offrent au système de la migration internationale marocaine après le coronavirus ? Dans le sillage d'une mondialisation en marche et d'un Maroc émergent fort bien inséré dans « le village global », il est temps que la diaspora marocaine soit perçue, au-delà de son aspect marketing économique et stock d'échange de devises, comme un dispositif stratégique à planifier et à structurer autour du principe de la dignité. Il faut rappeler ici avec force que le Maroc est en train de devenir une compétence économique à l'échelle de l'Afrique et un partenaire-concurrent à l'échelle de l'Europe en particulier. Sur le plan social et citoyen, il fait des efforts appréciables pour équilibrer son développement social au rythme de son développement économique. Le système migratoire international est à la fois l'image, le dispositif et le thermomètre. L'identité marocaine d'aujourd'hui, à quelque niveau que ce soit, n'est pas un phénomène, ou une série

¹⁵Le gouvernement marocain prévoit un déconfinement en deux étapes. La première concerne le retour progressif des différents secteurs à l'exercice de leurs activités dans le cadre de la coordination avec la stratégie de levée de l'état d'urgence sanitaire, tandis que la deuxième étape porte sur la mise en œuvre des mécanismes appropriés et renouvelables qui permettront de mettre l'économie nationale sur la voie d'une croissance appréciable et durable.

de faits isolables d'autres qui seraient sans impact sur la représentation de soi et de l'autre. Nous avons vu à travers l'exemple des MRE en Espagne, comment l'effet de la crise mondiale de 2008 a perduré et fragilisé la société migratoire à tel point de provoquer une migration de retour. La pandémie de coronavirus a enchaîné l'effet de crise. Les deux crises ont affecté l'image de la société via la vulnérabilité sociale.

Tout acte économique et social, parce qu'il est d'ordre relationnel et de causalité produit une image et des implications heureuses ou malheureuses. Il est temps d'anticiper sur le paradoxe d'une société transnationale à deux vitesses, à deux images. Autrement dit, un dispositif migratoire qui transfère chaque année vers le Maroc près de 63 milliards de DH mais lorsqu'il s'agit de la couverture sociale face à des pandémies comme covid-19, il ne dispose, à l'image des MRE installés en Espagne, que d'un taux de couverture sanitaire de 30 % sans compter le contingent de l'immigration irrégulière. Cette réalité pèse sur l'image du Maroc actuel. Après coronavirus, il est primordial de revoir la politique de la gestion migratoire dans le sens d'une la régulation de développement ou le dispositif migratoire (la diaspora marocaine) est un secteur stratégique à négocier sur la base de la dignité sociale comme n'importe qu'il autre dossier stratégique (la pêche, le tourisme, l'agriculture, les énergies renouvelables) ou l'immigré est socialement un être humain, un facteur de développement qui a des droits sociaux de vie et de survie équivalent à son poids économique. Le rôle essentiel de l'État protecteur est de garantir la dignité de la diaspora marocaine.

Conclusion

En guise de conclusion et toute en recommandant prudence et vigilance, nous pensons qu'il est temps de repenser la ville métropolitaine beaucoup plus à l'échelle humaine. Avec davantage d'humanisation. C'est un enjeu décisif pour notre futur commun même si le processus est long ; la pandémie nous a montré que la société urbaine est capable de développer des solidarités actives. Donc c'est possible d'humaniser la ville métropolitaine. Pour se faire, il est nécessaire d'assoir progressivement, les bases d'un nouvel urbanisme inclusif, souple, négocié, capable d'intégrer la complexité territoriale, l'individualisation de la société et la

multiplication des acteurs dans les villes métropolitaines. C'est-à-dire, intégrer le pouvoir de la société plurielle comme système ouvert et évolutif (J.F Dortier, 2013), autour de l'action sociale, des normes et des valeurs, mais aussi comme acteur où l'être humain peut se saisir lui-même et se construire à la fois comme individu singulier et comme acteur social indissociable de l'historicité et des relations sociales dans lesquelles il s'inscrit (J.P Lebel, 2013).

Bien évidemment, ceci ne peut se réaliser que lorsqu'on sera capable de problématiser les enjeux de métropolisation « par le bas » à partir de perspectives centrés sur la population considérée comme « habitants-usagers-citoyens » à différentes échelles de la ville sous l'égide d'une démocratisation socio-territoriale plus procédurale et plus délibérative, bref une solidarité plus réflexive.

Références bibliographiques

Ascher F., 2010 : Les nouveaux principes de l'urbanisme, Editions de l'Aube, Paris, 367 p. Cf.pp.88-89.

Bachir S., 2020 : Covid-19 au Maroc, un « choc » de tourisme intérieur est indispensable, CNT, l'économiste du 28 avril, 2020, <http://leconomiste.com>, 3 p. Consulté le 10 mai 2020.

Da Cunha O., & Matthey L., 2007 : La ville et l'urbain : des savoirs émergents, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 488 p. Cf. p.191.

Dlala H., 2010 : Logique d'interface et mondialisation : leviers de la métropolité émergente de Tunis, in Mondialisation et changement urbain, Edition du Centre de Publication Universitaire, Tunis, pp.7-37.

Dortier J.F., 2013 : Talcott Parsons, la société comme système, Les grands dossiers des Sciences Humaines, n° 30, pp.34-35.

HCP, 2020 : Enquête sur l'impact du Coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages : note de synthèse des principaux résultats, www.hcp.ma. 30 p, Consulté le 15 mai 2020.

Jaidi A., 2020 : Une grande fraction de la société marocaine se trouvera bientôt dans une situation d'extrême vulnérabilité, Magazine Tel Quel, Hors-série, Spécial, Le Maroc après le coronavirus, pp.10-11.

- Kalfon P., 2009 : Tourisme et innovation, comment décrypter les tendances qui bouleversent le monde du voyage, L'harmattan, Paris 130 p.
- Kübler D., 2005 : La métropole et le citoyen, Collection Logiques territoriales, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1^{ère} édition, Lausanne, 166 p. Cf. pp.44-45.
- Lebel J.P., 2013 : Alain Touraine, des mouvements sociaux à l'acteur, Les grands dossiers des Sciences Humaines, n° 30, pp.54-55.
- Merlin P., & Choay F., 2000 : Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, 3^{ème} éditions, Presses Universitaires de France, Paris, pp.496-497.
- Ministère de la Santé, Media 24, situation du 7 mai, 2020, Rabat, 10 p.
- Office International des Migrations, Ministère de l'Intérieur espagnol, 2019 : Statistiques sur le Covid-19 en Europe, 20 p.
- Rachik A., 2020 : Le droit à la vie l'emporte sur les autres droits, Magazine Tel Quel, Hors-série, Spécial, Le Maroc après le coronavirus, pp.10-11.
- Paquot T., 2016 : Terre urbaine, les cinq défis pour le devenir urbain de la planète, 2^{ème} Editions la Découverte, Paris, 243 p. Cf.pp. 147-155.
- Statistica, 2020 : état des lieux de Covid-19 en Europe le 27 avril 2020, 30 p.

Le *kairos* comme nouvelle temporalité dans une période de crise

Antigone Mouchtouris

Professeure émérite de sociologie à l'université de Lorraine

Résumé

La pandémie actuelle s'inscrit dans une temporalité dynamique, tant au niveau chronique qu'au niveau de l'action. Une période telle que cette pandémie nous interpelle sur deux plans : d'une part, sur celui de la mondialisation et de la grande mobilité du covid-19. Comment la globalisation favorise-t-elle sa propagation rapide à l'instar de la mobilité humaine ? D'autre part, sur celui de la temporalité de l'action humaine. Comment aborder cette pandémie, nous qui ne sommes pas des chercheurs en biologie ? Sinon saisir cette occasion pour réfléchir sur la question des relations humaines ou encore trouver une autre lecture pour comprendre le réel : celui qui se meut tout en étant le mû et le mouvant.

Introduction

L'actualité de la pandémie a mis le concept de *kairos* en avant, lorsqu'un médecin a interpellé le président Emmanuel Macron, durant sa visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, le 27 février¹⁶ dernier, en lui disant : « C'est le moment propice d'agir, pour l'hôpital. » Cette phrase, qui sonne comme un impératif social d'action, a fait *tilt* et tout le monde a commencé à en parler¹⁷. Ce médecin n'a probablement pas réalisé qu'il venait de réhabiliter un terme oublié depuis des siècles et difficilement traduisible en langue française. Selon Lambros Couloubaritsis, le terme *kairos* est intraduisible – et nous sommes d'accord avec lui, si ce n'est par une périphrase : moment propice ou moment opportun.

Que signifie ce terme ? Et pourquoi le réhabiliter ? Le moment propice, le *kairos*, d'une part, est le temps de l'individu et de la société, non celui de la nature – *chronos* –, car il interpelle l'être humain à la fois dans sa propre subjectivité et son propre jugement social, et, d'autre part, c'est le temps de l'agir.

¹⁶ 27 février 2020.

¹⁷ Des émissions sur France culture ont commencé à expliquer la signification du terme *kairos* tout au long des mois de mars - avril.

En effet, La question majeure qui est posée à l'être humain c'est : que faire ? Laisser la pandémie et le flux passer ou attraper le moment propice, comme ce médecin le suggérait aux politiques en leur demandant de réagir. Mais réagir par rapport à quoi ? Pour mieux comprendre les effets de la globalisation sur la société de masse.

À propos de la mondialisation

La mondialisation, ces dernières décennies, est synonyme d'errance. Une étape pour des milliers de personnes qui désirent aller ailleurs. En effet, elles ne sont plus les migrants de jadis, mais elles revendiquent l'errance en devenant des individus mondialisés. Kostas Axelos¹⁸, dans son livre *Vers la pensée planétaire*, s'est avéré assez prophétique ; il avait bien ressenti la question des déplacements, de la mobilité des populations. En effet, pour ce philosophe, il y a toujours eu des personnes qui ont pris la route de l'errance : chez Homère, c'est Ulysse ; chez Sophocle, c'est Œdipe. On peut dire la même chose pour Christophe Colomb ou Marco Polo ou d'autres personnes qui ont exploré et découvert le monde. Tout a commencé par une errance : en se déplaçant, les individus déplacent également les cadres de pensée. Ne peut-on dire la même chose actuellement pour la pandémie ? Cette maladie qui s'est déplacée ne déplace-t-elle pas aussi le cadre de notre pensée au niveau de la temporalité ? Cette temporalité n'a-t-elle pas annulé nos certitudes du temps long et inscrit dans une durée ?

À notre époque, avec ce nouveau phénomène, on pourrait dire, au sens métaphorique, que l'errance a été touchée par cette maladie ; on est passé d'une épidémie, c'est-à-dire d'une manifestation locale spatialement parlant, à une pandémie : nous voici face à une expansion dans l'espace et dans le temps.

Pour pouvoir comprendre et même expliquer cette nouvelle réalité, nous devons nous pencher sur les lois universelles de la mesure du bien-être qui représentaient jusqu'à maintenant l'unité entre les êtres humains. Cela exige d'introduire un coefficient de correction, plus adapté aux différentes circonstances, pour qu'elles demeurent valables, celui du temps-kairos. Ce temps est défini comme le temps de l'action, celui qu'on utilise pour faire face aux circonstances particulières, pour

¹⁸ Kostas Axelos, *Vers la pensée planétaire*, éd. de Minuit, 1964

pouvoir agir au-delà du système institutionnel du temps socio-historique. Castoriadis le premier a réhabilité ce temps, qu'il définit comme temps de l'action. Ainsi, différents paramètres pourront intervenir pour comprendre ce qu'une maladie peut provoquer comme désordre social et moral.

À travers cette pandémie, on s'interroge sur la question de la transition que représente notre époque historique. En la prenant comme un exemple historique de cette période de transition, on note qu'elle ne représente qu'un fragment de l'être social mondialisé, néanmoins, un fragment catalyseur. Car l'on n'a pas encore de grille de lecture de cette nouvelle réalité globalisée et de ses effets sur le sujet comme individu social.

On peut s'interroger sur ce qui a changé à notre époque par rapport au passé et sur les moyens que nous avons pour comprendre l'impact au niveau mondial d'une épidémie qui évolue en pandémie. Cette expansion s'est inscrite dans un espace-temps et l'a réduit à une explication indéterministe. En effet, elle vient bousculer les convictions très déterminées sur les conduites sociales : elle impose à l'individu social de faire face à une nouvelle situation, une nouvelle façon d'être, et de développer de nouvelles conduites sociales. Cette pandémie pose la question des limites ainsi que de l'être en devenir. En effet, dans cette période de transition, les repères déterministes se bousculent et la pandémie est là pour nous le rappeler.

Cette pandémie a revivifié le débat sur la mondialisation et les modifications essentielles qui se sont produites depuis l'apparition de cette maladie. L'exemple historique, celui de Thucydide, qui fut le premier à nous décrire une épidémie, nous permettra de relativiser sur le mythe du monde moderne et de sa médecine infallible. Parallèlement, cela nous permettra aussi de comprendre l'impuissance de l'homme s'il réagit autrement que par le passé, en attrapant celle-ci comme le moment propice : le *kairos*.

La description de la peste¹⁹ par Thucydide

La première épidémie décrite de façon très fidèle, par rapport à la réalité sanitaire de l'époque, fut celle de la peste d'Athènes par Thucydide :

¹⁹ Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Livre II, éd. Pléiade, p. 819.

« L'épidémie prit naissance, dit-on, en Éthiopie, au-dessus de l'Égypte. De là elle se répandit en Égypte même, en Libye et dans une grande partie des États du roi de Perse. Puis elle s'abattit soudain sur les Athéniens, frappant d'abord les habitants du Pirée, où le bruit courut que les Péloponnésiens avaient empoisonné les citernes. »

La description des retombées de cette maladie au niveau du respect des normes sociales et de la formation des conduites hors normes durant l'épidémie est assez fidèle. Mais si l'on fait attention à ce paragraphe, on voit que déjà, il y a eu le germe d'une pandémie dans ce qu'on connaissait du monde habité. Ainsi, on apprend qu'elle s'inscrit dans un itinéraire, qu'elle est venue d'Éthiopie pour atteindre ensuite l'Égypte puis la Libye²⁰ et ses alentours et enfin l'île de Límnos et Athènes. Elle arrive au Pirée pour se propager ensuite à Athènes. Autre chose à laquelle il est important de prêter attention, ce sont les rumeurs. Nous sommes en pleine guerre entre Athènes et le Péloponnèse : la faute revient aux ennemis, car ce sont les seuls à pouvoir espérer l'affaiblissement Athènes. Il y a un itinéraire de l'épidémie.

Autre constat assez intéressant : l'épidémie s'est répandue à Athènes et non au Péloponnèse ; même s'il y avait des cas dans cette région, ils étaient trop peu nombreux – comme Thucydide le fait remarquer – pour que cela ait une incidence et qu'ils soient mentionnés dans l'histoire de la peste.

En même temps, dans le contexte de l'époque, un contexte de guerre, les campagnes se vidaient et les gens venaient se protéger à Athènes de la guerre contre les spartiates. La région la plus peuplée, celle d'Athènes, fut donc la plus touchée. L'épidémie a pris son élan dans les espaces où il y avait une concentration humaine très importante. On peut émettre l'hypothèse que le Péloponnèse a été épargné car il était depuis toujours agricole et moins peuplé qu'Athènes. Les médecins n'avaient jamais vu cette maladie et chacun faisait un diagnostic qu'il pensait valable, mais personne n'arrivait à la guérir.

Ce qui est étonnant dans ce texte de Thucydide, c'est qu'il avait observé que cette année-là, il y avait beaucoup plus de malades qu'auparavant, et que le plus grand nombre étaient touchés par la peste. Les malades étaient tellement atteints que les

²⁰ La Libye, à l'époque, était un empire et une grande civilisation.

animaux domestiques ne les approchaient plus et que les animaux sauvages ne mangeaient pas leurs cadavres. Il y avait un amoncellement de corps et une absence de gestion des enterrements.

Thucydide parle de la nature humaine durant cette période historique du temps chronique, mais aussi de *kairos* ; il utilisa ce terme pour parler de la stratégie. Dans sa description, il nous fait comprendre comment se manifeste cette maladie mais sans trop l'analyser : pourquoi a-t-il évoqué le fait qu'il n'y n'avait pas de cas de cette maladie dans le Péloponnèse ? Cela signifie-t-il un espace propice ? En revanche, Thucydide a bien noté que les personnes venant de l'extérieur de la ville d'Athènes avaient voulu s'y réfugier ; ils dormaient dans des abris très modestes et ceux qui étaient le plus touchés se trouvaient dans la zone la plus peuplée d'Athènes.

Pour Thucydide, le *kairos* a pour définition : le temps qui se forme en rapport avec les circonstances, le moment d'agir. Ainsi, cet exemple historique nous apprend qu'il y a toujours un itinéraire dans l'épidémie et que la contamination se produit lorsque les villes sont très peuplées. C'est une similitude avec notre époque, c'est-à-dire qu'il y a une extension spatiale de l'épidémie. Parallèlement, une autre similitude se constate au niveau des rapports sociaux : « Quand, pris de peur, les gens refusaient d'aller les uns chez les autres, ils périssaient abandonnés de tous. »²¹ Ainsi, on voit une certaine analogie au niveau de la conduite sociale : la distanciation sociale et aussi la peur de l'autre. Il y a la personne qu'on connaît, mais aussi l'inconnu, l'autre qui peut provoquer en nous un mal-être, lui qui est porteur de la maladie. D'autre part, il y a l'attitude médicale : « Les médecins, soignant pour la première fois une maladie qu'ils ne connaissaient pas, étaient impuissants. C'est même parmi eux que la mortalité fut la plus élevée, car ils avaient avec les malades des contacts plus fréquents. »²²

Les faits sont parlants. On assiste aujourd'hui à une certaine impuissance et à une démystification de la médecine toute-puissante.

²¹ Idem p. 822.

²² Idem p. 819.

La pandémie et ses effets dynamiques

La question que pose cette pandémie, c'est la relation de l'individu avec sa société : jusqu'où son autonomie est-elle possible ? Et de quelle autonomie parle-t-on ? La question du contexte fait surface ; l'individu social peut souffrir de son contexte. Cette maladie a permis de prendre conscience de deux choses : d'une part, que les enjeux sanitaires sont planétaires, et pas seulement sur le plan des certitudes mais aussi au niveau des maladies. Ainsi, la problématique de la planétarisation se pose chez les gens par le biais de cette nouvelle réalité indéniable. Bien évidemment, cela interpelle les sociologues qui doivent adapter leur grille de lecture aux certitudes et déterminismes qu'exprimait leur discours en oubliant le sujet. D'autre part, la pandémie arrive en bousculant la question des catégories sociales et la lecture du rapport entre pauvreté et épidémie. En ce qui concerne l'expansion de cette maladie et la société de masse, on n'a pas vu une thèse jusqu'à présent sur les méfaits d'une grande concentration pour les humains ; en revanche, la productivité de masse des animaux a été davantage décrite. Les agronomes ont développé des théories pour dire que les animaux avaient besoin d'espace pour se nourrir ; tandis que, pour les êtres humains, rien sur le surnombre dans un espace donné. Tout le monde admet que la technique a modifié nos conduites sociales. Axelos lui-même, déjà en 1960, prédisait qu'elle serait omniprésente. Là, on assiste au déplacement d'une maladie ayant sa propre temporalité, à la fois rapide et lente. Axelos pose également la question du mythe médical²³ du XX^e siècle. La biologie associée au médical entraînent une nouvelle mythologie selon laquelle on pourrait tout transformer, ce qui crée une illusion : « puissance sans limite de l'homme sur son corps, victoire sur sa mort, exigence que l'homme devienne le dieu qui créera l'homme. »²⁴ Dans ce livre, il critique également le médecin ayant une figure de tout-puissant. En revanche, ce sentiment du médecin tout-puissant a pris forme ces dernières décennies : « Total et miraculeux. Le médecin veut remédier à tout. »²⁵ Il signale aussi que les techniques sont omniprésentes dans la vie quotidienne, et critique l'intérêt que l'on porte au quantitatif. Cette observation est fort intéressante

²³ Le « mythe médical », pour Kostas Axelos : « Ce rêve volontariste, qui veut résoudre un problème encore et déjà plus métaphysique et spirituel et social – donc un problème concernant le devenir de l'être humain – par des moyens portant le nom de physiologiques », p. 238.

²⁴ Kostas Axelos, *Vers la pensée planétaire*, éd. de Minuit, 1960, p. 232.

²⁵ Idem, p. 233.

pour les sociologues car le développement des recherches quantitatives est important ; la personne qui rassure depuis des mois²⁶ sur la pandémie est un épidémiologue, qui n'est qu'un médecin spécialisé dans les statistiques, et son analyse est basée sur la loi de probabilité. La pandémie est devenue le révélateur de la 'technobureaucratie' dont Axelos avait déjà parlé, et sur laquelle est basé notre système.

On peut dire que cette pandémie a mis en cause la toute-puissance médicale : c'est cela, le *kairos* de l'homme, être un être réfléchissant, qui peut mettre en cause les certitudes du passé et les déterminismes ; il faut revenir sur une conception du monde où l'environnement de l'homme est mouvant.

Interrogations épistémologiques

Cette pandémie, comme on vient de le voir, nous interroge sur la temporalité, celle du *kairos*. Comment cette période peut-elle devenir le moment propice pour modifier des choses dans la vie quotidienne ? Bien sûr, comment réagir selon le *kairos* relève d'un raisonnement social. Comment peut-on agir efficacement dans une telle période sans être dans le *kairos*, lui-même étant une donnée, une chance, que nous devons attraper pour pouvoir changer les choses.

Que signifie ce terme ? Et pourquoi utiliser cette notion ?

Dans l'Antiquité, le terme 'temps' revêtait plusieurs dimensions, plusieurs déclinaisons, qui correspondaient à la réalité humaine. Si les Grecs avaient autant de définitions du temps, c'est parce qu'ils avaient basé leur philosophie sur le mouvement. Pour Aristote, le temps mesure le mouvement.

Il y a le temps *aeion*, qui signifie l'éternité, que l'on retrouve chez Homère et Héraclite, le temps à l'infini. Le temps *chronos*, qui est associé au temps chronique, celui qui fait partie de la nature et forme la périodicité, la division en heures et en saisons. Et enfin il y a le *kairos*, un temps dans le temps, qui ne perturbe pas le temps chronique ; en revanche il peut bousculer la réalité des individus : le moment d'agir d'une manière valable et juste.

Dans la philosophie grecque, cette division du temps est bien particulière : on peut affirmer que c'est le temps propre à la pensée grecque ; d'ailleurs, le *kairos* a

²⁶ Depuis mars 2020.

plusieurs interprétations. Celle de Platon, principalement liée à une définition morale : agir de manière vertueuse. C'est également une définition phénoménologique lorsque Platon écrit, dans *Les lois*, qu'on peut gagner grâce à *Tyché* (la chance). Le *kairos* signifie alors 'lorsque c'est le bon moment' et, non seulement que l'acteur est vertueux, mais aussi que ce moment, la *sygkairia*²⁷, donnée comme un agathon, c'est-à-dire comme un bien, est le meilleur moment, propice au sens positif ; mais l'individu doit agir. C'est ce qu'il est intéressant de comprendre, surtout pour nous qui n'avons plus l'usage de ce terme dans notre langue familière. Comprendre qu'en même temps que le temps chronique, le *kairos* apparaît.

Pour Aristote, le *kairos* est défini par la juste mesure. Le bien se manifeste dans l'action du moment propice, d'où la nécessité de *phronesis*. Ce dernier terme se traduit par prudence. Là aussi, il y a un problème de traduction : il ne s'agit pas de réticence, mais de sagesse pratique. Car Aristote n'aurait pas pu concevoir l'action du *kairos* sans le discernement : agir sûrement et efficacement à un moment propice, cela touche forcément la dimension noétique de la *krisis*²⁸, pour que l'individu social puisse reconnaître quel est le moment propice parmi d'autres instants. La définition d'Aristote du *kairos* est influencée par la définition médicale de l'époque, lui-même fils de médecin ayant bien connu les qualités et les principes hippocratiques. Chez Parménide, c'est la mesure et aussi la possibilité de l'être humain de s'autocréer (*autopoioissi*).

On trouve le *kairos* chez les philosophes, mais aussi chez Hippocrate, dans l'élaboration de son *art médical*. Au niveau iconographique, le *kairos* est représenté comme un jeune garçon avec une touffe de cheveux au-dessus du front pour être aisément saisi, rasé derrière, avec des ailes aux épaules et aux pieds, et tenant une balance. Une image toute en mouvement et qui nous donne une impression de fugitif, de quelqu'un de pressé qu'il faut attraper. D'après la description des philosophes et l'image qu'en donnent les artistes, le *kairos* n'est pas là pour durer, au contraire. Si durée il y a, c'est que l'on peut rattraper les choses, alors que, sur une courte durée, on ne peut rien rattraper, il faut agir rapidement et d'une manière juste, sans réticences ; c'est pour cela que le *kairos* exige un grand discernement de

²⁷ Concomitance de circonstances.

²⁸ Discernement et capacité à évaluer et estimer une situation.

la situation, capital pour l'estimer afin de réagir rapidement. En effet, le *kairos* était considéré comme un temps à part, un temps exceptionnel, un instant extraordinaire, permettant de réaliser du nouveau.

Dans notre monde contemporain, c'est le philosophe Cornelius Castoriadis qui a réactualisé et réhabilité le *kairos*. Pour lui, c'est le temps de l'action ; il lui a donné une dimension politique et sociale, celle de l'action et de l'acteur qui agit dans le présent. Que peut-on retenir d'original et de fécond dans ses écrits ? Les rapports de l'être humain avec le temps de l'action transformatrice. Il considère également le *kairos* comme un élément dans la décision et dans l'action. Son approche donne aussi une réponse au temps historique qui a traversé deux siècles et qui, au nom de l'histoire, a engendré des crimes et servi d'argument pour justifier les institutions.

Le temps, pour Castoriadis, est divisé en deux parties : le temps de l'institution – le temps socio-historique – et celui de l'acteur qui agit – le *kairos*. Il faudrait également souligner que, chez Castoriadis, il y a aussi une relation nécessairement intrinsèque entre le temps et l'imaginaire. Pour lui, ce dernier terme n'est pas associé au symbolique, mais à l'invention et à l'innovation ; il y a un imaginaire inventif qui se développe dans la temporalité du *kairos*.

Nous pouvons dire que ce médecin de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière a été sensibilisé par sa pratique d'agir selon le *kairos*, une temporalité qu'il a incorporée à travers l'art médical d'Hippocrate. En revanche, les débats philologiques ont été axés sur la définition du terme, tandis que l'expansion de la pandémie lui a donné raison : agir sur le présent est bel et bien une question de vision du monde. Ce concept exprime aussi une perception de l'action dans le présent et non dans la persuasion – ce que sont en train de faire depuis des décennies les sophistes des agences de communication. Tandis que la problématique d'agir démontre qu'il y a une antinomie, une contradiction entre la persuasion et le *kairos*.

En se l'appropriant, il nous permettrait, au niveau noétique, de revenir, d'une part, sur l'acteur et son jugement et, d'autre part, sur l'action du présent. Cela induit que nous devons avoir une autre conception des choses, une vision plus fluide et davantage indéterminée. Nous pouvons dire que le *kairos* est un temps anti-technocratique, le temps de la flexibilité, dont nous parlons depuis longtemps mais si difficile à opérationnaliser. Car c'est une question d'état d'esprit ; il nous faudrait

réinventer et réintégrer le *kairos* et sa signification et, par conséquent, avoir une autre perception noétique du temps présent, c'est-à-dire re-penser à un présent en action. En effet, il est essentiel de revenir à une conception temporelle d'actualité, comme un moment propice pour innover le futur.

Il faut rompre avec le déterminisme qui a inspiré un certain esprit technocratique actuel, d'une certaine façon rompre avec le confort d'une vie linéaire, et être davantage en alerte et relativement vigilant pour rattraper le *kairos*²⁹. Cela signifie que l'être humain devrait entrer dans la vision d'un espace-temps où le présent s'inscrit dans l'*ici et maintenant*. Cette crise sanitaire nous a interpellés pour agir rapidement, car elle a touché avant tout la dimension vitale de l'être, et a mis en question l'existant à un tel moment, à un moment propice au *kairos*.

Comme cela touche tout le monde et tous les pays du monde, l'individu a appris à vivre un paradoxe : vivre et s'isoler de l'autre qui est potentiellement dangereux alors qu'en même temps la maladie est planétaire.

L'être humain apprend à vivre une chose planétairement à travers son propre corps, mais il modifie aussi sa conduite par rapport à ce que la planétarisation lui apprend : les déplacements, la possibilité de fréquenter beaucoup de monde, réduire son espace de travail et ramener son travail dans sa sphère privée.

Axelos avait parlé de 'l'omniprésence de la technologie'. On constate que la mondialisation est pour certains une bonne chose et pour les autres une chose négative ; mais tous les écrits sur ce thème sont restés au niveau économique, notamment pour analyser comment cette mondialisation pouvait faire du mal à l'économie nationale, sans du tout penser aux questions de santé. Il nous interpelle, nous sociologues, sur notre grille de lecture, car jusqu'à maintenant, nous avons pensé la globalisation en termes de produit de la communication immédiate technique et non de la communication immédiate des maladies. On est passé de *techné* au corps.

²⁹ Dans l'Antiquité grecque, le *kairos* était représenté par une statue ayant une touffe de cheveux.

Conclusion

La planétarisation actuelle de notre monde contemporain modifie la relation avec autrui : l'espace du possible, l'immédiateté, le temps tout de suite. La perception du temps est celle qui a le plus changé. Cette épidémie a modifié notre regard : si nous n'avions pas la certitude de ce changement, maintenant nous l'avons car, d'une manière synchronique, cette maladie s'impose partout et est devenue une pandémie. En revanche, au niveau planétaire, les individus se sont sentis dépossédés de cette possibilité d'agir rapidement ; les chercheurs avertissent les gens en les rassurant sur la temporalité de leurs découvertes, comme s'ils leur donnaient un délai. Ceci s'inscrit dans une attente, pour venir à bout de cette pandémie. Cela, dans l'esprit actuel, paraît plus difficilement concevable. C'est contraire à ce que le cadre de pensée du monde occidental pouvait concevoir.

Autre chose que cette pandémie fait intervenir, c'est la notion de *koina*, le commun ; c'est vraiment la première fois qu'on peut imaginer que le bien-être de l'individu dépend d'une certaine intersubjectivité, des relations humaines – notamment des expressions d'affectivité sont mises en cause afin de pouvoir se sauver soi-même et l'autre.

Tous les gestes deviennent ceux de la 'distanciation sociale' qui touche chaque individu dans sa propre subjectivité.

L'autre est celui d'où peut venir le mal, et on doit s'en protéger ; on est face à lui comme si on le connaissait ; on est face à une personne médicalisée cosmopolite et l'on doit réagir sans se poser la question de la règle ; la règle de l'hygiène est devenue généralisable.

L'être humain, à cause de ou grâce à cette épidémie, qui est passée au stade de la pandémie, doit choisir le moment propice, le *kairos*, pour agir convenablement en ce qui concerne la santé au niveau planétaire et reconsidérer les actions humaines pour le bien-être ; pas seulement au niveau économique mais aussi au niveau social et sanitaire. Le médecin de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, s'il a réagi en parlant du moment propice, du *kairos*, c'était seulement pour signaler qu'une pandémie dérègle le système, qu'elle réduit le calcul de l'imprévisibilité du risque ; mais cela a aussi appelé les décideurs à agir davantage au niveau planétaire : c'est la *sygkairia*, c'est-à-dire la concomitance de plusieurs paramètres, qui fera qu'on

pourra modifier des politiques sanitaires qui étaient appliquées sur des modèles hors pandémie et réfléchir et concevoir le *kairos* comme un temps propice de l'action.

Références bibliographiques

- AXELOS Kostas (1964), *Vers la pensée planétaire*, Les éditions de Minuit.
- AXELOS Kostas (1969), *Le jeu du monde*, Les éditions de Minuit.
- AXELOS Kostas (1991), *Métamorphoses*, Les éditions de Minuit.
- BACHELARD Gaston (1934), *Le nouvel esprit scientifique*, PUF.
- CASTORIADIS Cornelius (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Éditions du Seuil.
- GIDDENS Anthony (1994), *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan.
- GOFFMAN Erving (1963), *Stigmate*, Les éditions de Minuit.
- HOMÈRE (2012), *L'Iliade*, Les Belles Lettres, coffret trois volumes français-grec.
- HUSSERL (1970), *L'idée de la phénoménologie*, PUF.
- MOUCHTOURIS Antigone (2015), *La métamorphose, une sociologie de la perception*, L'Harmattan.
- MOUCHTOURIS Antigone (2017), *La dynamique sociale et ses acteurs*, Éditions du Cygne.
- THUCYDIDE (1990), *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, éd. Les Belles Lettres.
- SIMMEL Georg (1981), *Sociologie et épistémologie*, PUF.

Sociologie du risque, pandémie et planétarisation des pratiques de soins

Réflexions à partir de la situation Covid-19 au Brésil

Agripa Faria Alexandre
Professor à l'Université Federale de Santa Catarina
UFSC, Brasil

Sylvie Chiousse
Socio-anthropologue
Université d'Aix-Marseille, CNRS, LAMES

Résumé

Ce papier porte sur la singularité d'une sociologie compréhensive de la pandémie Covid-19 : phénomène qui dépasse l'appréhension d'une simple donnée épidémiologique de santé publique mondiale pour intégrer la réflexivité dans une société du risque. Ce que l'on a convenu d'appeler « planétarisation des pratiques de soins » couvre un large éventail de pratiques et comportements qui vont des mesures sanitaires individuelles, des manifestations de rue en relation avec les protocoles de distanciation tout comme les répressions des *Black lives matter* jusqu'aux avancées des communautés scientifiques dans la recherche d'un vaccin, au milieu des disputes politiques et électoralistes. Le processus de cette pandémie met au jour des connexions complexes et graduelles entre les changements induits par les gouvernements et altérant les modèles de conduite sociale (isolement social, usages de masques, tests en masse, constructions des hôpitaux dans l'urgence, traitements divers des symptômes de la maladie, nouveaux protocoles de fonctionnement dans les entreprises, les écoles, etc.) et une intense réflexivité des acteurs sociaux pour façonner des pratiques cohérentes dans cette nouvelle dynamique de vie sociale dans la réalité de la pandémie. L'analyse de données (revues et quotidiens), les *verbatim* sur l'isolement relatés sur les réseaux sociaux, les deuils, dépressions, nombre officiel de décès et courbes des risques qui rythment les contrôles et relâchements au gré de la propagation du virus fournissent un ensemble d'enseignements sur cette période singulière.

Mots clés : société du risque, planétarisation des pratiques, capitalisme, dystopie, décroissance, pandémie

Introduction

La pandémie COVID-19 est le premier grand événement scientifique non contrôlé du XXI^e siècle. Début mars 2020, elle est officiellement reconnue par l'Organisation mondiale de la santé³⁰. À l'été 2020, soit en moins de 6 mois, plus de 500 000 personnes ont déjà été victimes de la maladie et plus de dix millions de personnes sont infectées dans le monde³¹. C'est un phénomène social sans précédent pour les 20 premières années du troisième millénaire, mais qui renforce la thèse d'Ulrich Beck de la fin du siècle dernier (1986), dans son livre *Risk Society* (Beck, 1992).

De manière générale, la thèse sur la société du risque affirme que nous ne vivons plus exclusivement dans le souci de transformer la nature de manière utilitaire ou d'essayer de débarrasser l'humanité des maux et des contingences traditionnels, mais que nous devons maintenant aussi nous préoccuper des résultats fréquents d'un développement technique et économique incontrôlé. Parallèlement à des événements extrêmes tels que le changement climatique, la contamination des océans, les catastrophes radioactives, la déforestation ou les guerres dues à des conflits pétroliers, avec des migrations massives de réfugiés, ou encore la précarisation ou l'uberisation des relations de travail qui exposent le visage néropolitique de la dystopie néolibérale, la mondialisation épidémiologique n'est pas un phénomène social isolé et incontrôlable, elle s'inscrit dans un phénomène plus large appelé « intensité du risque social et environnemental » inhérent à la société mondiale moderne. Ce type de société (ou âge spéculatif ou âge volcanique, comme l'a décrit Beck) est une société de pratiques d'autoréflexion, qui doit être analysée en permanence car il est devenu risqué de s'y fier³².

Ce changement de rythme de vie avec la pandémie a une résonance fortement sociologique (et ne peut être confondu avec le thème philosophique de la réflexivité

³⁰ <https://www.unasus.gov.br/noticia/organizacao-mundial-de-saude-declara-pandemia-de-coronavirus> (consulté le 05/07/2020).

³¹ <https://www.cnnbrasil.com.br/saude/2020/06/28/mundo-ultrapassa-10-milhoes-de-casos-de-covid-19-afirma-universidade> (consulté le 05/07/2020).

³² De nombreuses études mettent en avant des stratégies de minimisation ou de remédiation pour la société du risque, comme le pacte climatique de 2015 pour la transition énergétique, la thèse de la décroissance et/ou le ralentissement du rythme de développement. À cet effet, voir le documentaire de Philippe Borrel : *L'urgence de ralentir* (<https://vimeo.com/252322351>, consulté le 05/07/2020).

au sens pratique et moral du terme de Kant). Selon Anthony Giddens et Scott Lash, partenaires dans les premières publications d'Ulrich Beck, la réflexivité est ici comprise comme un exercice inhérent à l'ontologie fondamentale de la société du risque, de sa forme structurante qui génère un manque de contrôle et une imprévisibilité de tous les instants. Elle découle de la forme habituelle de production scientifique pour modifier les références sociales de sécurité et de conduite des relations humaines. La société du risque impose plus de réflexivité aux pratiques sociales, et ici nous ne faisons pas référence au sens de l'écologie critique, mais à ce qui est inévitable pour réfléchir, éviter, minimiser, contrôler et même courir des risques considérés comme « acceptables » par les agences sanitaires, comme un certain niveau de contamination des aliments par les transgéniques, etc. Ce sont des pratiques sociales inhérentes à la tradition de haute modernité ou de modernité avancée (Beck, Giddens, Lash, 1995 : 7-9). Contrairement à la forme marxiste de l'interprétation de la modernité – qui serait peut-être la notion sociologique la plus classique de la modernité en termes de domination technique et économique de l'activité scientifique – Beck comprend que la logique de production et de distribution des marchandises et la division de la richesse matérielle ont été supplantées par la logique de production et de distribution des risques sociaux et environnementaux (Beck, 1992 : 19-50).

Dans le cas spécifique de la pandémie et son risque durable et persistant, six facteurs sont étudiés dans cet article comme responsables de la création d'une intense circulation au niveau planétaire de la réflexivité. En parallèle, notre étude s'est également attachée à saisir plusieurs leçons pratiques parmi les plus caractéristiques du phénomène de la pandémie au cours des derniers mois et qui préfigurent celles des prochains, même après l'offre d'un vaccin sûr, puisque les facteurs évoqués ci-dessus ont créé pratiquement une toute nouvelle socialisation planétaire. Ces enseignements sont analysés à la lumière du référentiel de la société du risque et d'autres référentiels théoriques dans les sciences humaines et la philosophie.

Un cadre théorique – De la société du risque à une sociologie compréhensive de la pandémie

Outre le concept de réflexivité de la société du risque, les conceptions classiques de Marx, Weber et Durkheim nous servent de paramètres comparatifs, notamment en ce qui concerne les hypothèses épistémologiques de base et les concepts centraux employés par chacun de ces penseurs. En termes de comparaison avec la sociologie classique, une sociologie compréhensive de la pandémie présente les différences suivantes :

Sociologie classique	Marx	Weber	Durkheim	Sociologie compréhensive de la pandémie Covid-19
Présupposés philosophiques	Matérialisme historique et dialectique	Néokantisme et herméneutique	Positivisme fonctionnaliste	Conception ontologique de la structuration de la société du risque
Axe qui modèle le monde moderne	Capitalisme	Rationalisation des pratiques sociales	Solidarité	Réflexivité : peur, anxiété, risque social et environnemental
Principaux concepts sollicités	Philosophie de la praxis, aliénation, mode de production, fétichisme de la marchandise classes sociaux.	Rationalisation des pratiques sociales, désenchantement du monde, perte de sens, pratique liberticide	Solidarité, différenciation sociale, division sociale du travail, conscience collective, individualisme, phénomène social	Risque, distanciation sociale, mort, rôle de la science, interdépendance, conscience de la pandémie, solidarité mondialisée
Accent mis sur l'action sociale	Conflictuel	Subjectif	Solidaire	Réflexif

Considérant le comportement politique typique et génocidaire de l'extrême droite que suit le gouvernement de Bolsonaro au Brésil, nous suivons la thèse de Gilles Deleuze et Félix Guattari dans sa critique de la psychanalyse traditionnelle du ressentiment envers le désir, absorbé dans la logique schizoïde de la dystopie bureaucratique et autoritaire du capitalisme (Deleuze, Guattari, 1995³³).

Sociologie compréhensive de la pandémie COVID-19 : concept clé

Par sociologie compréhensive de la pandémie, nous entendons la manière inédite de réfléchir à cet événement extrême qui met en danger notre survie en tant qu'espèce. À partir de ce concept, nous expliquons le lien entre les innovations sociales résultant des initiatives de tous les gouvernements pour changer les schémas de comportement social (prévention avec isolement social, utilisation de masques, tests de masse, assemblées d'urgence dans les hôpitaux, traitements des différents symptômes, nouveaux protocoles dans les entreprises, les écoles, etc.) et la capacité réflexive des acteurs sociaux à créer des pratiques cohérentes avec la réalité vécue de la pandémie. En d'autres termes, c'est une sociologie du phénomène du risque, dans laquelle la peur et l'anxiété sont devenues des problèmes publics de la réflexivité sociale, mais aussi une sociologie qui conserve la notion de primauté de l'expérience individuelle, comme l'a fait la sociologie de l'interactionnisme symbolique³⁴, notamment sur ce que les individus ont commencé à faire depuis le moment même où les anciennes pratiques sociales ont dû être abandonnées. En bref, nous utilisons des conceptions théoriques de la compréhension issues de la philosophie et de la sociologie pour expliquer les pratiques sociales qui ont émergé comme nouvelles façons de vivre de la pandémie. Il s'agit alors d'une sociologie compréhensive de la conscience ou des représentations, particulièrement interdisciplinaire et complémentaire en termes de contributions convergentes et de réponses rapides à la planétarisation des pratiques sociales diffusées par Internet.

³³ Dans la version brésilienne, *O anti-Édipo*, São Paulo, Editora 34, 2017, p. 426-427.

³⁴ Voir la réflexion de l'un des plus éminents fondateurs de l'interactionnisme symbolique sur la pandémie, le sociologue Howard Becker [<https://aoc.media/analyse/2020/04/12/a-san-francisco-quand-mon-quartier-fait-l'experience-de-la-pandemie/>], consulté le 13/04/ 2020].

Méthodologie

Deux questions ont guidé notre enquête initiale.

1. La pandémie est-elle le signe de l'incapacité des sociétés actuelles à respecter les limites géo-biochimiques de la biosphère ?
2. Comment le monde se situe-t-il face à la globalisation systémique actuelle ?

Ces deux questions sont prises tout au long de l'article comme des lignes directrices pour la réflexion sur les six déterminants de la planétarisation intense de la réflexivité face au risque de pandémie et les leçons pratiques d'une toute nouvelle forme de socialisation et de sensibilisation planétaire.

Outre une recherche théorique, la revue de littérature a ciblé un certain nombre d'ouvrages, mais fondamentalement des articles de journaux. Nous avons choisi les deux questions ci-dessus comme source d'inspiration pour la réflexion et l'échange d'idées avec des scientifiques de différents domaines de connaissance. La méthodologie d'analyse des données en est venue à indiquer un ensemble d'enseignements tirés d'un panorama caractéristique des récits sur l'isolement dans les réseaux sociaux, le nombre officiel de décès, les tendances, les courbes et les risques associés au contrôle mis en place (ou pas) pour contenir la propagation du virus (Quivy, Campenhout, 2008 : 162). Ces éléments nous ont conduit à l'élaboration d'une sociologie compréhensive des représentations du risque face à la pandémie COVID-19.

Ce concept nous a permis de mettre en place un premier champ de réflexion ouvert à la sociologie empirique qui prend en compte la centralité de la culture de la préservation de la vie au-dessus des valeurs dominantes du néolibéralisme. Ce qui nous a permis de confronter les données recueillies, c'est l'existence d'un gouvernement néo-fasciste au Brésil, avec une politique anti-scientifique et génocidaire. Le cas du Brésil ne diffère pas de celui du gouvernement Trump, *leader* absolu en nombre de morts et de contaminés.

D'une manière générale, l'idée d'une sociologie compréhensive de la pandémie et de ses représentations se nourrit des pratiques sociales forgées pour circonscrire le respect des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Le souci de la

recherche a toujours été qualitatif : montrer quels enseignements peuvent être retirés pour une sociologie compréhensive au niveau planétaire.

La genèse de la sociologie compréhensive des représentations du risque face à la pandémie

Six facteurs sont responsables, de manière plus objective, de l'émergence de la circulation intense à l'échelle planétaire d'une toute nouvelle réflexivité sur le risque durable et persistant créé par la pandémie :

- 1- La suspension immédiate des activités économiques sur injonction de l'OMS au mois de mars 2020, qui paralyse radicalement les pratiques de travail habituelles dans le monde entier ;
- 2- Les décès et la contagion qui commencent à être comptabilisés ;
- 3- La distanciation et/ou l'isolement social obligatoire ;
- 4- La perte d'emplois, la fermeture de nombreuses entreprises et la mise en place d'un état d'urgence financé par des ressources publiques ;
- 5- Le retour progressif des activités économiques, avec l'assouplissement des réglementations et l'adoption de protocoles de sécurité ;
- 6- L'urgence de revenir à des restrictions plus sévères telles que le verrouillage en cas de perte de contrôle et l'augmentation du nombre de personnes contaminées qui sont testées et contrôlées fréquemment.

Très rapidement, les processus anthropologiques primaires de rationalisation du monde et de la vie en viennent à donner une place hégémonique à l'activité économique. Par exemple, il y a eu un choc d'offres, du fait de l'effondrement des chaînes de production mondiales et de la demande, les familles arrêtant de consommer ou achetant moins, que ce soit en raison de la baisse des revenus ou de la peur d'une récession. Les voyages, les affaires et les événements ont également été annulés dans le monde entier³⁵.

³⁵ <https://g1.globo.com/economia/noticia/2020/02/26/entenda-os-impactos-do-avanco-do-coronavirus-na-economia-global-e-brasileira.ghtml> Accédé en 08/08/2020.

C'est ici qu'entre en jeu la compréhension de la rationalité formulée par Max Weber et qui sert de fondement à la théorie de l'action communicative de Jürgen Habermas (Habermas, 2010, p. 325-344). Weber souligne le désenchantement du monde comme un processus de rationalisation typique de l'Occident à travers quatre sphères qui se montrent distinctes les unes des autres et qui forgent la modernité, à savoir : la science, le droit, la morale, les arts et la critique politique. En raison du processus incontrôlable du risque de la pandémie, la rationalité communicative prend sa place devant les processus instrumentalisés (ou techniques) de la vie, en particulier les processus de l'activité économique. Ici, l'action communicative consiste à faire circuler de nouvelles informations, mobiliser les arts, les affections, crée de nouvelles normes juridiques et morales, des soins – jusqu'à, dans son pendant, des stratégies négationnistes pour refouler le nouveau phénomène social qui se met en place. Dans le même temps, l'inefficacité des mesures de prévention en termes de classes sociales, de sexe et d'ethnicité³⁶, parallèlement à la diffusion sur les réseaux sociaux, en temps réel, du déni scientifique et de la désinformation (comme les rumeurs et les mensonges), sont des vecteurs d'une importance considérable relativement à ce phénomène social du risque d'un tout nouvel ordre mondial³⁷.

Dès le début de la pandémie, chacune de ces sphères a été mise au défi de retravailler sa compréhension du monde pour communiquer la vie de la manière la plus « pratique » possible : tests de contagion, études pour le vaccin ; nouvelles règles de garantie légale pour les contrats de travail ; nouvelles formes de relations sociales ; chansons et poésies, festivités aux balcons pour détourner l'isolement social et consoler les victimes. Nous adaptons ici les réflexions de la philosophe Judith Butler sur la précarité de la vie à la situation de la pandémie mondiale. Elle réfléchit sur les pouvoirs de deuil et la violence structurante des États-Unis qui forgent une théorie de la reconnaissance sociale des populations noires :

« Ce qui compte comme une vie ? Quels sont les processus d'humanisation, de déshumanisation qui tracent des lignes définissant quelles vies seront considérées

³⁶ <https://portal.fiocruz.br/noticia/desigualdade-social-e-economica-em-tempos-de-covid-19>
Accédée en 08/08/2020.

³⁷ <https://jornal.usp.br/radio-usp/negacionismo-cientifico-no-governo-e-inimigo-do-combate-a-pandemia/> Accédée en : 08/08/2020.

comme vivables et quelles morts ne peuvent être pleurées publiquement et ne seront même pas comprises comme telles ? » (cité dans Freire, 2020 : p.1-4³⁸).

Lorsque les décès et la contagion sont dénombrés et largement diffusés par les médias, il y a aussi l'expérience réfléchie du deuil et de la violence physique et psychologique pour faire face aux risques inhérents que le rythme de la pandémie potentialise.

L'argument d'Eduardo Galeano dans *Le livre des étreintes* (2020), selon lequel la vie est tissée de moments surprenants et difficiles pour chaque être humain au milieu du tourbillon de l'histoire, prend le dessus sur la routine. Il ne s'agit pas ici de comprendre la réflexion comme la capacité d'élaborer un discours pour soi et pour la société, mais plutôt d'être confronté au sens sans précédent que la vie vient tracer par les changements sociaux de la pandémie.

La pandémie crée son langage, au sens de la philosophie analytique de Wittgenstein : la douleur, la souffrance, les angoisses et les sentiments de soins et de protection s'imposent radicalement, la communication sur la vie présente se tisse, les individualités et les différences entre les membres de la famille, entre les travailleurs et les entreprises, entre les amis et les amoureux ne renvoient plus au passé proche et aux traditions sédimentées, mais aux enseignements pratiques de la pandémie. Et cela ne disparaît pas avec le retour progressif des activités économiques ou leur suspension.

Les sens de la douleur, du deuil et du désir de rester en vie nous en apprennent beaucoup sur la primauté de l'expérience sociale et sur les réseaux de relations qui se sont formés. Ceci est directement lié à la situation de perte d'emplois, à la fermeture de nombreuses entreprises et aux politiques plus ou moins heureuses mises en place par les gouvernements.

³⁸ “o que conta como uma vida? Quais são os processos de humanização, de desumanização que traçam linhas que definem quais vidas serão consideradas vivíveis e quais mortes não poderão ser publicamente pranteadas e sequer serão entendidas como tal ?” (Butler dans Freire, 2020 : p.1-4).

Leçons pratiques de la pandémie

Les leçons pratiques de la pandémie émergent très rapidement en raison de la capacité des réseaux sociaux à diffuser l'information. Nous partons de nos deux questions méthodologiques mentionnées au-dessus. Tout d'abord, oui, la pandémie dénote l'incapacité des sociétés actuelles à respecter les limites géo-biochimiques de la biosphère. Il s'agit d'un problème épidémiologique mondial qui ne se limite pas à des recommandations médicales de traitement et de prévention et à la minimisation de la situation de santé publique. La pandémie est un événement inhérent aux processus sociaux de l'activité scientifique incontrôlée qui soutient les activités communes de la mondialisation économique. Selon Henry Acselrad (2020) : « L'optimisme technologique et la naturalisation de la pollution exprimaient la tolérance de l'élite aux effets indésirables de l'industrialisation dans les premiers temps du capitalisme : la technologie résoudrait les problèmes créés par la technologie, ont déclaré certains experts, cherchant à assurer la continuité des affaires. Les maux environnementaux, quant à eux, frappent les pauvres autour des usines. La naturalisation de l'épidémie et l'optimisme technologique dans la gestion de la crise sanitaire sont, aujourd'hui, les devises du néolibéralisme autoritaire et du darwinisme social, exprimant ce que l'anthropologue Eric Fassin a appelé "la xénophobie à tout prix", dans le cas de l'Europe. Dans sa version brésilienne, c'est un "racisme à tout prix", qui propose la priorité des affaires avant la santé des plus démunis, en plus grande proportion, les noirs et les pauvres. Dans des conditions d'absence de contrôle des risques générés par ce qui se fait dans le monde des biens – y compris la gestion capitaliste des processus microbiologiques – les élites peuvent finir par réaliser qu'elles dépendent de processus qu'elles ne contrôlent pas. Il peut arriver que la ségrégation socio-spatiale de la population cesse de fonctionner comme une garantie de la distribution sélective – discriminatoire – des maux. L'amplitude socio-spatiale des maladies peut même, comme dans la crise pandémique actuelle, ébranler temporairement les dogmes des idéologies dominantes, ainsi que leurs façons de guider la gestion du "social" ³⁹».

³⁹ <http://www.anpocs.com/index.php/ciencias-sociais/destaques/2351-boletim-n-37-cientistas-sociais-e-o-coronavirus> Accédée en : 07/07/2020.

Une telle compréhension renforce la critique de la rationalité scientifique qui soutient l'activité économique. Le nœud du problème n'est pas l'amélioration des mesures sanitaires, mais la remise en cause de l'activité productive elle-même.

Dans cette optique, la sociologie compréhensive du risque face à la pandémie reprend la critique du manque de contrôle des activités économiques qui touchent les populations vulnérables et maintenant la population totale de la planète. En réponse à ce drame, on assiste à une reprise de la défense de l'utopie de la décroissance, très fréquente dans les manifestations de défense de la vie dans les grandes villes dans un passé récent.



« Décroissance » tagué sur un monument Place de la Bastille, France⁴⁰

Le terme de décroissance a été inventé dans les années 1970. Il est basé sur les thèses de l'économiste roumain et créateur de la bio-économie, Nicholas Georgescu-Roegen. Pour son théoricien actuel, Serge Latouche, il s'agit de l'idée de décoloniser notre imaginaire économique :

« C'est-à-dire la croyance que "plus" égale "mieux". Le bien et le bonheur peuvent être atteints avec moins de dépenses. Redécouvrir que la vraie richesse consiste

⁴⁰ [https://www.google.com/imgres?imgurl=https%3A%2F%2Fupload.wikimedia.org%2Fwikipedia%2Fcommons%2F9%2F92%2FBastille_-_a_la_gloire_-_d%25C3%25A9croissance_2386.JPG&imgrefurl=https%3A%2F%2Fpt.wikipedia.org%2Fwiki%2FDecrescimento_\(economia\)&tbnid=-Gd5FZ-82yDE7M&vet=12ahUKEwim3oGU1rvqAhXDCLkGHX6WCWwQMygGegUIARChAQ..i&docid=222kXIV5gvJ5uM&w=2272&h=1704&q=decroissance&ved=2ahUKEwim3oGU1rvqAhXDCLkGHX6WCWwQMygGegUIARChAQ](https://www.google.com/imgres?imgurl=https%3A%2F%2Fupload.wikimedia.org%2Fwikipedia%2Fcommons%2F9%2F92%2FBastille_-_a_la_gloire_-_d%25C3%25A9croissance_2386.JPG&imgrefurl=https%3A%2F%2Fpt.wikipedia.org%2Fwiki%2FDecrescimento_(economia)&tbnid=-Gd5FZ-82yDE7M&vet=12ahUKEwim3oGU1rvqAhXDCLkGHX6WCWwQMygGegUIARChAQ..i&docid=222kXIV5gvJ5uM&w=2272&h=1704&q=decroissance&ved=2ahUKEwim3oGU1rvqAhXDCLkGHX6WCWwQMygGegUIARChAQ) (consulté le 07/07/2020).

dans le plein développement des relations sociales de coexistence, dans un monde sain, et que cet objectif peut être atteint avec sérénité, frugalité, sobriété, voire une certaine austérité dans la consommation matérielle [...] », (Latouche, 2004 cité dans Ruscheinsky, 2010 : 67).

L'idée de décroissance est alors présentée comme un mélange de critique du développement économique et d'appréciation de la convivialité selon l'usage donné à ce mot par Ivan Illich (1973) cité par Botaco-Franco (2013 : 2) :

« Il y a, dans la décroissance, une défense explicite pour l'augmentation des activités économiques qui renforcent la santé humaine et la diminution de celles qui intoxiquent la société. Elle défend les activités qui provoquent des impacts moins accentués et la diminution de celles qui dégradent l'environnement de manière accélérée. Elle préconise également d'augmenter celles qui renforcent l'autonomie des personnes, resserrent leurs liens et distribuent des revenus et de diminuer celles qui aliènent, affaiblissent les relations sociales et génèrent l'exclusion. Mais les décrocheurs reconnaissent que même pour des activités économiques qualitativement différenciées, les limites biophysiques de la planète persistent. La décroissance remet en question le modèle de société et les théories du développement qui le soutiennent, qui ont la croissance comme condition fondamentale de "l'harmonie" socio-économique ou, en d'autres termes, de l'absence de crise. Pour la décroissance, une société organisée sous le paradigme de la croissance illimitée est vouée à l'échec, car il est impossible de croître indéfiniment quelle que soit la qualité de cette croissance ».

Décoloniser notre imaginaire de l'idée de croissance économique est le plus radical des enseignements pour une sociologie compréhensive des représentations de la pandémie, car il se concentre sur son étymologie. Le capitalisme est le virus qui produit la pandémie ; COVID-19 est sa progéniture. Ce point est fondamental. La principale leçon pratique de cette pandémie est que, sans un changement de capitalisme, l'épidémiologie continuera d'être une science simplement corrective et curative pour les problèmes spécifiques de l'activité économique de la société du risque.

Et qu'en est-il du monde et de la vie sociale face au monde systémique actuel ?

Pas loin d'une dizaine de leçons ont été tirées de ces recherches pour illustrer notre proposition de planétarisation des pratiques au regard de cette sociologie de la sensibilisation aux pandémies.

1. L'utopie moderne comme acte politique et contre l'escalade du néo-fascisme.

La pandémie frappe très durement les gouvernements. Elle révèle ouvertement le manque d'engagement humanitaire des gouvernements, et cela est évident dans les cas des États-Unis et du Brésil.

2. L'importance de la coexistence, du respect des individualités et des différences

La pandémie révèle une question importante liée à la coexistence : les différences de classe, de sexe et d'origine ethnique. Le discours de défense du revenu de la citoyenneté universelle est renforcé. Dans le même temps, elle expose la fracture numérique. Par exemple, au mois de juin 2020, la moitié de la population active brésilienne est au chômage en raison de la pandémie⁴¹. Le gouvernement adopte une politique consistant à offrir Internet aux étudiants et populations à faible revenu⁴². La pandémie fait également des victimes dans les villages indigènes⁴³.

3. L'importance de l'internet pour rassembler les gens et sauver des vies – pour une diffusion plus rapide et plus large des informations et conseils pratiques.

4. L'importance des services de livraison et des conditions de travail décentes (pour les coursiers à moto par exemple) – permettant à tout un chacun de minimiser les risques de contamination.

5. L'importance du service de santé publique et de ses professionnels

Au Brésil, comme ailleurs – et en France par exemple –, la pandémie a montré combien la santé était plus qu'une marchandise et ne pouvait être traitée comme telle. Les hôpitaux doivent être équipés en matériels et personnels et être en capacité de secourir la population environnante, toute la population environnante.

⁴¹ <https://www.dm.jor.br/brasil/2020/06/ibge-taxe-de-desemprego-atinge-50-de-pessoas-em-idade-de-trabalhar/> Consulté en: 08/08/2020.

⁴² <https://g1.globo.com/educacao/noticia/2020/06/09/quase-40percent-dos-alunos-de-escolas-publicas-nao-tem-computador-ou-tablet-em-casa-aponta-estudo.ghtml> Consulté en: 20/02/2012.

⁴³ <https://covid19.socioambiental.org/#:~:text=Primeiro%20informe%20da%20Sesai%20durante,se%20espalhar%20muito%20mais%20r%C3%A1pido.> Consulté en : 20/02/2021.

6. La centralité des mairies

Il s'agit de revenir au local et des prises de décisions en fonction de chaque situation au plus près des habitants et citoyens

7. L'importance de l'exercice critique de la conscience et de notre interdépendance avec la planète. La multiplication des « zones à défendre » et d'un retour plus large au local et à la nature, à la protection de la nature en sont un exemple

8. L'importance d'avoir un logement confortable ou tout au moins viable permettant de respecter le minimum d'espace vital propre à chacun

9. L'importance des écoles, de son maintien, d'une éducation garantie non pas seulement au plus grand nombre, mais à tous.

Les réponses à la pandémie ne génèrent pas une profusion de nouvelles formes de comportements sociaux parfaits et exemplaires. Elles sont cependant amenées à générer des comportements qui suivent les recommandations des organismes de santé et un sens pratique de la vie.

Références bibliographiques

ACSELRAD H., « A microbiologia cega do capitalismo », *Boletim Cientistas Sociais* n°37, Boletim Especial, 11/05/2020.
<http://www.anpocs.com/index.php/ciencias-sociais/destaques/2351-boletim-n-37-cientistas-sociais-e-o-coronavirus> [consulté le 07/07/2020].

BOCATO-FRANCO A., « Para compreender o “Decrescimento” », *Carta Capital*, 5/11/2013. <http://www.ihu.unisinos.br/noticias/525391-paracompreender-o-decrescimento>, [consulté le 07/07/2020].

BECK U., *The risk society. Towards a new modernity*, London, Sage, 1992.

BECK U., GIDDENS A., LASH S., *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, London : Polity Press, 1995.

DELEUZE G. & GUATTARI F., *O anti-Édipo*, São Paulo : Editora 34, 2017.

- FREIRE P., *Pedagogia do oprimido*, Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1987.
- FREIRE L., « Recension de BUTLER J., *Vida precária: os poderes do luto e da violência*. (Trad. Andreas Lieber. Belo Horizonte : Autêntica) », *Mana* vol.26 n°1 Rio de Janeiro, 2020.
- GALEANO E., *O livro dos abraços*, Porto Alegre : L&PM, 2015. (*Le livre des étreintes*, éd. de la différence, 2020).
- HABERMAS J., *Fundamentos linguísticos da sociologia*, Lisboa : Edições 70, 2010.
- MARX K., *Contribuição à crítica da economia política*, São Paulo : Expressão Popular, 2008.
- QUIVY R. & CAMPENHOUDT L., *Manual de investigação em ciências sociais*, Lisboa, Gradhiva, 2008.
- RUSCHEINSKY A., « Sustentabilidades: concepções, práticas e utopias », in GUERRA A.F.S., FIGUEIREDO M. L. (dir.). *Sustentabilidade em diálogos*, Itajaí : Editora da Univali, 2010.
- OGIEN A., *Les formes sociales de la pensée : la sociologie après Wittgenstein*, Paris : Armand Colin, 2007.
- RAWLS J., *História da filosofia moral*, São Paulo : Martins Fontes, 2005.

**Quelle continuité pédagogique en Martinique en période de
confinement ? Des injonctions ministérielles aux conditions d'étude
et de travail dans l'Outre-mer**

Pierre-Olivier Weiss

Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de Martinique –
Université des Antilles

Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (LAMES - UMR-7305)

Centre de Recherches et de Ressources en Éducation et Formation (CRREF -
EA4538)

Observatoire Caribéen du Climat Scolaire (OCCS)

Maurizio Alì

Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de Martinique –
Université des Antilles

Centre de Recherches et de Ressources en Éducation et Formation (CRREF -
EA4538)

Équipe d'Accueil Sociétés traditionnelles et contemporaines en Océanie (EASTCO
- EA4241)

Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIERA - Université
de Montréal)

Cédric Ramassamy

Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation de Martinique –
Université des Antilles

Laboratoire de Mathématiques Informatique et Applications (LAMIA - EA 4540)

Gabriella Alì

Université Roma Tre

Résumé

L'article présente les résultats d'une recherche sur les conditions de vie, d'étude et de travail des futurs enseignants de l'Éducation nationale française pendant la pandémie de la COVID-19. L'enquête s'est déroulée en Martinique, un territoire français d'outre-mer et portait sur quatre aspects : la disponibilité du matériel informatique, l'accès aux ressources numériques, les conditions matérielles et psychologiques pendant le confinement et la relation à distance avec les enseignants. Les résultats obtenus montrent que les stratégies d'enseignement à distance définies par les pouvoirs publics étaient souvent improvisées, peu inclusives et ne pouvaient pas résoudre les problèmes liés au manque de ressources techniques et économiques dont souffrent les communautés périphériques et marginales. Cette situation a généré une surcharge de responsabilités ainsi qu'un niveau élevé d'insatisfaction et de stress chez les usagers.

Mots-clés : Continuité pédagogique, COVID-19, formation des enseignants, fracture numérique, inégalités.

Introduction

La crise mondiale qui a accompagné la propagation de l'épidémie de COVID-19 a mis en évidence la relative fragilité des systèmes de gouvernance mondiale et l'incapacité à mettre en place et à suivre une stratégie mondiale de gestion des urgences. Malgré les recommandations des organisations intergouvernementales (OCDE, 2020), les priorités nationales ont prévalu, limitant le processus de coordination des instruments d'action internationaux, notamment dans le domaine de l'éducation (UNESCO, 2020a ; IISUE, 2020). Une mesure largement partagée par la plupart des gouvernements dans le monde a été la fermeture des structures scolaires et universitaires (Blyth et Velissaratou, 2020) : cette stratégie a imposé le développement de programmes d'enseignement et d'évaluation à distance dans un délai très court, générant de nombreuses inquiétudes et de sérieux doutes sur leur efficacité (Van Dorne, Cooney et Sabin, 2020 ; Doyle, 2020).

La France face à la COVID-19 : l'illusion de la continuité pédagogique

Dans le contexte actuel, le cas de la France est particulièrement significatif en matière de gouvernance de l'éducation. C'est en effet un pays qui bénéficie d'un système de santé à couverture universelle, d'une infrastructure numérique de pointe et d'un système éducatif plutôt performant (OCDE, 2013 ; 2015 et 2019 ; Roberts & de Oliveira, 2015). Son organisation territoriale articulée autour d'une partie métropolitaine et des territoires d'outre-mer, cache une complexité qui limite la mise en œuvre de politiques publiques réellement adaptées aux particularités locales (Duru-Bellat, 2007 ; Farraudière, 2008 ; Métayer, 2017 ; Alì, 2019 ; Alì et Ailincăi, 2019).

L'exécution du programme : approche descendante et organisation centraliste

En France, la stratégie de réponse du gouvernement à la COVID-19⁴⁴ s'est accompagnée d'un plan national de continuité pédagogique⁴⁵ promu par le ministre

⁴⁴ Définie par le décret n° 293 du 23 mars 2020, qui a ordonné les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19, par la loi n°290 du 23 mars 2020, qui a établi l'état d'urgence sanitaire, et par la loi n°546 du 11 mai 2020, qui a prolongé sa validité.

de l'Éducation et ses représentants, confirmant le caractère très centralisateur du système éducatif français (Mons, 2007). La mise en œuvre de ce plan s'est appuyée sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et sa coordination a été déléguée aux recteurs, représentants territoriaux du ministère de l'Éducation. En plus d'avoir impliqué une véritable marche en avant par étapes forcées pour atteindre les objectifs prévus, sa mise en œuvre s'est heurtée à une opinion publique très critique quant aux modalités d'application des principales mesures : la fermeture des structures scolaires, le télétravail du personnel scolaire, la virtualisation de la didactique et les relations avec les partenaires éducatifs. Par ailleurs, de nombreux chercheurs, dès le début du verrouillage, avaient déjà prévu les limites inhérentes à ce type de stratégie, mettant en garde les pouvoirs publics sur la possibilité que le « tout à distance » puisse générer ou renforcer certaines discriminations, car elle repose sur l'hypothèse que tous les acteurs et utilisateurs du système éducatif disposent des ressources nécessaires pour y participer (Antona et al., 2020 ; Armitage et Nullums, 2020 ; Van Lancker et Parolin, 2020)⁴⁶. Pour preuve, les études les plus récentes (INSEE, 2017) ont confirmé que, bien que la majorité des ménages français disposent des ressources numériques de base, il reste une partie importante de la population qui n'a pas un accès significatif aux TIC. Ces problèmes de disponibilité et d'accès aux TIC sont particulièrement évidents dans les territoires d'outre-mer (Audoux et Mallemanche, 2019) et ont un impact sur la performance scolaire et l'accès au marché du travail des jeunes de la région (Arneton, Bocéran et Flieller, 2013 ; INSEE, 2016a et 2016b).

⁴⁵ Le ministère français de l'éducation nationale a défini le plan ministériel de prévention et de gestion de la COVID-19 par une série de circulaires. La première circulaire (n°056 du 28 février 2020) a établi le principe de la continuité pédagogique en cas de fermeture des structures scolaires et universitaires ; la deuxième circulaire (n°059 du 7 mars 2020) a étendu son champ d'application ; la troisième, du 13 mars suivant, a réglementé les moyens et ressources disponibles et la quatrième, du 4 mai, a établi les conditions particulières propres à certains territoires d'outre-mer.

⁴⁶ En effet, un récent rapport de l'Agence nationale de santé publique sur les perspectives de réouverture des écoles a souligné que « parmi les moins de 17 ans, 2% n'ont pas d'abonnement ou le matériel nécessaire pour se connecter à Internet à leur lieu de résidence habituel » (Antona et al., 2020, p. 23) : depuis le début de la fermeture, entre 5% et 10% des élèves français ont perdu le contact avec l'école.

La formation des futurs enseignants et la continuité pédagogique

La méconnaissance des particularités locales dans la réponse gouvernementale à la crise pandémique a eu des conséquences importantes sur la formation du personnel du système éducatif. En France, cette responsabilité a été déléguée aux Instituts nationaux supérieurs du professeur et de l'éducation (INSPÉ) – héritiers des Écoles supérieures du professeur et de l'éducation (ESPE) – qui proposent des formations initiales (masters Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation, MEEF) et continues (diplômes universitaires et cours de spécialisation). L'INSPÉ accueille donc un public varié, mais cohérent : futurs enseignants, enseignants nouvellement recrutés et enseignants ayant une certaine ancienneté et souhaitant approfondir leurs compétences.

Les représentants des différents INSPÉ ont tenté d'établir un dialogue avec les instances de gouvernance du système éducatif afin de définir la mission éducative des instituts pendant la crise. Cet article se concentre sur cet aspect et sur les conditions d'inclusion, d'étude et de travail pendant la période de confinement des étudiants, dont beaucoup ont également le statut de fonctionnaires. La situation imposait, en effet, que la formation et l'évaluation des compétences professionnelles acquises soient effectuées à distance, mais sans se soucier des ressources numériques et des compétences informatiques dont disposent les enseignants et les étudiants.

Il convient de noter que les INSPÉ sont également responsables de la formation aux TIC des futurs enseignants et personnels de l'éducation nationale et que les compétences nécessaires à la validation de la formation initiale (le Master MEEF) coïncident avec celles requises pour accéder à une carrière d'enseignant. Néanmoins, les INSPÉ n'ont pas encore développé d'environnements d'apprentissage virtuels (EAV⁴⁷) et, bien qu'ils disposent tous d'un environnement de travail numérique (un système de courrier et d'agenda électronique, une plateforme pour virtualiser les cours, des logiciels bureautiques), rares sont les cas où les

⁴⁷ De nombreuses recherches ont confirmé les avantages inhérents au développement des environnements d'apprentissage virtuels (EAV) pour développer les compétences numériques, faciliter le développement de parcours transdisciplinaires et individualisés, assurer l'évaluation formative et surtout améliorer la qualité de la formation initiale des futurs éducateurs (BECTA, 2004 ; Bédard et Béchar, 2009). C'est un défi qui concerne les pays ayant un faible taux d'accès à l'enseignement universitaire mais aussi ceux dont le territoire présente des discontinuités, comme c'est le cas de la France et de ses territoires d'outre-mer.

expériences de formation les plus sophistiquées et les plus innovantes sont proposées aux utilisateurs (Dulbecco, 2019 ; Audrin, 2019).

Formation du personnel enseignant en confinement dans l'outre-mer

La France dispose d'un réseau national de formation de 30 INSPÉ dont huit sont situés dans les territoires d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie et Polynésie). Les instituts de ces espaces postcoloniaux regroupent environ 4 000 étudiants (MESRI, 2020). Bien que le programme général de réponse à la crise sanitaire ait été défini « d'en haut » par le gouvernement, certaines dispositions ont dû être adaptées en fonction des ressources disponibles sur le territoire et de la réponse des administrations locales qui, dans certains cas, ont décidé de déroger aux dispositions nationales et de proposer des solutions différentes.

De telles incohérences sont apparues dès le début de la crise, avec l'annonce de la fermeture de tous les établissements d'enseignement de la nation, y compris l'INSPÉ, à partir du 16 mars 2020. L'annonce a été faite avec l'arrêté du 14 mars 2020, applicable au territoire métropolitain de la République, sans que des indications plus précises soient fournies aux territoires d'outre-mer. Chaque institut a donc établi son propre calendrier de fermeture en essayant de s'adapter aux « commandes » de Paris.

Compte tenu du calendrier imposé par le gouvernement (qui prévoyait la fermeture des établissements d'enseignement 48 heures après la publication de l'ordonnance), l'organisation de la continuité de l'enseignement a été définie lorsque les établissements étaient déjà fermés. Le travail d'ingénierie pédagogique nécessaire à la réorganisation de l'activité pédagogique a été réalisé à distance et en utilisant l'environnement de travail numérique disponible. L'efficacité des stratégies mises en œuvre par chaque institut dépend fortement de l'infrastructure technologique locale⁴⁸, des compétences et de la préparation des enseignants⁴⁹ et des ressources

⁴⁸ C'est la fracture numérique, en termes d'infrastructures technologiques et d'équipements informatiques, qui touche l'ensemble de l'outre-mer français, comme le confirme la dernière édition du Baromètre numérique national (CREDOC, 2020).

⁴⁹ En effet, comme le soulignent Alonso Vilches et ses collaborateurs : « La vitesse de transition imposée, du présentiel au distanciel, relève du "jamais vu" si l'on considère que, en général, la

dont disposent les étudiants. Dans une telle situation, qui a imposé des méthodes de formation et d'autoformation parfois improvisées, les stratégies de gouvernance locale (celles des établissements d'outre-mer) et les tactiques de survie des usagers (celles des enseignants et des étudiants) ont très probablement représenté le facteur décisif pour garantir la continuité de l'enseignement. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'efficacité du programme administratif du gouvernement français, il est encore possible de mesurer certains éléments de l'expérience des étudiants afin d'établir une image globale capable de décrire la « réponse humaine » (en termes de perceptions et d'attitudes) à la crise.

Objectifs et méthodologie

Cette recherche part de l'hypothèse que la « réponse humaine » des enseignants et des élèves des établissements d'enseignement français à la crise générée par la pandémie COVID-19 doit être considérée comme la manifestation d'un certain « art de vivre » plutôt que comme la réaction disciplinée des différents rouages de l'éducation nationale aux dispositions émanant du ministère. Afin de valider cette hypothèse, une enquête transversale a été réalisée et diffusée à toutes les écoles des territoires français d'outre-mer. Le questionnaire en ligne, basé sur 22 questions, a été transmis pendant la période de confinement. Cet article ne présente qu'une partie des résultats obtenus en se concentrant sur une étude de cas particulièrement significative (la Martinique, ancien domaine colonial, aujourd'hui intégré à la République avec le statut de région) et statistiquement représentative de certains aspects de la réalité outre-mer.

Structure et objectifs du questionnaire

Le questionnaire a été distribué le 15 avril 2020 par le service de messagerie électronique de l'INSPE de la Martinique à tous les inscrits en formation initiale et professionnelle. Les variables prises en compte sont les suivantes :

- données générales : sexe, niveau et régime d'étude (avec ou sans fréquentation ; étudiant ou étudiant-stagiaire) ;

conception et le développement d'un dispositif eLearning dans le plein sens du terme requiert entre 6 et 9 mois (Vilches et al. 2020, p. 7).

- la disponibilité des ressources informatiques : matériel, logiciels et connexion Internet ;
- l'enseignement à distance et les conditions de travail : environnement de travail et milieu familial (présence de personnes à charge) ;
- la perception de la qualité de l'enseignement à distance ;
- les conditions d'accès aux ressources en ligne de l'INSPÉ ;
- la qualité de la relation d'enseignement à distance avec les enseignants ;
- conditions psychologiques : bien-être et stress⁵⁰.

Échantillon statistique et méthode d'analyse

La population d'analyse de cette étude correspond aux étudiants de l'INSPÉ en Martinique qui compte 543 membres. L'enquête comprenait 229 questionnaires complets (42,2 % des étudiants). Comme preuve de la représentativité de l'échantillon d'analyse, il convient de noter que les femmes représentent 88% des participants, un pourcentage qui coïncide avec le nombre d'étudiantes inscrites aux cours de formation proposés par l'Institut. L'échantillon a été pondéré en fonction du nombre d'étudiants inscrits à chaque formation : 47% ont été attribués aux étudiants inscrits au Master MEEF – enseignement primaire, 43% à ceux inscrits au Master MEEF – enseignement secondaire, les 10% restants à ceux inscrits à un diplôme universitaire. La majorité de l'échantillon interrogé (59%) suit un régime d'études normal (avec fréquentation obligatoire), 23% suivent un régime spécial (sans fréquentation obligatoire : pour des raisons familiales ou professionnelles) et 17% suivent le régime alternatif (avec fréquentation partielle obligatoire) tels que les étudiants qui sont également fonctionnaires de l'éducation nationale⁵¹.

⁵⁰ Il existe aujourd'hui un certain consensus sur le rôle des émotions – et du stress – dans le processus éducatif (Dumont, LeClerc et Deslandes, 2003). Afin de mesurer leur impact lors du confinement et d'obtenir une plus grande précision dans l'analyse des corrélations, des sections spécifiques ont été incluses dans le questionnaire consacré à l'évaluation de la réponse émotionnelle des étudiants face à 4 items : l'épidémie de COVID-19 (et la peur de la contagion), le confinement obligatoire (et les limites imposées à la mobilité et à la socialité), l'enseignement à distance (et la difficulté générée par la fracture numérique), les examens à distance et la délivrance du diplôme (et la peur d'échouer).

⁵¹ Il convient de noter que 34% des personnes ayant répondu au questionnaire ont déclaré avoir un emploi, ce qui signifie que de nombreux travailleurs étudiants sont actuellement inscrits au régime d'études dit 'normal'. Il s'agit des étudiants qui travaillent pour des institutions ou des entreprises en dehors du système éducatif national, mais aussi de ceux qui exercent un métier ou une activité professionnelle sans avoir de contrat de travail.

L'interprétation des résultats repose sur deux modes d'analyse : univariée, afin d'obtenir une image générale de l'échantillon, et multivariée, afin de pouvoir identifier, par une analyse des correspondances multiples, les corrélations les plus significatives. Ces derniers ont été mesurés en utilisant le coefficient de corrélation linéaire de Pearson (R). La signification statistique observée a été évaluée en fonction de la valeur de probabilité (p) et des plages de référence échantillonnées à partir de la matrice Cohen (1988).

Résultats

Les données présentées proviennent exclusivement de l'analyse des réponses au questionnaire. Pour faciliter la lecture, certaines variables ont été regroupées ou exclues de la présentation.

La disponibilité du matériel informatique

Les données obtenues montrent que la majorité absolue des participants à l'enquête possèdent un ordinateur (90%), tandis que la disponibilité des appareils de type tablette est beaucoup plus faible (27%). Notez que, curieusement, la disponibilité des appareils de type smartphone est limitée à 86% de l'échantillon (*cf.* tableau 1). Parmi les étudiants inscrits au master MEEF pour l'enseignement primaire, 86% disposent d'un ordinateur personnel. Ce taux augmente (entre 94% et 100%) pour les personnes inscrites à d'autres formations (masters et diplômes universitaires).

TABLEAU 1 : MATÉRIEL INFORMATIQUE DISPONIBLE

	Effectifs	Pourcentage
Ordinateur	207	90%
Tablette	62	27%
Smartphone	197	86%

Ayant choisi de considérer l'ordinateur comme l'outil privilégié pour l'apprentissage à distance, la question de son éventuel partage avec d'autres membres de la famille a été soulevée. Les données obtenues montrent que 28% de l'échantillon de l'étude en partage l'utilisation (32% des étudiants de master pour l'enseignement primaire ;

entre 19% et 22% pour les autres formations). 70% ont un ordinateur personnel et seulement 2% déclarent ne pas avoir d'ordinateur (ni personnel ni partagé. Cf. tableau 2).

TABLEAU 2 : DISPONIBILITÉ ET PARTAGE DU MATÉRIEL
INFORMATIQUE

	Effectifs	Pourcentage
Ne dispose d'aucun ordinateur	5	2%
Dispose d'un ordinateur partagé	63	28%
Dispose d'un ordinateur personnel	161	70%

Toutes les personnes qui ont participé à cette étude affirment avoir accès à une connexion Internet (ADSL, fibre optique, 4G ou wifi public). Néanmoins, un peu moins de la moitié (46%) considère que la qualité de la connexion n'est pas suffisante pour suivre un cours universitaire à distance (cf. tableau 3). Beaucoup considèrent que ces difficultés d'accès sont très stressantes, notamment lors des examens. Il convient de noter que les étudiants en master destinés à l'enseignement primaire semblent être les plus touchés par ce problème (51% des participants déclarent ne pas avoir un accès de qualité au Web), ce qui a également un fort impact sur les autres formations (avec des scores entre 31% et 45%). Bien que l'accès aux réseaux mondiaux d'information et de communication puisse être considéré comme une condition *sine qua non* pour participer activement à l'enseignement à distance, cette condition n'est toujours pas suffisante pour garantir une dynamique véritablement interactive, pour laquelle des ressources de meilleure qualité sont nécessaires (c'est-à-dire un matériel performant et une vitesse de connexion élevée). Les réponses obtenues le confirment : la qualité de la connexion Internet affecte la perception qu'ont les étudiants des études et des conditions de travail ($R=0,29$, $P=4,26724E-06$, $N=229$), mais cette corrélation reste minime. Au contraire, une corrélation inverse existe entre la qualité de la connexion Internet et la prédisposition au stress pour des raisons d'études ou de travail ($R=-0,174$, $P=0,008$, $N=229$). Cette corrélation est assez prégnante pour les étudiants de filières professionnalisantes (diplômes universitaires) : il est logique de penser que ce

public – composé de responsables du système éducatif qui, parallèlement à leurs études, doivent assurer des activités pédagogiques auprès de leurs étudiants – est particulièrement touché par les limites imposées par l'infrastructure numérique.

TABLEAU 3 : LA QUALITÉ DE L'ACCÈS À L'INTERNET

	Effectifs	Pourcentage
Impossibilité d'accéder à Internet	0	0%
Accès limité et/ou instable ; vitesse de connexion insuffisante	106	46%
Une connexion de bonne qualité	123	54%

Conditions d'études et de travail

La possibilité de s'isoler et de travailler dans un environnement accueillant doit être considérée comme une autre condition nécessaire pour suivre activement l'enseignement à distance. En effet, la relative "porosité" de l'espace domestique rend difficile la création d'espaces exclusivement dédiés à l'étude et au travail, surtout lorsque certaines ressources (ordinateur, imprimante, scanner) doivent être partagées entre plusieurs membres d'un même ménage. Les résultats obtenus dans cette étude montrent que 37 % des étudiants interrogés ne disposent pas de tels espaces (voir tableau 4), soit 44 % des étudiants diplômés de l'université (un chiffre qui se justifie étant donné que presque toutes les personnes interrogées dans ce groupe ont déclaré avoir des enfants ou d'autres personnes à charge).

TABLEAU 4 : LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

	Effectifs	Pourcentage
Dispose d'un lieu calme et accueillant pour étudier et travailler	145	63%
Ne dispose pas d'espace dédié à l'étude et au travail	84	37%

Seuls 40% des étudiants déclarent disposer d'un plan de travail individuel – dans 58 % des cas, il s'agit d'un bureau, mais dans 42 % des cas, il s'agit de la table de cuisine ou d'autres surfaces théoriquement non destinées à l'étude – et que 3% déclarent ne disposer d'aucune sorte de surface d'appui pour travailler (et utiliser le lit ou le canapé comme un espace d'étude ou de travail. Cf. tableau 5). 14% de l'échantillon déclare partager son espace de travail avec d'autres membres du ménage, mais ce pourcentage passe à 33% dans le cas des élèves du MEEF enseignement primaire.

Les données obtenues montrent qu'une corrélation statistique positive – bien que faible ($R=0,14$, $P=0,03$, $N=229$) – peut être établie entre la disponibilité d'un environnement de travail adéquat et la perception d'avoir des moyens suffisants pour suivre un enseignement à distance. Cette corrélation devient plus forte dans le cas des étudiants inscrits en deuxième année de master (probablement en raison des besoins inhérents à la rédaction du mémoire, qui nécessitent un plus grand isolement pour construire un document scientifique et se préparer à la soutenance devant un jury universitaire). Elle devient encore plus forte si, au lieu de « environnement de travail », on utilise la variable « surface de travail » : les étudiants qui ont un bureau individuel sont moins inquiets ($R=-0,13$, $P=0,04$, $N=229$) et plus enclins à considérer que leur situation – matérielle ($R=0,14$, $P=0,03$, $N=229$) ou psychologique ($R=0,14$, $P=0,02$, $N=229$) – ne pose pas d'obstacles pour suivre activement un cours à distance. Il convient également de noter que les données obtenues mettent en évidence un niveau intermédiaire de corrélation ($R=0,33$, $P=2,65931E-07$, $N=229$) entre les variables « disponibilité d'un espace de travail isolé » et « qualité de l'environnement de travail », qui devient forte ($R=0,624$, $P=0,009$, $N=16$) dans le cas des personnes inscrites à des cours de formation professionnelle. La possibilité de travailler sans être dérangé a évidemment un impact sur les conditions psychologiques des étudiants (le niveau de corrélation est $R=0,46$, $P=9,44646E-14$, $N=229$), surtout pour les étudiants du Master enseignement primaire ($R=0,55$, $P=6,93143E-11$, $N=117$).

En d'autres termes, pour les étudiants, la disponibilité d'un espace dédié à l'étude et au travail – calme, accueillant et d'usage individuel – semble être la deuxième condition nécessaire pour garantir l'efficacité de l'enseignement à distance.

TABLEAU 5 : DISPONIBILITÉ D'UNE SURFACE DE TRAVAIL

	Effect	Pourcent
	ifs	age
Ne dispose d'aucune surface de travail dédiée	8	3%
Il dispose d'une surface de travail initialement destinée à d'autres usages	97	42%
Il dispose d'un bureau partagé	33	14%
Il dispose d'un bureau personnel	91	40%

58% des personnes interrogées ont déclaré avoir des difficultés à gérer la cohabitation et à partager certains espaces et ressources avec des personnes dépendantes : enfants dans 81% des cas, membres de la famille âgés dans 10% des cas et membres de la famille souffrant de pathologies ou de handicaps dans 8% des cas (*cf.* tableau 6). Certaines différences apparaissent si l'on tient compte de la formation suivie : alors que moins d'un tiers (31 %) des étudiants du MEEF enseignement secondaire déclarent avoir des personnes à charge, ce pourcentage augmente chez les étudiants du se préparant au primaire et les enseignants inscrits à des cours de formation professionnelle, où le problème se pose dans la moitié des cas (entre 45 et 69 %, selon la formation). 38 % des étudiants inscrits en MEEF enseignement primaire déclarent avoir des enfants à charge, un pourcentage qui est réduit à 23% parmi les étudiants en MEEF enseignement secondaire. L'analyse des corrélations montre comment le fait d'avoir une ou plusieurs personnes à charge a un impact sur la perception qu'ont les étudiants d'avoir les conditions psychologiques ($R=-0,216$, $P=0,0009$, $N=229$) et matérielles ($R=-0,208$, $P=0,001$, $N=229$) nécessaires pour suivre un cours à distance avec succès. Dans ce cas également, les corrélations – bien que positives – restent faibles, ce qui confirme que ce problème n'est qu'un des facteurs, mais certainement pas le dernier, susceptibles de limiter l'efficacité d'un programme d'enseignement à distance.

TABLEAU 6 : PRÉSENCE DE MEMBRES DE LA FAMILLE À CHARGE

	Effe ctifs	Pource ntage
Aucune personne à charge	132	58%
Au moins une personne à charge	97	42%
- Dont un ou plusieurs enfants	79	81%
- Dont une ou plusieurs personnes âgées	10	10%
- Dont une ou plusieurs personnes souffrant de pathologies ou de handicaps	8	8%

Interactions éducatives à distance

Dans le milieu universitaire, les étudiants sont invités à utiliser les ressources informatiques mises à leur disposition (courrier électronique, agenda électronique et calendrier de la formation). Si, comme on pouvait s'y attendre, toutes les personnes interrogées déclarent disposer du compte nécessaire pour accéder à ces ressources informatiques, seuls 66% d'entre elles disent pouvoir le faire sans difficulté : le reste des personnes interrogées déclarent avoir souvent (27% des cas) ou très souvent (7% des cas) des difficultés à y accéder (*cf.* tableau 7). Une fois de plus, un pourcentage plus important d'étudiants du MEEF enseignement primaire (44%) par rapport aux étudiants 'autres parcours (avec une moyenne globale de 36%) ont exprimé qu'ils avaient de sérieuses difficultés à accéder facilement aux ressources informatiques de l'Institut.

TABLEAU 7 : ACCÈS AUX RESSOURCES VIRTUELLES DE L'INSPÉ

	Effecti fs	Pourcenta ge
Ne dispose pas des ressources nécessaires pour accéder	1	0%
Accès possible, mais très difficile	17	7%
Accès possible avec quelques difficultés	61	27%
Accès facile	150	66%

L'INSPÉ de la Martinique dispose d'une plateforme d'enseignement à distance basée sur la technologie *Moodle*. Son utilisation a été particulièrement importante pendant la pandémie, car la plupart des enseignants de l'Institut ont décidé de créer des cours virtuels pour assurer la continuité pédagogique et faire passer les examens. Le fait que seulement 56% des étudiants interrogés ont déclaré pouvoir accéder à la plateforme sans difficulté est donc particulièrement inquiétant. Le reste de l'échantillon a déclaré avoir quelques (31% des cas) ou beaucoup (12% des cas) difficultés à y accéder (tableau 8). Il convient également de noter que, par rapport à ce problème, les étudiants inscrits en master déclarent avoir plus de difficultés que les étudiants titulaires d'un diplôme universitaire (probablement parce que, compte tenu de leur statut de fonctionnaires, ces derniers ont la capacité financière nécessaire pour pouvoir s'offrir un équipement informatique et une connexion Internet de meilleure qualité).

TABLEAU 8 : ACCÈS À LA PLATE-FORME D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

	Effectifs	Pourcentage
Ne dispose pas des ressources nécessaires pour y accéder	1	0%
Accès possible, mais très difficile	27	12%
Accès possible avec quelques difficultés	72	31%
Accès sans difficulté	129	56%

Un peu plus d'un tiers des étudiants (34% des répondants) considère disposer des ressources matérielles nécessaires pour suivre avec succès un enseignement à distance, mais seulement 16% déclarent bénéficier des conditions psychologiques nécessaires pour atteindre les résultats souhaités (en raison du confinement et de la présence éventuelle de personnes à charge). Les résultats obtenus semblent donc suggérer que, pendant la crise de la COVID-19, la fracture numérique est devenue un obstacle beaucoup plus important que l'isolement forcé pour la réalisation de la continuité éducative.

Une relation pédagogique difficile à entretenir

L'enseignement à distance est basé, comme tout processus éducatif, sur une série d'interactions qui relient plusieurs acteurs : les personnes qui apprennent, les personnes qui enseignent, les personnes qui soutiennent l'activité d'enseignement. Sa spécificité repose sur l'utilisation d'une série d'outils nécessaires à la transmission, la réception et la transformation de l'information à distance. Alors que la première partie du questionnaire était principalement consacrée à la dimension technologique de l'enseignement à distance pendant la période de confinement, la deuxième partie s'est plutôt concentrée sur la dimension humaine – et psychologique – de l'enseignement en ligne. L'objectif prioritaire était d'évaluer l'importance de la relation pédagogique par rapport aux conditions purement matérielles d'étude et de travail (analysées dans les sections précédentes) à partir de la perception des étudiants.

Bien que l'INSPÉ de la Martinique ait exigé de ses enseignants qu'ils assurent la continuité de l'enseignement, une proportion d'étudiants (12%) a déclaré n'avoir reçu aucune information de leurs professeurs pendant la période de fermeture. Seuls 14% disent avoir reçu toutes les informations nécessaires de leurs professeurs. 73% déclarent que seule une partie des enseignants a garanti la continuité didactique (tableau 9). Il existe une certaine cohérence entre les résultats obtenus dans les différentes formations, ce qui semble confirmer que le problème en question n'est pas spécifique à certaines formations, mais doit être considéré comme un problème général. Il est donc légitime de se demander si le problème réside dans le manque de préparation des professeurs universitaires (qui peuvent avoir eu des difficultés à développer un programme de formation dont la gestion nécessite des compétences informatiques particulières) ou des étudiants (confrontés pour la première fois à un tel programme) ou dans le manque de ressources technologiques nécessaires. Ce qui est certain, c'est que les données obtenues suggèrent qu'une fois de plus la fracture numérique se trouve au banc des accusés.

TABLEAU 9 : RELATIONS À DISTANCE AVEC LES ENSEIGNANTS

	Effecti fs	Pourcenta ge
Tous les enseignants ont garanti une continuité pédagogique	31	14%
La plupart des professeurs ont assuré la continuité pédagogique	111	48%
Moins de la moitié des enseignants ont garanti la continuité pédagogique	57	25%
Aucun enseignant n'a garanti la continuité pédagogique.	28	12%
Sans réponse	2	1%

Il s'agit bien sûr de perceptions. Mais ces perceptions, qui concernent la qualité de l'enseignement à distance, doivent être interprétées à la lumière des préoccupations des étudiants, notamment en ce qui concerne l'éventuelle nécessité de cours de soutien pour éviter de devoir répéter l'année universitaire. En fait, un peu moins de la moitié (45%) des étudiants interrogés ont déclaré qu'ils ressentaient le besoin de suivre une formation *ad hoc* pour combler certaines lacunes accumulées pendant le confinement, en particulier ceux inscrits en Master enseignement primaire (53%), apparemment plus nécessiteux que leurs collègues du Master enseignement secondaire (40% d'entre eux ont de toute façon exprimé ce besoin). En outre, 15% de l'échantillon demandait que les cours réalisés à distance pendant le semestre passé en régime de confinement soient répétés en mode présentiel pendant la période estivale (mais 30% estiment suffisant que seuls certains cours soient réalisés à nouveau). Seul un cinquième de l'échantillon interrogé (21%) se déclare pleinement satisfait de la formation reçue à distance ; 33% déclarent ne pas en être satisfaits, mais ne sont pas intéressés à suivre une formation d'accompagnement (tableau 10). Il est évident que les étudiants montrent une forte insatisfaction à l'égard du programme de continuité pédagogique.

TABLEAU 10 : LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

	Effectifs	Pourcentage
L'enseignement reçu à distance est suffisant	49	21%
L'enseignement à distance n'est pas suffisant et je considère qu'il est nécessaire de récupérer tous les cours du semestre pendant la période estivale	35	15%
L'enseignement à distance ne suffit pas et j'ai l'intention de suivre quelques cours de rattrapage pendant la période estivale	69	30%
L'enseignement à distance ne suffit pas, mais je n'ai pas l'intention de suivre un cours de rattrapage pendant la période estivale	76	33%

L'enseignement à distance est soumis, comme toute dynamique interactive, à des interférences de toutes sortes. Pour de nombreux étudiants, l'utilisation négligente des outils de formation par certains acteurs du système éducatif est perçue comme une véritable source de perturbation et de stress. 49% de l'échantillon n'ont pas hésité à qualifier leurs e-mails de « surchargés », principalement en raison des messages provenant des hautes autorités du Ministère, du Rectorat et de l'INSPÉ de la Martinique. Par ailleurs, près d'un tiers des personnes interrogées (28%) ont déclaré se sentir sous une forte pression psychologique en raison du nombre – jugé excessif – de messages inappropriés reçus chaque jour. Le constat est d'ordre général et aucune formation n'est épargnée.

Craintes et facteurs de stress

Les dernières sections du questionnaire se sont concentrées sur les facteurs que les étudiants considèrent comme une cause d'anxiété et de stress. Deux catégories de facteurs ont été prises en compte – les causes cycliques (pandémie et confinement) et les causes structurelles (liées aux conditions disponibles pour suivre un parcours d'apprentissage à distance) – afin d'identifier clairement les obstacles considérés par

les étudiants comme plus difficiles à surmonter. Les résultats montrent que, bien que la situation liée à la « panique pandémique » ait eu un impact incontestable sur les étudiants, le problème des ressources disponibles pour participer au programme de formation était beaucoup plus important et généraient plus de stress que la pandémie elle-même (tableau 11).

TABLEAU 11 : ANXIÉTÉ DES ÉTUDIANTS

	Effectifs	Pourcentage
En raison de l'épidémie de COVID-19		
Inquiet	162	71%
Pas inquiet	67	29%
En raison du confinement et des limites imposées à la socialité et à la mobilité		
Inquiet	131	57%
Pas inquiet	98	43%
En raison de l'enseignement à distance		
Inquiet	162	71%
Pas inquiet	67	29%
En raison des examens à distance		
Inquiet	188	82%
Pas inquiet	41	18%
En raison d'un éventuel retard dans la délivrance du diplôme		
Très inquiet	107	47%
Assez inquiet	97	42%
Pas inquiet	25	11%

La majorité absolue des étudiants disent qu'ils se sentent mal à l'aise. La pression psychologique générée par l'enseignement à distance – par la formation elle-même, les nouvelles méthodes d'examen et les éventuels retards dans l'obtention du diplôme – est la première cause d'inquiétude (71% des étudiants), suivie par les restrictions de mobilité et de socialité (la peur d'être infecté et le confinement au domicile représentent 57% des étudiants). Les étudiants du MEEF enseignement

secondaire semblent généralement plus inquiets que leurs collègues du primaire (77% dans le premier cas et 57% dans le second cas se disent très inquiets). Le fait d'avoir un environnement d'étude et de travail calme et confortable est un facteur limitant le stress, car des corrélations inverses entre les deux variables ont été trouvées ($R=-0,15$, $P=0,02$, $N=229$).

Un autre facteur de stress important est sans aucun doute généré par les nouvelles méthodes d'examen (à distance) et 82% des personnes qui ont participé à cette étude les considèrent comme la principale cause de préoccupation (entre 63% et 87% des étudiants selon le type de diplôme d'inscription). Mais le facteur le plus stressant est lié aux éventuels retards dans la délivrance du diplôme, en raison du ralentissement des activités administratives de soutien à l'enseignement : 89% des étudiants avouent s'en inquiéter (dont 47% se considèrent très inquiets).

L'analyse des données a permis d'établir l'existence d'une corrélation, quoique faible ($R = - 0,230$, $P = 0,0004$, $N = 229$), entre les ressources disponibles et la crainte de ne pas obtenir (ou d'obtenir tardivement) le diplôme. D'autres corrélations ont été établies. Tout d'abord, plus les étudiants se disent inquiets en raison de la situation économique, plus ils craignent que l'enseignement à distance ait un impact négatif sur le cursus universitaire suivi ($R = 0,427$, $P = 1,46855E -11$, $N=229$). Deuxièmement, cette considération est également valable si l'on observe que les étudiants qui ont le plus peur d'être infectés sont ceux qui se disent le plus préoccupés par leur scolarité ($R=0,35$, $P=3,08739E-08$, $N=229$).

Les données obtenues le suggèrent,

- la nouveauté représentée par le programme de continuité pédagogique, la mauvaise préparation des étudiants et des enseignants à l'utilisation des ressources nécessaires à l'enseignement à distance et le flux incessant d'informations – parfois contradictoires – provenant de sources de rang différent (les enseignants, l'Institut, l'Université, la Région, le Ministère) ont contribué à générer une forte pression psychologique qui a eu un impact très négatif sur la dynamique éducative pendant la période de confinement ;

- pour les étudiants, la logistique de la continuité de l'enseignement était un problème beaucoup plus important (considéré comme globalement plus stressant) que la pandémie elle-même.

Discussion

Depuis le début de la crise due à la COVID-19, de nombreuses recherches ont tenté d'étudier et de comprendre les conditions de vie, d'étude et de travail des étudiants pendant le confinement (voir par exemple Russo et Colombini, 2020 ; Vilches et *al.*, 2020). Néanmoins, aucune d'entre elles ne s'est intéressée à cette communauté très particulière que sont les enseignants – et les futurs enseignants – du système éducatif national. Compte tenu des fonctions qu'ils occupent, leur employeur (le ministère de l'Éducation) n'a pas hésité à leur demander de garantir, en même temps, la continuité de l'enseignement avec les étudiants et la participation, en tant qu'étudiants, à l'enseignement universitaire à distance.

Les résultats obtenus montrent clairement l'existence d'une forte insatisfaction de la part des étudiants et il est donc légitime de se demander si la stratégie du « tout à distance » - que de nombreux utilisateurs considèrent comme improvisée – non seulement n'a pas donné les résultats escomptés, mais a également accentué la fracture sociale séparant les classes sociales les plus privilégiées des autres. De nombreuses études ont confirmé que, pendant le confinement, d'autres pays ont connu une situation similaire, accusant explicitement la fracture numérique d'en être la cause (Bugeja-Bloch et *al.*, 2020 ; Goltrant et *al.*, 2020). En France comme ailleurs, les prescriptions des administrations centrales des États pour faire face à la pandémie n'ont pas pu résoudre le problème atavique du manque de ressources technologiques et économiques dont souffrent les communautés marginalisées. Une telle situation a généré des niveaux élevés d'insatisfaction, de frustration et de stress chez les étudiants de tous niveaux (mais surtout dans les territoires d'outre-mer, comme l'a montré cette étude). Il convient également d'ajouter qu'avec le confinement obligatoire, une grande partie de la population mondiale a dû créer des zones réservées aux activités d'étude et de travail dans l'espace domestique (très souvent partagé avec d'autres membres de la famille), ce qui a créé des obstacles supplémentaires pour les familles sans logement calme et spacieux et chez celles

ayant une personne à charge. Enfin, il faut aussi considérer que les instances politiques supérieures (les académies, les régions, le ministère) ont contribué à un climat de panique et de confusion, surchargeant les étudiants et les enseignants d'informations souvent inutiles ou contradictoires. Enfin, les résultats obtenus suggèrent également que, au-delà des problèmes purement matériels (accès aux ressources informatiques et disponibilité d'espaces d'étude et de travail), d'un point de vue pédagogique, la racine du problème semble plutôt être le manque de préparation des étudiants et des enseignants à pouvoir activer et suivre un programme de continuité didactique digne de ce nom (capable de garantir la poursuite des activités pédagogiques commencées avant le confinement sans créer d'inégalités de traitement). En effet, comme l'ont observé divers spécialistes, la formation en ligne n'a un impact positif que pour les étudiants qui possèdent déjà certaines compétences – socialement construites – telles que la motivation, la persévérance et la capacité à intégrer un retour d'information pour améliorer leurs performances (Van der Kleij et *al.* 2015. Voir aussi, Couto et Hobeika, 2020 ; Decroly, Lennert et Van Criekingén, 2020 ; Lafabrègue et Faugloire, 2020)⁵². Pour qu'un programme de continuité pédagogique fonctionne réellement, il serait donc préférable de donner la priorité à ces facteurs, sans lesquels toute forme d'interaction à distance risque d'être particulièrement inefficace.

La réalisation de cette étude a constitué un défi logistique, mais aussi méthodologique pour au moins trois raisons :

- Tout d'abord, parce que la Martinique est un terrain de recherche peu étudié et sur lequel il existe peu de références bibliographiques.
- Ensuite, parce que l'échantillon choisi était particulièrement varié (en termes de statut professionnel, de régime d'études, de parcours de formation, d'âge) et que, pour effectuer l'analyse multivariée des données recueillies, un long travail a été nécessaire pour regrouper certaines variables.
- Troisièmement, parce que, ayant opté pour une stratégie de collecte de données à distance, par le biais d'une enquête en ligne, nous avons également dû faire face, au cours de l'analyse des données, à un biais d'interprétation dû à la distorsion de la

⁵² Plusieurs méta-analyses ont confirmé cette tendance, qui remet en cause la mode du "tout numérique" (voir, par exemple, Wu et *al.*, 2012 ou Means et *al.*, 2013).

représentativité, puisque seuls les étudiants qui disposaient des ressources technologiques et informatiques nécessaires pouvaient répondre au questionnaire⁵³. Cet exercice méthodologique a montré que, bien qu'il soit toujours possible (même en cas de crise majeure) d'atteindre des échantillons d'étude numériquement importants, grâce aux réseaux de communication mondiaux (téléphone ou Internet), il reste difficile d'atteindre les groupes les plus précarisés et les plus isolés (pour des raisons géographiques ou socioéconomiques⁵⁴).

Conclusion

La crise planétaire qui a suivi la pandémie de la COVID-19 a contribué à accélérer le débat sur l'avenir de l'éducation. Si, d'une part, la réponse proposée par la plupart des gouvernements a été de favoriser le « tout numérique », d'autre part, l'accueil que lui ont réservé les utilisateurs finaux (étudiants et enseignants) a été beaucoup moins enthousiaste. L'enseignement à distance, surtout à long terme, montre toutes ses limites lorsqu'il devient obligatoire, sans avoir été adapté aux besoins des utilisateurs et de l'écosystème d'utilisation. Ce constat invite à réfléchir sur les fragilités propres à certains contextes périphériques, comme le cas des territoires d'outre-mer – anciennes colonies de l'Empire français intégrées assez récemment (à la fin de la Seconde Guerre mondiale) à la République – qui souffrent encore aujourd'hui de leur isolement géographique et culturel par rapport aux centres de décision chargés de définir les politiques publiques (situés, dans la grande majorité des cas, sur le territoire hexagonal). Les résultats de cette étude montrent que le plan d'action pour l'éducation développé par le gouvernement français, basé sur une organisation centraliste et une série de solutions inadaptées aux particularités locales des territoires ultramarins, a généré une surcharge de travail et de stress, au moins pour la population couverte par cette étude.

En fin de compte, il est clair que les nouvelles technologies permettent réellement d'éliminer certains obstacles à l'activité éducative (notamment parce qu'elles permettent d'accéder à l'information où l'on veut, quand on veut), mais nous ne

⁵³ Qui se limite donc aux personnes qui disposent, au minimum, d'un appareil (ordinateur, tablette ou smartphone) et d'un accès Internet.

⁵⁴ D'autres chercheurs mènent une série d'études ethnographiques pour explorer et décrire objectivement les conditions de vie des sociétés françaises d'outre-mer pendant la pandémie (voir, par exemple, Cadosteau et *al.*, 2020).

pouvons pas cacher le fait que les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation ne sont que des outils et certainement pas des solutions au problème. Et, comme si cela ne suffisait pas, ils ne font pas moins travailler ni les étudiants ni les enseignants, loin de là !

L'expérience semble donc confirmer que, comme le souligne Richard Clark (2009) spécialiste en psychologie de l'éducation à l'*University of Southern California*, lorsqu'il s'agit d'éducation, la pédagogie est toujours plus importante que la technologie⁵⁵.

Bibliographie

Ali, M. (2019). Quand l'ascenseur social tombe en panne : politiques scolaires et savoir autochtones en Guyane et Polynésie française. Séminaire de Recherche *Construction des savoirs scolaires : enjeux épistémologiques et politiques*. ESPÉ de Martinique, CRILLASH, Université des Antilles. Fort de France, Martinique, 22 mai.

Ali, M. e Ailincai, R. (2019). La résilience imparfaite. Les familles autochtones de la France d'outremer face au défi de la scolarisation républicaine. XVIII congrès de l'association Internationale de Formation et de Recherche en Éducation Familiale (AIFREF). Fort de France, Martinique, 15-17 mai.

Antona, D. ; Barret, A.-S. ; Chereau, F. ; Daniau, C. ; Franconeri, L. ; Gorza, M. ; Le Vu, S. ; Ndeikoundam, N. ; Paty, M.-C. ; Poirat, L. et Tourdjman, M. (2020). *COVID-19 chez l'enfant (moins de 18 ans). État des lieux de la littérature en amont de la réouverture annoncée des crèches et des écoles*. Santé publique France. <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/documents/rapport-synthese/covid-19-chez-l-enfant-moins-de-18-ans.-etat-des-lieux-de-la-litterature-en-amont-de-la-reouverture-annoncee-des-creches-et-des-ecoles.-etat-de-l>

Armitage, R. e Nellums, L. B. (2020). Considering inequalities in the school closure response to COVID-19. *The Lancet*, 8, e644.

⁵⁵ Hypothèse également partagée par d'autres auteurs, notamment dans le monde francophone, comme Steve Bissonnette et Mario Richard (2001) mais aussi Valery Psyché et ses collègues de la TELUQ (2003).

Arneton, M.; Bocéran, C. e Flieller, A. (2013). Les performances en mathématiques des élèves des départements d'outre-mer. *L'orientation scolaire et professionnelle*, 42(1). <https://doi.org/10.4000/osp.4029>

Arrêté du 14 mars 2020, portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19. *Journal Officiel de la République Française* n°0064 (15 mars).

Arrêté du 1er juillet 2013, référentiel des compétences professionnelles des métiers du professorat et de l'éducation. *Journal Officiel de la République Française* n° 0165 (18 juillet) : 11994.

Audoux, L. e Mallemanche, C. (2019, 19 giugno). L'accès au numérique pour les ménages des DOM. *INSEE Focus*, 159. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4174498>

Audrin, C. (2019). Innovation pédagogique en milieu universitaire : définition et pratiques. *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur*, 35(2), 1-5. <http://journals.openedition.org/ripes/2101>

BECTA - British Educational Communications and Technology Agency. (2004). *What the research says about Virtual Learning Environment in teaching and learning*. Coventry: BECTA.

Bédard, D. e Béchar, J.-P. (2009). L'innovation pédagogique dans le supérieur : un vaste chantier. In D. Bédard (dir.), *Innover dans l'enseignement supérieur* (p. 29-43). Paris : Presses Universitaires de France.

Bissonnette, S. e Richard, M. (2001). *Comment construire des compétences en classe*. Montréal : Chenelière, Mac Graw-Hill.

Blyth, A. e Velissaratou, J. (2020). *How do we re-open schools after the coronavirus pandemic?* Rapport pour l'OECD Effective Learning Environments Project. Paris : OECD

Bugeja-Bloch, F. ; Oeser, A. ; Frouillou, L. ; Couto, M.-P. et Hobeïka, P. (2020). Conditions de confinement des étudiants de licence de sociologie de l'Université de Nanterre. Rapport de recherche non publié.

Cadosteau, M. ; Guy, É. ; Ailincal, R et Alì, M. (2020. In corso di pubblicazione). Confinati nell'Eden: l'esperienza dei genitori tahitiani durante la pandemia. *Rivista italiana di educazione familiare*, 3.

- Clark, R. (2009). Évaluer l'enseignement à distance : Stratégies et avertissements. *Distances et savoirs*, 7(1), 93-112.
- Cohen, J. (1988). *Statistical power for the behavioral sciences*. New York: Academic Press.
- Couto, M.-P. e Hobeika, P. (2020). *Conditions d'études en période de confinement de nos étudiantes du département de sociologie et d'anthropologie de l'université Paris 8*. Rapport de recherche non publié.
- CREDOC - Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie. (2020). *Baromètre du numérique 2019. Enquête sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française en 2019*. Paris : CGE - ARCEP, Agence du numérique.
- Décret n° 1200 du 20 novembre 2019 relatif à l'organisation des services déconcentrés des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. *Journal Officiel de la République Française*, 0270 (21 novembre).
- Décret n° 293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. *Journal Officiel de la République Française*, 0072 (24 mars).
- Decroly, J.-M. ; Lennert, M. et Van Crieckingen, M. (2020). *Enquête sur les conditions d'apprentissage universitaire à distance pendant le confinement. Rapport préliminaire*. Université Libre de Bruxelles. Rapport de recherche non publié.
- Doyle, O. (2020, 9 avril). COVID-19 : Exacerbating Educational Inequalities ? *Public Policy Ireland*. <http://publicpolicy.ie/papers/covid-19-exacerbating-educational-inequalities/>
- Dulbecco, P. (2019). De l'expérimentation des innovations pédagogiques numériques à leur généralisation en France. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 80, 103-114.
- Dumont, M. ; LeClerc, D. et Deslandes, R. (2003). Ressources personnelles et détresse psychologique en lien avec le rendement scolaire et le stress chez des élèves de quatrième secondaire. *Canadian Journal of Behavioural Science*, 35(4), 254-267.

Duru-Bellat, M. 2007. Social Inequality in French Education: Extent and Complexity of the Issues. In R. Teese, S. Lamb et M. Duru-Bellat (dir.), *International studies in educational inequality, theory and policy* (p. 337-356). Dordrecht: Springer.

Farraudière, S. (2008). *L'école aux Antilles françaises : le rendez-vous manqué de la démocratie*. Paris : L'Harmattan.

Goltrant, Y. ; Chassagne, L. ; Thibault A. et Thomas, V. (2020). *Analyse des conditions de travail des étudiant.es dans le cadre du confinement. Questionnaire auprès des étudiant.es de L1 et L2 LSO*. Université Paris-Dauphine. Rapport de recherche non publié.

IISUE - Instituto de Investigaciones sobre la Universidad y la Educación. (2020). *Educación y pandemia. Una visión académica*. México: UNAM. <http://www.iisue.unam.mx/nosotros/covid/educacion-y-pandemia>

INSEE - l'Institut national de la statistique et des études économiques. (2017). *Enquête Technologies de l'information et de la communication 2017*. Paris : INSEE.

INSEE (2016a). L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en Martinique. *INSEE Analyses*, 13 (Décembre).

INSEE (2016b). Insertion sociale et professionnelle des jeunes en Guadeloupe. *INSEE Analyses*, 15 (Décembre).

Lafabrègue, C. et Faugloire, É. (2020). *Enquête sur les conditions d'études à distance des étudiant(e)s au temps du COVID-19, UFR STAPS*. Université de Caen. Rapport de recherche non publié.

Loi n° 290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19. *Journal Officiel de la République Française*, 0072 (24 mars).s

Loi n° 546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions. *Journal Officiel de la République Française*, 0116 (12 mai).

Loi n° 595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République. *Journal Officiel de la République Française*, 0157 (9 juillet).

Loi n° 791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance. *Journal Officiel de la République Française*, 0174 (28 juillet).

Means, B. ; Toyama, Y. ; Murphy, R. e Baki, M. (2013). The effectiveness of online and blended learning: A meta-analysis of the empirical literature. *Teachers College Record*, 115(3), 1-47.

MESRI - Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. (2020). *État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France*. Paris : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – inistère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Métayer, C. (dir.). (2017). *Géographie de l'École*. Paris : ministère de l'Éducation nationale –Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

Mons, N. (2007). *Les nouvelles politiques éducatives. La France fait-elle les bons choix ?* Paris : Presses Universitaires de France.

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques. (2013). *Évaluation des compétences des adultes. Note par pays : France. PIAAC 2012*. Paris : PISA – OECD

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques. (2015). *Résultats du PISA 2012. Note par pays : France*. Paris : PISA – OECD.

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques. (2019). *Résultats du PISA 2018. Note par pays : France*. Paris : PISA – OECD.

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques. (2020). *A framework to guide an education response to the COVID-19 Pandemic of 2020*. Paris : OCDE.

Psyché, V. ; Mendes, O. e Bourdeau, J. (2003). Apport de l'ingénierie ontologique aux environnements de formation à distance. *STICEF - Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Éducation et la Formation. Revue de l'ATIEF*, 10, 89-126.

Roberts, K. et de Oliveira, E. (2015). STEM education in France: Pathways and obstacles to greater participation. In B. Freeman, S. Marginson e R. Tytler (dir.), *The age of STEM: educational policy and practice across the world in science, technology, engineering and mathematics*, (p. 215-233). Abingdon, Oxon e New York: Routledge.

Russo, M. et Colombini, S. (2020). Indagine sulle condizioni di vita e di studio degli studenti di UNIMORE al tempo del coronavirus. *DEMB Working Paper*

Series, 172. Dipartimento di Economia Marco Biagi, Università degli Studi di Modena et Reggio e Emilia.

UNESCO - Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2020a). *COVID-19. Un aperçu des stratégies nationales d'adaptation relatives aux examens et évaluations à enjeux élevés*. Paris : UNESCO.

UNESCO - Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (2020b). *Suivi mondial des fermetures des établissements scolaires liées au COVID-19*. Paris : Institut de Statistiques de l'UNESCO.

Van der Kleij, F. M. ; Feskens, R. C. W. et Eggen, T. J. H. M. (2015). Effects of Feedback in a Computer-Based Learning Environment on Students' Learning Outcomes: A Meta-Analysis. *Review of Educational Research*, 85(4), 475-511. <https://doi.org/10.3102/0034654314564881>

Van Dorne, A.; Cooney, R. E. et Sabin, M. L. (2020). COVID-19 exacerbating inequalities in the US. *The Lancet*, 395, 1243-1244.

Van Lancket, W. et Parolin, Z. (2020). COVID-19, school closures, and child poverty: a social crisis in the making. *The Lancet*, 5, e243-E244.

Vilches, A.V.; Detroz, P.; Hausman, M. et Verpoorten, D. (2020). Réception de la prescription à la « basculer vers l'eLearning » en période d'urgence sanitaire – Une étude de cas. *Évaluer. Journal international de recherche en éducation et en formation*, 1(Hors-série), 5-16.

Weiss, P.-O.; Alì, M. e Ramassamy, C. (2020). Les étudiants de l'INSPE de Martinique et le confinement (COVID-19). *Mendeley Data*, v3. <http://dx.doi.org/10.17632/xrr3gxdkky.3>.

Weiss, P.-O.; Ramassamy, C.; Ferrière, S.; Alì, M. e Ailincal, R. (2020). La formation initiale des enseignants pendant le confinement. Une enquête comparative dans la France d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française). *Mendeley Data*, v2. <http://dx.doi.org/10.17632/vddmk82cc7.2>

Weiss, P.-O. ; Ramassamy, C. ; Ferrière, S. ; Alì, M. et Ailincal, R. (en cours de publication). La formation initiale des enseignants en contexte de confinement : une enquête comparative dans la France d'outre-mer. *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire*, 17(1).

Wu, W.H. ; Wu, Y.C. ; Chen, C.Y. ; Kao, H.Y. ; Lin, C.H. e Huang, S.H. (2012).
Review of trends from mobile learning studies: A meta-analysis. *Computers &
Education* 59, 817–827.

Zone ADSL (2020). *Baromètre de la couverture fibre et du très haut débit en
France*. <https://www.zoneadsl.com/couverture/martinique/>

Le coronavirus : régulateur du social ?

Pour une sociologie critique de la régulation des risques

Mohammed Radi

Université Chouaib Doukkali

El Jadida, Maroc

Résumé

La pandémie actuelle du coronavirus opère comme un organisateur du social hautement problématique parce qu'elle affecte les modes d'organisation sociale et politique et en ce qu'elle s'érige en menace pour les populations sensibles, et en impulsant une sur-régulation de la vie sociale et économique. Dans ce contexte, la pandémie a fait augmenter la demande de sécurité adressée à l'État. Cet article a pour objet d'analyser l'ampleur de cette demande produite par les processus de précarisation et le désarroi face à l'avenir. Nous allons essayer de montrer comment les zones de l'incertain, créées par les risques majeurs du covid-19, ont rendu le pouvoir réel de l'État plus vulnérable, et les inégalités sociales face à ces risques plus visibles. Nous s'attacheront à saisir pour l'essentiel, d'un point de vue plus critique, cette situation comme agencement actuel d'une configuration historique, et comme arène de régulations conflictuelles entre le pouvoir public (l'État) et la société, notamment celle des mal-lotés.

Mots clefs : risques – régulation – pandémie – incertitude – conflits – État – pouvoir.

La régulation sociale : un regard sociologique sur la conflictualité

Le concept de régulation sociale de Jean Daniel Reynaud (Reynaud, 1999), renvoie à l'idée selon laquelle la règle est le produit de l'activité de régulation. Selon Reynaud cette activité consiste dans « la manière dont les règles sociales sont élaborées, notamment par l'intervention d'une pluralité d'acteurs » (Terssac, 2012, p. 1). Pour lui la sociologie des régulations doit analyser la manière dont se créent,

se transforment ou se suppriment les règles, c'est-à-dire « la vie des règles ». À partir de cette conception les processus de régulation sont étudiés comme des processus d'institutionnalisation qui se font dans la conflictualité. Pour Reynaud les règles sociales sont « objet de pression, de contre-pression, de négociation. » (Bréchet, 2008, p. 18). De ce fait, la réalité sociale constatée par Reynaud, ce n'est donc pas la présence de règles, comme le croyait Durkheim qui insiste sur la présence d'une conscience collective comme lieu des règles, mais c'est plutôt la manière dont s'institutionnalisent, c'est-à-dire le processus de régulation.

Reynaud s'écarte beaucoup de Durkheim, dans la mesure où « la conception de Durkheim de la règle sociale exclut qu'elle soit élaborée par la rencontre et la négociation de deux groupes non seulement organisés séparément mais différents dans les valeurs qu'ils entendent servir comme dans leurs principes » (Reynaud J. D., 1989). C'est cette négociation qui fait que la construction des règles soit un enjeu social. Elle est le plus souvent objet de conflits, qui peut porter sur sa construction même, puisqu' « une part importante des conflits et des négociations concerne le maintien, la modification, le changement ou la suppression des règles » (Bréchet, 2008, p. 18). C'est cette conception de la régulation comme objet de conflits que j'essaierai d'examiner, d'une manière préliminaire dans les paragraphes suivants, ses conséquences pour l'étude des transformations controversées de nos rapports à un avenir devenu de plus en plus incertain à cause de la pandémie du Covid-19.

La pandémie un mal incontrôlable ?

En reprenant les analyses de Robert Castel, on peut dire qu'« **au niveau mondial, il n'y a guère de véritables instances de régulation sociale** » (Castel, 2013, p. 30). Ces régulations mobilisées par les États sont affaiblies, avant même cette pandémie, par la puissance économique des multinationales qui est généralement supérieure aux résistances que peuvent opposer ces régulations. Cette faiblesse adossée aux États s'est aggravée avec la pandémie actuelle du coronavirus, étant donné que le pouvoir public (L'État) dans plus de 170 pays atteints du covid-19, n'a qu'une capacité très limitée à contrôler une telle pandémie qui circule dans des espaces

transnationaux⁵⁶. La demande de sécurité adresser à l'État qui « *Prend sa source dans l'expérience de la vulnérabilité, dans le désarroi face à l'avenir, dans la dissolution de formes institutionnelles qui offraient des protections* » (Bourg, Kaufmann, & Joly, 2013, p. 10), est fréquemment désenchantée, même dans certains États-nations qui ont perdus aujourd'hui beaucoup de leur pouvoir du fait de la mondialisation. Une telle situation va produire une désagrégation, de plus en plus forte, des connexions entre l'État et la population la plus sensible aux risques sanitaires et socio-économiques du covid-19.

Le coronavirus, comme problème de santé publique est extrêmement sensible pour l'opinion et comprend d'importants problèmes de régulation des politiques publiques. C'est un problème plus politique que scientifique ou technique. En conséquence, l'impuissance de la science et de la technologie à faire face au virus a abouti à un glissement « planétaire » vers une régulation délibérément politique. Par ailleurs, il est nettement visible que « **les ministres semblent avoir bénéficié d'une « carte blanche** » (Gilbert & Raphaël, 2011, p. 57) .

Cependant, Les États des pays touchés par cette pandémie essaient de contrôler très imparfaitement les zones de l'incertain créés par les risques majeurs du covid-19, leur pouvoir réel de garantir une sécurité sanitaire, sociale et économique pour les populations les plus sensibles reste largement rabougri. Ces États ont mis en place plusieurs formes de solidarité nationale pour le soutien des populations défavorisées impactées par la crise, afin de freiner, partiellement, les processus de précarisation dues à la perte de travail ou à la baisse du revenu. Mais, comme je l'ai écrit dans un article dans le quotidien Libération (Radi, 2020), suite aux procédures de solidarité prise par l'État marocain, cette régulation sociale ne doit pas nous cacher les entraves que les mesures d'aides économiques et sociales ont connues, notamment sur le plan d'assignement des critères de sélection des populations qui n'ont aucune couverture sociale, en plus des difficultés liées à la digitalisation des démarches d'aides, surtout pour les catégories qui sont majoritairement anéanties par l'analphabétisme numérique.

⁵⁶ Le premier cas de coronavirus au Maroc est un marocain en provenance d'Italie

État social et reconnaissance des risques

Il est « anti-sociologique » de faire une apologie de l'Etat social en s'appuyant sur la dynamique actuelle de régulation des risques du covid-19 sans analyser la cohérence d'ensemble de quatre piliers : **«la protection sociale et le droit du travail, mais aussi les services publics et les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi.»** (Ramaux, 2007, p. 13).

Au Maroc, la création d'un fond de solidarité nationale dédié à la gestion de la lutte contre les risques sanitaires et sociaux du coronavirus est un élément régulateur important, mais cette régulation doit pouvoir garantir une continuité de la reconnaissance des risques. Dans ce cadre, l'intervention de l'État doit se faire dans une visée sociale.

Il serait important pour le sociologue d'analyser les situations réelles des régulations produites par l'État pour découvrir, selon une optique critique, les rapports de forces dissimulés derrière ces régulations. Cette dynamique peut dissimuler des formes d'exclusion et des rapports de force qui ont une configuration historiquement problématique. Les mal lotis parmi les actifs occupés qui ont connu aujourd'hui une forte précarisation due à la perte de travail dans la situation de confinement sont majoritairement ceux qui sont exclus du secteur formel avant la pandémie.

Si on souligne l'importance des conditions de vie des défavorisés qui travaillent dans l'informel, telle qu'elles s'était reproduites avant la pandémie par les règles de droit et les dysfonctionnements des processus de contrôle des rapports du travail et de l'emploi, - condition de non stabilité, et de fragilité socio-économique du secteur informel-, cela veut dire qu'il y a une forte connexion entre les régulations effectives du rapport au travail et l'importance de ces risques pour ces défavorisés.

Dans une perspective critique, que je propose afin d'analyser la toile de fond des régulations des risques du covid-19, il me semble que « l'épicentre » de la crise sociale et économique du covid-19, comme un fait social lié non seulement à l'histoire des pandémies mais aussi à l'histoire des régulations sociales et politiques, réside dans l'effritement de ces régulations, qui reproduisaient l'inégalité sociale face aux risques. Les probabilités du risque du chômage et de

précarisation son plus grandes pour la population qui travaillaient le plus souvent dans l'informel avec des salaires non régulés et dérisoires.

Il y'a donc des liens évidents entre les processus de régulation du rapport au travail et les risques du covid-19. Ces liens qui révèlent que la population la plus sensible aux risques du covid-19 qui se trouve dans une situation de travail non réglementaire et par conséquent sans sécurité sociale est la population la plus menacée par les risques de perte de travail ou de précarisation due à la pandémie actuelle.

Covid-19 et inégalités sociales face aux risques

Cette situation a élargi de plus en plus la dimension de l'incertain, ce qui a provoqué d'énormes transformations dans les régulations sociales, économiques et politiques inopinées. Cela peut interpeller la sociologie critique, qui « **a pour univers de référence non des faits, mais des mondes possibles dont le réel ne constitue qu'un segment** » (Munck, 2011, p. 7) à analyser cette crise sanitaire collective comme un segment révélateur de ces transformations, que je propose d'analyser en termes de régulations.

On peut donc faire des transformations des régulations produites par la gouvernance des risques du covid-19 comme la pierre angulaire d'une approche critique du social et de l'État. Ce qui permettra de remettre en cause les catégories dominantes et discuter les phénomènes d'inégalités ou de pouvoir, à travers l'analyse de ces risques comme une technologie politique utilisée pour gouverner les conduites, et le dévoilement de l'exclusion sociale et la domination d'intérêts économiques produite par les régulations liées aux modes de protections sociales.

Une sociologie critique de la crise du covid-19 peut aussi analyser les inégalités sociales face au risque engendré par cette pandémie. Il existe une tradition de travaux anglo-saxons qui cherchent à montrer l'existence de ces inégalités d'exposition à un certain nombre de risques, notamment les risques de précarisation et perte de travail, qui affecte très souvent la population la plus mal lotis. Cette tradition est nettement différente de ce que disait Ulrich Beck, que les « nouveaux » risques (industriels, écologiques, etc) avaient un caractère un peu plus démocratique parce que personne n'y échappait.

Pour Beck « les risques exercent *objectivement* un effet *égalisateur* (...). [ils sont] caractérisés par une *tendance à la globalisation*. La production industrielle s'accompagne d'un universalisme des menaces indépendant de leur lieu d'origine (...). Cette tendance à la globalisation débouche sur des situations d'exposition aux risques qui, parce qu'elles sont générales, perdent leur spécificité » (Beck, 2001). Malgré l'importance de l'ambition de Beck de proposer une théorie universelle ces analyses ont rencontrées des limites : selon Castel l'analyse de *la société du risque* d'Ulrich Beck « fonctionne sur un amalgame entre différentes sortes de risques très hétérogènes, qui sont à la fois des risques sociaux, des risques écologiques, des risques sanitaires, etc. En fait, en additionnant des risques qui n'ont rien de commun entre eux, on additionne les peurs, et on se rend impuissant par rapport à la nécessité d'affronter ces risques. Parce que chacun ne peut être traité de la même façon. » (Castel, 2013, p. 29) . Le point de vue de Castel est à mon avis plus analytique, est beaucoup plus importante qu'une approche globale de « la société du risque ».

Il est vrai que le covid-19 représente un risque planétaire majeur, mais une analyse critique va au-delà de cet aspect globalisant, en cherchant à comprendre les inégalités sociales face à ce risque⁵⁷. À cet égard, on peut étudier les rapports qui peuvent exister chez les populations vivant dans des quartiers dévastés par la précarité, entre leur situation socio-économique et l'importance du seuil de tolérance aux comportements et pratiques opposés aux règles du confinement.

Pour les autorités publiques, cette tolérance est vue comme une infraction à la régulation de contrôle, mais du point de vue de la rationalité de l'acteur, une telle tolérance réside dans une régulation autonome que produisent ces populations pour faire face au risque. En effet, les personnes issues des familles défavorisées vivent dans des conditions de vie et de logement marquées par la précarité ; ce qui pousse plusieurs d'entre elles, surtout dans les familles nombreuses, à s'opposer aux règles du confinement et à sortir de leurs maisons qui ne dépassent pas, le plus souvent, les 45 m².

⁵⁷ Certains éléments de cette analyse sont repris de mon article « «COVID-19 » et la répartition sociale du risque » (Radi, 2020), avec un développement de l'analyse introduisant le concept de régulation.

Le processus de nivellement mondial des situations d'incertitude et de menaces provoquées par le coronavirus, ne doit pas nous cacher l'existence d'une inégalité sociale même au sein de l'exposition au risque. Ces inégalités apparaissent essentiellement là où se recoupent les régulations du risque produites par les autorités publiques et la situation de précarité socio-économique de la population défavorisée. Pour cette population, à bas revenu, le risque extrême et la précarité extrême s'attirent systématiquement comme des aimants, ce qui crée une opposition fondamentale entre les règles du confinement et celles qui régulent la rationalité de l'action chez cette population.

Or, une telle opposition, qui révèle les relations d'asymétrie de position sociale et de pouvoir qui existaient avant même la pandémie actuelle, ne tombe pas du ciel. Il est l'effet de l'histoire des régulations officielles des champs socio-économiques et politiques qui reproduisaient l'inégalité sociale face aux risques, largement démentie par le discours des politiques publiques.

Agencement actuel d'une configuration historique

En effet, les classes défavorisées subissent dans la plupart du temps les percussions négatives des nouvelles régulations du marché socio-économiques. Ce qui s'est « passé » de ce point de vue, dans le cas du Maroc par exemple, c'est le problème d'inclusion des jeunes et des femmes dans le marché du travail, la lente progression de l'emploi qui fait que le nombre d'emplois créés ne suffit pas pour absorber l'afflux de la population en âge de travailler, et la domination de l'informel sur le marché du travail (Banque mondiale, 2018). Il sera opportun d'analyser l'impact de la cristallisation de ces facteurs sur l'élargissement de l'incertain socio-économique et par conséquent la perte de protection contre les risques de chômage et de précarité pour une grande majorité de la population.

La pandémie du coronavirus a rendu cet impact plus visible et beaucoup plus grave, puisque le confinement va empêcher cette population de « gagner sa vie ». En élargissant ce raisonnement, on avance l'hypothèse que les risques majeurs que courent les défavorisés dans le contexte de cette pandémie s'inscrivent dans une problématisation plus générale, qui se rapporte à l'histoire des régulations problématiques de la protection sociale.

Cette hypothèse permet l'analyse des régulations des crises du coronavirus présentes comme analyse d'un agencement actuel d'une configuration historique de régulation sociale puisque « Le présent a des antécédents historiques dont il diffère par des variations qui sont elles-mêmes analysables » (Castel, 1999, p. 176). Cette histoire marquée par l'accroissement du travail précaire notamment dans le secteur informel, va influencer le programme de solidarité nationale déployé par l'État pour le soutien de la population la plus impactée par la crise, notamment celle qui travaillait dans l'informel. Ce programme ne pourra avoir une ténacité à se battre contre les risques de précarisation due au covid-19 qui vont s'ajouter à celle que vivait cette population avant la pandémie.

L'héritage d'une protection inégale liée à une régulation discriminante de l'activité de production et de travail va accabler les régulations sociales des risques du covid-19. L'État, à travers la caisse nationale d'aides, créée spécialement pour le soutien de la population la plus impactée par cette discrimination, ne peut pas exaucer ce soutien à moyen et à long terme. Cette catégorie des plus fragiles des actifs qui n'avait avant la pandémie aucune sécurité sociale liée au rapport de travail, va être la catégorie la plus affectée par les risques du déclin social du covid-19.

Dans le cas du Maroc, ce programme d'intervention publique pour le soutien à ces catégories, sans lequel l'État « social » n'aurait pu éclore, est problématique parce que cette régulation sociale qui a pu absorber la colère des populations sensibles, et par conséquent enrayer les protestations et la désobéissance généralisée aux règles du confinement, a en même temps rendu plus visible les flagrantes inégalités sociales face aux risques. Dans l'absence d'un registre unifié et national de la population sur le territoire national qui pourra rehausser l'efficacité du dispositif de régulation de la sécurité sociale face aux risques, les démarches de cette régulation ont rencontré beaucoup d'entraves liées aux mesures d'aides, notamment sur le plan d'assignement des critères de sélection des populations qui n'ont aucune couverture sociale, en plus des difficultés liées à la digitalisation des démarches d'aides, surtout pour les populations qui sont majoritairement anéanties par l'analphabétisme numérique.

Risques du covid-19 et régulations à deux vitesses

Entre la menace visible de consumer de plus en plus dans une précarisation aggravée par le confinement et la menace invisible d'une atteinte par le coronavirus, c'est l'évidence de lutte contre cette précarisation qui emporte plusieurs personnes ont un seuil de tolérance plus élevé aux comportements et pratiques opposés aux règles du confinement. On le voit très nettement, même à l'échelle internationale : misère matérielle et aveuglement face au risque sont en partie liés. L'aveuglement de ces catégories face au risque est la résultante non seulement d'une différence d'ordre culturel mais aussi d'une régulation autonome produite par eux dans des contraintes sociales spécifiques. En analysant l'arène du conflit entre cette régulation et les règles du confinement et de sécurité sanitaire produites par le pouvoir public, on peut saisir les transformations des rapports entre l'État et la société dans la situation de la pandémie actuelle.

Il est important de signaler qu'au Maroc, l'État intervient dans cette situation de la pandémie comme « État social » puisque ses régulations, notamment ceux qui concernent le soutien social et économique de la population défavorisées, visent essentiellement à garantir la sécurité. Or, la majorité des actifs occupés qui travaillent dans le secteur informel ne bénéficient pas d'une assurance sociale préalablement établie, contrairement à ceux du secteur formel. Ce qui a conduit à la création d'un fond covid-19 à partir des prélèvements des salaires des fonctionnaires et les agents de l'État et des collectivités territoriales, ainsi que les employés des établissements publics. Dans cette situation, la sécurité face aux risques qui constitue le « noyau dur » de l'État social est problématique puisque les ressources de l'aide sociale destinée à ceux qui travaillent dans l'informel ne parviennent pas des caisses de l'État, en plus qu'elles sont temporaires et échappent au circuit réglementaire de l'assurance sociale. Il y'a donc une régulation à deux vitesses des risques du covid-19 qui révèle l'existence d'une répartition inégale du risque et de son doublon, la sécurité.

Une sociologie critique des régulations des risques peut donc être porteuse d'un regard particulier sur ces inégalités liées aux « phénomènes de marginalité, de désaffiliation ou de pauvreté (...) des formes (...) de l'évolution du rôle de l'État et de la place du politique ; des transformations de l'action publique » (Borraz, 2013,

p. 240) . La pandémie du coronavirus peut être considérée dans cette sociologie comme un phénomène révélateur de ces démentions du réel qui peuvent être escamotées derrière les jeux de pouvoir et les politiques publiques. Elle peut être analysée aussi comme une crise régulatrice du fonctionnement social et politique puisqu'elle est intimement liée aux configurations sociales et politiques.

La pandémie du coronavirus a abouti à la production de nouvelles régulations concernant le confinement sanitaire, le déconfinement progressif, la redistribution de richesse, et les politiques publiques. Elle est donc régulatrice du social. Or, cette régulation n'est pas sans liaison avec des conflits et des inégalités sociaux face aux risques. Dans cette optique il sera intéressant d'analyser les transformations des rapports entre l'État et la société en termes de conflits de régulation.

La pandémie actuelle va contraindre l'État à produire des règles de contrôle, qui sont officielles et formelles (régulation de contrôle), pour gérer la crise. De telles règles – tel que les règles de confinement et de déconfinement progressifs – ne sont pas tout-à-fait respectées par la population, notamment celle des travailleurs de l'informel qui vivent dans des conditions marquées par la précarité. Malgré l'importance majeure de ces règles pour la sécurité sanitaire publique, et l'aide monétaire qui lui a été destinée par le Ministère des Finance pour l'encourager à rester chez elle pendant la période du confinement, cette population va miner de plus en plus dans la précarisation due à la perte du travail.

L'analyse d'une telle situation particulièrement en période de confinement et de déconfinement peut nous permettre de saisir l'arène de régulations conflictuelles entre le pouvoir public (l'État) et la société. La population la plus exposée aux risques du covid-19, et la plus défavorisée a une autre perception du risque traduisant sa propre position sociale, va produire de ce fait ses propres règles de conduite et donc sa régulation autonome caractérisée par un seuil de tolérance plus élevé aux comportements et pratiques opposés aux règlements du confinement. Cette population vit entre la précarisation et le confinement sanitaire, entre la menace visible de consumer de plus en plus dans une précarisation aggravée par le confinement et la menace invisible d'une atteinte par le coronavirus. Dans cette tension, c'est l'évidence de lutte contre cette précarisation qui emporte plusieurs personnes des catégories sociales les plus démunies (Radi, 2020).

L'opposition de ces catégories aux règles du confinement produites par l'État n'est pas un choix mais une contrainte due à la situation sociale et économique des défavorisés, qui minent dans des conditions de vie marquées par la précarité du logement. Des familles nombreuses qui habitent des maisons qui ne dépassent pas le plus souvent les 45 m², ne peuvent pas résister plus longtemps au confinement qui les empêche de sortir de chez eux pour s'oxygéner et aussi gagner leur vie. Il s'agit là d'un trait majeur pour rendre compte sociologiquement des transgressions aux règles de confinement.

La situation d'opposition et donc de conflits entre les règles du confinement qui régulent la sphère de la sécurité sanitaire, et les règles de l'activité sociale et économique, va produire une régulation intermédiaire traduite par le déconfinement progressif. C'est cette régulation qu'on peut analyser sociologiquement comme une régulation conjointe.

Il faut préciser ici que dans la situation de crise actuelle il n'y a pas de règles stables, mais il y'a une stabilisation sous certaines conditions. Cette stabilisation provisoire et problématique, puisqu'elle va nous obliger à « vivre avec le virus », trouve sa légitimité dans le fait qu'elle assure un certain équilibre – temporaire – entre la sécurité sanitaire et la sécurité sociale et économique, et maintient un compromis provisoire entre la société et l'État sans lequel on se trouvera devant une dérégulation ou déstabilisation majeure. Le déconfinement progressif qui est une configuration de cette stabilisation envisageant une des faces des régulations incertaines d'une situation elle-même marquée par l'incertitude, devient alors un processus de légitimation de l'intervention de l'État, et catégorie pertinente pour saisir le déploiement ultérieur de l'État social.

Le déconfinement progressif dans la situation de la pandémie du covid-19 invite la sociologie à s'interroger sur les transformations des rapports de l'État à la société sous l'ongle de deux catégories fondamentales : le risque social et la protection. Résonner ce déconfinement en termes de régulation de l'incertain, c'est appréhender le risque du covid-19 comme réorganisateur de ces rapports qui vont se focaliser de plus en plus sur la liaison, effective entre les catégories du risque, insécurité sociale et politiques publiques.

En guise de conclusion

La pandémie du coronavirus est un fait social révélateur des transformations, des dysfonctionnements dans les régulations et l'approfondissement des inégalités sociales face aux risques. Elle offre à contrario l'opportunité de réorganiser les rapports, essentiellement précaires dans les sociétés. La crise du covid-19 peut donc être analysée, du point de vue d'une sociologie critique des régulations des risques, comme producteur d'une dynamique de réorganisation conflictuelle de la société, nécessairement liée aux ambiguïtés de la protection contre les risques.

Nous pourrions en conséquence engager une lecture critique de la pandémie actuelle, par l'élaboration d'une analyse fructueuse des dynamiques des régulations problématiques des risques. Ceci nous permettra de saisir comment la pandémie actuelle sert aujourd'hui aussi bien à caractériser des problèmes sociaux qu'à conduire l'action publique.

Références bibliographiques

- Banque mondiale. (2018), « Le marché du travail au Maroc : défis et opportunités », 9 avril 2018. Récupéré sur : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/morocco/publication/labor-market-in-morocco-challenges-and-opportunities>. (Consulté le 22 juillet 2020)
- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (1986), trad. de l'allemand par L. Bernardi. Paris: Aubier
- Borraz, O. (2013). « Pour une sociologie critique des risques » in Dominique Bourg et al., *Du risque à la menace*. Collection : *L'écologie en questions*, PUF.
- Bourg, D., Kaufmann, A., & Joly, P.-B. (2013). « Vingt-cinq ans après la société du risque » Collection : *L'écologie en questions*, Puf, p. 1 à 16.
- Bréchet, J.-P. (2008). Le regard de la théorie de la régulation sociale de Jean Daniel. *Revue française de gestion*, 4(184), p. 13 à 34.
- Castel, R. (1999). « Configurations historiques et problématisation du présent », *Le Genre humain*, 35(2), p. 173 à 176.
- Castel, R. (2013). « Individus, risques et supports collectifs », *Idées économiques et sociales*, 171(1), p. 24 à 32.

- Gilbert, C., & Raphaël, L. (2011). « Vers une gestion politique des crises sanitaires ? » (P. d. Po, Éd.) *Les Tribunes de la santé*, 32(3), p. 55 à 60.
- Munck, J. D. (2011), « Les trois dimensions de la sociologie critique », *Régimes d'explication en sociologie, SociologieS*. (6 juillet).
- Radi, M. (2020). « Covid-19 et répartition sociale du risque. Réflexions sur quelques éléments d'analyse sociologique possible des inégalités sociales face aux risques ». *Liberation*, (22 avril), Horizon.
- Ramaux, C. (2007). « Quelle théorie pour l'État social ? Apports et limites de la référence assurantielle. Relire François Ewald 20 ans après L'État providence ». *Revue française des affaires sociales*, 1, p. 13 à 34.
- Reynaud J-D, (1999). « Conflit et régulation sociale. Esquisse d'une théorie de la régulation conjointe, » *Revue française de sociologie*.
- Reynaud, J. D. (1989). *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. Paris : Armon Colin.
- Terssac, Gilbert De, (2012), « La théorie de la régulation sociale : repères introductifs », *Revue Interventions économiques*.

Le COVID19, le quotidien et la problématique du lien social. De l'épuisement d'un système de pensée et d'Organisation et d'une mondialisation dénuée de sens.

RACHID HAMADOUCHE

Professeur de Sociologie
Université d'Alger-2-
Département de Sociologie

Résumé

Notre contribution, « la crise sanitaire (Covid19), le quotidien et la problématique du lien social... », a pour objet de développer la relation existante entre la pandémie -Covid19- que connaît la planète et la problématique du lien social dans un monde en passe d'un système de pensée en épuisement et d'une mondialisation dénuée de sens. Ce qui nous semble intéressant à voir, c'est d'essayer de montrer comment se réalise cette manière de vivre ensemble et d'être, à l'aube de cette crise sanitaire par rapport aux autres, et rappeler que « même s'il appréhende le monde en termes réifiés, L'homme continue à le produire » comme le souligne si bien Berger et Luckman. Nous sommes devant un grand tournant de l'histoire de l'humanité qu'il va falloir analyser et l'apport des sciences sociales dont la sociologie s'avère plus que nécessaire afin de saisir les effets et les enjeux de cette pandémie. Quels sont les effets par exemple de cette crise sur la construction du lien social ? Quel est le visage urbain de cette crise ? La réflexion portera aussi sur la relation que pourrait avoir l'analyse des liens entre urbanisation, quotidienneté et gouvernance locale.

Mots clés : crise sanitaire, pandémie, lien social, mondialisation, quotidienneté, urbanisation et gouvernance, solidarité, l'agir communicationnel.

Introduction

Le Monde a vécu et vit une crise sanitaire que beaucoup d'entre nous n'ont pas connue auparavant. En effet c'est une épreuve à la fois personnelle et collective qu'il va falloir surmonter d'une manière conjointe. Cette crise a pris de court toute la communauté internationale.

Tout est à l'arrêt, on a l'impression que tout est bloqué, tout est en panne : l'économie, l'éducation, le sport ainsi que le politique, tous en mode stand-by. On a affaire à des sociétés « bloquées » pour reprendre Michel et Crozier (1970, 253 p.). Un simple virus a envahi le monde et a contraint des millions / milliards de personnes au confinement et a mis à nu les systèmes de santé de pas mal de pays que ce soit dans les pays du Nord ou dans ceux de l'hémisphère sud. Rien ne sera plus comme avant, nos comportements, nos vies, nos projets se retrouvent bouleversés. Nous sommes devant un grand tournant de l'histoire de l'humanité qu'il va falloir analyser et l'apport des sciences sociales dont la sociologie s'avère plus qu'indispensable afin d'essayer de saisir les effets et les enjeux de cette pandémie. Quels sont les effets par exemple de cette crise sanitaire sur la construction du lien social ? Assistons-nous à la fin d'une mondialisation dénuée de tout sens ? La crise a aussi son visage urbain, ce qui nous amène à réfléchir sur la relation que pourrait avoir l'analyse des liens entre urbanisation, quotidienneté et gouvernance locale afin d'aboutir aux logiques d'organisation sociale et spatiale qu'on pourrait identifier.

Epuisement/ échec d'un système de pensée/ d'organisation

Que faire devant un (ennemi invisible) qu'est le Coronavirus ou la Covid19 ? Ce dernier qui a contraint les personnes à un respect strict des mesures d'hygiènes et à une restriction des mouvements.

Nous sommes donc devant un moment et un grand tournant de l'histoire de l'humanité où il va falloir marquer un temps d'arrêt afin d'y penser ce moment « M » et ce temps « T » de l'histoire de l'humanité.

L'une des révélations de cette crise sanitaire est probablement l'annonce de l'épuisement d'un système d'organisation, et d'une manière d'être imposée par une mondialisation elle aussi arrivée à terme et qu'il va falloir repenser/ revoir puisque

les liens sociaux se sont affectés entre les habitants de notre planète. En effet, avec tous les dégâts que ce virus a causé, il est quasi impossible de vivre comme avant, ce qui nous amène à engager une réflexion qu'on peut qualifier de la vie d'après corona, qui prônera une vie et un mode beaucoup plus virtuel comme l'ont si bien expérimenté des millions de personnes qui sont passés au télétravail, les écoliers eux aussi se sont mis au téléapprentissage ou au e. Learning ou le télé-enseignement ou à l'apprentissage électronique après la e. live.

Tout simplement, cela pour dire aussi que nous, habitants de l'hémisphère sud sommes contraints à édifier une société de la connaissance où seraient pris en charge la santé et le côté spirituel de l'individu. En d'autres termes, la mondialisation à laquelle on doit réfléchir est celle où seront respectés les spécificités des uns et des autres, pays du centre et ceux de la périphérie, pour reprendre l'expression si cher à S. Amine (1973,365p). Une mondialisation où s'articulera mondialité et spécificité, modernité et authenticité, communauté et société au sens Töniessien du terme (1987).

L'individu, l'être humain (qu'il soit du nord ou du sud) doit apprendre à se réorganiser, il va falloir apprendre aussi à créer de nouvelles manières de vivre et d'être avec les autres (tissage de nouveaux liens sociaux) : donc penser à un système et à un mode d'organisation qui ait du sens.

Repenser le vivre ensemble, c'est ce à quoi on doit réfléchir tous ensemble afin d'aboutir et d'arriver à donner du sens à la vie et par la même occasion consolider les liens sociaux.

La crise COVID 19 et la problématique du lien social

Ce virus, aussi microscopique soit-il, aura réussi à imposer et poser en force la problématique du lien social. L'individu pourra-t-il se passer de relations sociales ? (R. E. Park in Grafmeymer : 2004-177) Sachant que le lien peut affecter d'une manière très massive à la fois la santé mentale et physique de l'individu (Boris Cyrulnik, Le Monde, La Tribune 26.05.2020). En évoquant la notion du lien social, nous pensons à la fois à la notion de « vivre ensemble » et des relations de l'individu aux groupes, soulignant au passage que cette notion est en phase de construction. L'individu tisse des liens primaires avec ces « groupes d'attache » tel

que la famille, puis ces réseaux relationnels se développe à toutes les autres institutions de la société par l'intermédiaire du processus de socialisation. A juste titre, la pandémie que connaît notre planète peut-elle constituer un élément fondamental dans la production du lien social, puisque l'échange, l'interactivité et la solidarité que procure cette crise sanitaire peut s'avérer très intéressante dans la construction non seulement des liens réels mais aussi symboliques. D'autre part, la - Covid19- peut-elle avoir un rôle dans le processus de construction, de déconstruction et de reconstruction des formes de sociabilité des individus et des populations ? Emmanuelle Marie nous fait rappeler cependant que « les relations de sociabilité dépendent d'activités qui sont-elles le produit de degrés divers de relations à autrui. » (Marie Emmanuelle, 2002, 364). En allant dans ce sens, est-il possible de parler de « stabilité sanitaire » ? Puisque tous nos gestes et toutes nos actions sont et seront soumises et régulés par les gestes barrières qui nous seront dorénavant dictés par les autorités. Ceci-dit, le concept de sociabilité est un concept très important dans l'analyse de la question du lien social. Simmel nous apprend que « ce concept [sociabilité], ne peut se réduire à une simple conception conviviale de la relation. » (Simmel, 1991, 128).

Les autorités par souci de contenir ce virus et d'éviter sa propagation, étaient dans l'obligation d'imposer certaines règles sanitaires afin de limiter au maximum toutes manifestations et/ou rapprochements physiques qui permettraient à son tour de s'occuper des personnes les plus affectées par le virus démontrant par la même des gestes de solidarité envers ces franges de personnes fragilisées mentalement et physiquement.

En Algérie comme partout ailleurs, cette crise sanitaire a fait en sorte que les populations se mobilisent dans un esprit de solidarité et ce afin de veiller au bien-être de l'ensemble de la population, mais plus particulièrement aux plus fragiles, nous avons vu par exemple cet élan de solidarité de toutes les wilayas du pays pour exprimer leur totale solidarité avec la wilaya « préfecture » la plus touchée par la pandémie ,la wilaya de Blida située à 45km d'Alger ,des denrées alimentaires et du matériel sanitaire ont été acheminées à Blida, sans oublier le recours aux technologies de l'information et de la communication (T.I.C) pour exprimer leur solidarité aux plus touchés par la COVID 19 et consolider ainsi les liens sociaux.

Nos sociétés ne sont fortes qu'en période de crise. (Hamadouche Rachid, 2009, 2017,425p.).

Et comme tout un chacun sait et à l'ère de l'agir communicationnel pour reprendre, Jürgen Habermas (2001 : 448p), les T.I.C. étaient et sont là pour nous accompagner avec une multitude de moyens (réseaux sociaux, Smartphone, Facebook, Viber etc. afin d'atténuer les effets gênants du confinement et des mesures sanitaires parfois drastiques qui pouvaient atteindre le moral des personnes et peser négativement sur leur qualité de vie. D'ailleurs pendant les fêtes de l'Aïd el Fitr (rupture du jeûne), les algériens ont eu un e. Aid après la e. live, en ayant recours à ces moyens de communication pour entrer en contact avec les membres de leurs familles, leurs voisins, ainsi que leurs collègues de travail. D'ailleurs, ces T.I.C ont permis aussi la sauvegarde de milliers de postes de travail grâce à la technique du télé travail que ça soit dans le secteur économique ou celui de l'éducation ou de l'enseignement supérieur. Tout cela pour dire que ces moyens (T.I.C) ont permis de cultiver un temps, soit peu les émotions sociales, car les mesures de prévention auxquelles ont eu recours les autorités telles que la distanciation sociale s'est avérée indiscutable et l'animal social qu'est l'être humain ne peut imaginer ni concevoir ne serait-ce qu'une seconde être privé de relations sociales.

Le séisme qu'avait provoqué la crise sanitaire que nous vivons a eu un effet même sur nos interactions les plus simples (poignée de main, distance sociale, etc.) en nous imposant le masque par exemple en guise de protection, nous perdons notre singularité, ce qui défigure le lien social et plonge l'individu dans l'anonymat total comme le soutient d'ailleurs D. Le Breton (11Mai 2020, Le Monde, Tribune).

Crise sanitaire, solidarité et/ou la fin d'une hégémonie

La crise sanitaire a surpris la communauté internationale qui s'est avérée beaucoup plus vulnérable qu'on le pensait, elle a été touchée dans son immunité, et ce malgré les avancées technologiques. Cette communauté est tenue de réfléchir à de nouveaux modes et rituels de deuil par exemple, car cette pandémie par le fait que certains d'entre nous aient perdu un proche et n'ont pas pu l'accompagner lors de ces derniers moments, nous pousse à inventer / réfléchir à de nouveaux modes d'organisation de cérémonies virtuelles par exemple comme nous le suggère Boris

Cyrulnik « Un bon choix éthique peut-être un mauvais choix économique » (26/05/2020). Pendant cette pandémie, nous avons relevé aussi un grand élan de solidarité avec et envers les « petits métiers » tels que les éboueurs ou le corps paramédical ou les auxiliaires de santé, métiers qui se sont avérés plus qu'indispensables et qui devraient être revalorisés socialement après cette crise.

Peut-on alors parler de « fin de civilisation » ou de la fin d'un système mondial rongé par des disparités énormes entre pays du centre et ceux de la périphérie ? L'absence de solidarité entre les sociétés de la rive Nord et celles de la rive Sud nous a démontré la fragilité de l'être humain ainsi que le système mondial qui a géré et qui a imposé son hégémonie sur toute la planète, s'avère en définitif dénué de tout sens puisque les principes de solidarité, d'équité et de justice sont absents. Il est temps que cette hégémonie soit démystifiée.

Les limites d'une mondialisation et la nécessité d'une rupture épistémologique et paradigmatique

Beaucoup de chercheurs en sciences sociales s'accordent à dire que cette pandémie marque la fin d'une ère, d'un cycle et d'un mode d'organisation pour ne pas dire la fin et l'épuisement d'une civilisation qui a démontré toutes ses limites que ce soit pour les populations de la rive Nord ou celles de la rive Sud. Toute l'humanité a souffert de ce virus si microscopique soit-il. On n'a pas affaire à « Je » ou « Eux », mais on a affaire à « Nous – l'Humanité » d'où la nécessité d'une rupture épistémologique et paradigmatique. A travers cette pandémie, on va essayer de lire la ville, les espaces urbains, comment consomme-t-on cette ville et ces espaces-là ? Pour beaucoup de géographes et de spécialistes de la sociologie urbaine, la rapidité avec laquelle ce virus (de la Covid-19) s'est propagé est imputable à la vulnérabilité des périphéries et des espaces urbains, se basant sur les connaissances acquises depuis la pandémie du SARS en 2003, entre autre le rapprochement des zones urbaines des zones naturelles où vivent les animaux réservoir de ce virus ..., où le rôle majeur des infrastructures (aéroports, autoroutes) favorisent l'expansion spatiale du virus, etc. (Urbanisation et mobilité, 02/04/2020 : La métropolisation). En d'autres termes, la faute incombe à la métropolisation ou à la concentration des populations et des richesses qui ont facilité la pandémie, d'où l'obligation du

confinement et les mesures de distanciation sociale pour casser la chaîne de contamination, et atténuer un peu cette intensité des mobilités de nos sociétés puisqu'on a affaire à des sociétés de liens où les formes de sociabilités ont facilité la propagation du virus.

À la situation de confinement et à celle du déconfinement, une réponse pourra être imaginée par les spécialistes des sciences sociales en optant pour une rupture avec les modes de pensée adoptés jusqu'alors, c'est-à-dire aller vers une rupture épistémologique et paradigmatique dans un souci de repenser la ville et ses structures et aller à un profond remaniement de l'espace urbain qui est une manière de répondre au concept « d'urbanisation tactique » comme le soutient Clothilde Gaillard (*L'Automobile-l'Entreprise Magazine* 27/04/2020).

Cette pandémie aura servi dans tous les cas à démontrer les limites d'une organisation. Ce qui a amené Fanny Parise de l'Université de Lausanne dans son papier du 02 Avril 2020 à considérer « le confinement comme une transition vers de nouveaux modes de vie », c'est-à-dire de reconfiguration du temps et des tâches quotidiennes facilitant ainsi l'émergence de nouveaux rituels, l'idée à laquelle s'est joint Boris Cyrulik (2020).

Mais ces nouveaux gestes et pratiques instaurés par les autorités et qui ne sont pas ancrés dans l'inconscient collectif, vont engendrer une déstabilisation d'un ordre établi et vont aussi bousculer et déstructurer un quotidien qui paraissait être banal et routinier. Ces nouvelles règles imposées pour faire face au COVID-19 peuvent être considérées comme des « rites intermédiaires », nécessaires au travail de rupture d'avec les anciens gestes/rituels, et par là-même une rupture d'avec un type de liens sociaux permettant ainsi l'émergence de nouveaux liens, notamment en ayant recours à un usage très dense des nouvelles technologies de communication (T.I.C). Cependant, les nouvelles barrières et les rites intermédiaires décidés par le gouvernement ne sont pas tous vécus au quotidien de la même manière par les différentes personnes confinées, pour cela nous avons eu recours à une construction idéal -typique des personnes confinées et on a abouti à ce qui suit :

Type Un de personnes confinées, c'est un type qui voue un respect total aux mesures sanitaires imposées par les autorités, autrement dit on a affaire à des

personnes qui accordent un attachement total aux règles sanitaires, donc « **un attachement voulu** ».

Type deux, c'est un type qu'on peut qualifier de « variante mixte » ou « d'entre-deux », c'est un type de personnes tiraillées entre sorties pour faire des courses où se dégourdir les jambes, et le confinement à la maison dans le cadre du télétravail ou même faire des exercices physiques ou des travaux, ce type de personnes vit en parfaite concordance avec son confinement au quotidien d'une manière tout à fait normale. On a affaire donc à un type qui s'attache et se détache aussi facilement des nouveaux rituels.

Type trois, c'est un type de personnes qui n'arrivent pas à s'accommoder et à s'adapter avec les nouvelles règles sanitaires, ni avec les nouveaux rituels au quotidien, le fait d'être accroché par exemple à son laptop dans le cadre du télétravail- charge de travail parfois insupportable puisque cela influe négativement sur sa qualité de vie, d'où « **un attachement total mais imposé** » pas voulu qui génère des clashes et des heurts au sein de la même famille.

Par ailleurs, ce qu'il faudrait retenir de cette construction idéal-typique et en l'absence de statistiques, on peut dire que le type deux est le type le plus dominant, puis le type Un qui suit, enfin le type Trois vient en dernière position.

Ce qu'il faut retenir avec l'avènement du confinement, c'est le retour ou le come-back des relations de face-à-face où les relations de proximité, ou le tout ou l'agir communicationnel, si la COVID-19 a rompu certains liens, il a réussi à en créer d'autres liens sociaux qui semblaient rompus entre les membres d'une même famille pour cause d'un excès de communication à travers aussi un excès d'usage des T.I.C, c'est paradoxal, mais c'est comme ça.

A noter aussi que le dénominateur commun des trois types réside dans le fait que chacun essaie d'innover à sa manière en instaurant de nouveaux rituels de vie au quotidien, s'adonner par exemple à des tâches qu'il n'avait pas l'habitude de faire comme faire du ménage, faire de la peinture, faire à manger, du sport, etc.

Essayer d'analyser les nouveaux comportements humains suite aux nouveaux comportements issus du confinement ,nous conforte dans notre conviction que la sociologie de la vie quotidienne peut constituer un « niveau » et un « palier » de la société globale qui renferme les formes de sociabilité (Habermas Jürgen, ,

2001,448p.), sachant que la sociologie de la vie quotidienne s'appuie à l'évidence sur une démarche compréhensive, dès lors la vie quotidienne s'impose comme un révélateur des dimensions cachées de l'urbain et un enjeu de changement social.

Le visage urbain de la pandémie

La crise sanitaire a aussi son visage urbain, à commencer par la crise de sociabilité, des repères et d'adaptabilité, car les relations sociales sont très fréquemment et inévitablement liées à des relations spatiales (N. Driss 2002 :99.27-30).

Pour résumer nous dirons : Que cette pandémie/crise sanitaire COVID-19 nous a démontré la **fragilité de notre monde** malgré les avancées technologiques, on a assisté à un « déficit flagrant » de réaction face à la pandémie.

Il y'a eu une réaction individuelle de la part de chacun des pays sans concertation aucune, donc d'une manière anarchique (fermeture des aéroports, des frontières, pas beaucoup de lits ou pas d'aide financière...), c'est donc dans le désordre et l'anarchie que tout a été fait surtout au début de la pandémie ,l'effet de surprise a fait son effet (vulnérabilité) ce qui a fait adopter à certains (Trump, Brésil, Inde..) des positions très nationaliste et très protectionniste d'une manière populiste, d'ailleurs ils se sont fait rappelés à l'ordre.

Peut-on alors parler d'une rupture d'avec les modes de pensée d'avant COVID-19 ? Y-a-t-il **possibilité de démondialisation** à cause des effets et des conséquences néfastes que les économies mondiales ont essuyer (secteur transport, tourisme...), et de concevoir donc une mondialisation différente, sa dématérialisation , organisation d'une mondialisation beaucoup plus digitale /numérisée à travers les outils numériques ,donc ce à quoi il faut arriver c'est à l'organisation d'une mondialisation différente qui ne passe pas obligatoirement par les mobilités des personnes . Donc la mondialisation qu'on nous présentait comme triomphante est un leurre. Un simple virus a chamboulé tout un monde en le plongeant dans une crise multidimensionnelle quoique la priorité devrait être donnée à la santé pour stopper la propagation du virus. La priorité devrait être donnée à la dimension humaine de la mondialisation sans pour autant négliger la dimension économique, parce qu'on a affaire à une crise mondialisée.

La COVID-19 a mis à nu les limites de l'ultralibéralisme et de l'individualisme, tel que certains dépassements est certaines dérives telles que la détérioration de l'environnement, accentuation des inégalités entre pays du Nord et ceux du Sud, et œuvrer pour un progrès solidaire ou un partage du savoir et du pouvoir. Comme le dit si bien E. Morin « Le monde doit apprendre et accepter de vivre avec l'inattendu / l'incertain » (E. Morin, interview du 06/04/2020)

Les nouveaux paradigmes auquel devrait aspirer le monde, ce sont les paradigmes de refondation et de rénovation autour de l'articulation du social et du spatial beaucoup plus que de simples plans de relances. Donc il va falloir mettre de l'ordre à travers une équation qui rassemblera lois et liberté, où la science s'accompagnera de la conscience car il n'y a pas de science sans conscience.

La rive Sud nous a démontré la fragilité de l'être humain, et l'immunité de celui-ci qui s'est retrouvée atteinte malgré les avancées technologiques, et que le système mondial qui a géré et imposé son hégémonie sur toute la planète s'avère dénué de tout sens puisque les principes de solidarité, d'équité et de justice sont absents.

Conclusion

En guise de conclusion, je dirai que cette crise sanitaire que nous vivons a donné à réfléchir à plus d'un. Elle est venue pour nous dire que le système qui gouverne le monde arrive à terme et sa date de péremption aussi, pour cela une rupture au sens Bachelardien du terme, avec ces modes de pensée et de gouvernance s'avère plus que nécessaire .A titre d'exemple la mondialisation qu'on nous impose doit être repensée en tenant compte des spécificités des Uns et des Autres : penser à une mondialisation où s'articule modernité et authenticité, mondialité et spécificité , ce qui permettra de repenser le vivre-ensemble qui devrait donner sens à la vie et de surcroit consolider les liens sociaux.

Penser enfin à poser les jalons d'une nouvelle civilisation en termes de complémentarité et de solidarité, pas en termes de compétitions ou de rivalité.

Ce virus annonce la fin d'un monde et la naissance d'un nouveau monde qui ne peut se construire ou se concevoir que s'il y'a réellement partage du savoir et partage du pouvoir sans hégémonie aucune. Le « Nous- Humanité » doit l'emporter sur le « Je », « Eux ».

Références bibliographiques :

- Crozier Michel, « La société bloquée », Paris, Seuil, 1970, 253p.
- Boris Cyrulnik, « Un bon choix éthique peut-être un mauvais choix économique », Le Monde, La Tribune du 26/05/2020.
- Clotilde Gaillard, Et si le déconfinement amenait à repenser l'aménagement urbain ? L'Automobile, l'Entreprise. Magazine 27/04/2020.
- Emmanuelle Marie, lien de parenté, formes de sociabilité, pratiques téléphoniques : rôle et places du téléphone dans les modes de vie des « vieux » et des « jeunes », thèse de doctorat, Paris8, 2002, s/ dir. de J.C. Combessie.
- Fanny Parise (Université de Lausanne), Le confinement, une transition vers d'autres modes de vie ? Le Monde - La Tribune du 02/04/2020.
- Grafmeyer Josef, L'Ecole de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine. France, champs Flammarion, 2004, p.369.
- Habermas Jürgen, « Théorie de l'agir communicationnel », Paris, Fayard, L'espace du politique, 2001,448p.
- Hamadouche Rachid, « La question du lien social dans l'Algérie contemporaine : Continuité où Rupture ? » Edit. Houma, 2017(2eme édition) ,425 p.
- Le Breton David, « Le port du masque défigure le lien social » Le Monde-Tribune du 11 Mai 2020.
- Morin Edgar, interview du 06/04/2020, par Francis Lecompte, Retro 2020, CNRS, Le journal
- Nassima Dris, La ville mouvementée. Espace public, centralité mémoire urbaine à Alger, Paris, L'Harmattan, 2001.pp30-31
- Simmel Georg, secrets et sociétés secrètes, postfacé par P. Walier, traduction de l'Allemand par S. Muller, édit. Cucé, 1991, 128.
- Samir Amine, « Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique », Paris, Minuit, 1973, 365 p.
- Tönnies Ferdinand, Communauté et société, catégories fondamentales de la sociologie pure, Paris (1ere édition 1887), 1970.